



DEPARTEMENT FINANCES

# La réforme de la taxe professionnelle

volet 5 :

les règles d'affectation  
des ressources fiscales

volet 6 :

les règles de fixation des taux,  
les délibérations fiscales

juin 2012

# **La réforme de la taxe professionnelle et ses conséquences sur la fiscalité des communes et des communautés :**

l'ensemble des dispositions issues de la LF 2010,  
de la LF 2011, de la LFR 2010, des LFR 2011,  
de la LF 2012 et de la LFR 2012

- synthèse et premiers bilans
- volets 1 et 2 : la contribution économique territoriale (CET) et la cotisation foncière des entreprises (CFE)
- volet 3 : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
- volet 4 : les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)
- **volets 5 et 6 : les règles d'affectation des ressources fiscales, la fixation des taux, les délibérations fiscales**
- volets 7 et 8 : le transfert d'impôts d'État (TaSCom, frais de gestion), la compensation-relais et les taux de référence 2010, les garanties de ressources et la péréquation horizontale
- volets 9 et 10 : les dispositions transitoires ou diverses (compensations, répartition volontaire des impôts, impôts des établissements publics fonciers et des syndicats à contributions fiscalisées) et la légistique

<b>VOLET 5</b>	
<b>LES REGLES D'AFFECTATION DES RESSOURCES FISCALES AUX COMMUNES ET AUX EPCI</b>	
<b>Introduction</b>	<b>11</b>
<b>Les ressources fiscales levées ou pouvant être levées par les commune</b> [article 1379 du CGI]	<b>12</b>
- les taxes perçues de droit	12
- les taxes perçues facultativement	13
<b>La neutralisation des effets du transfert de la TH sur les abattements</b> [art. 1411 (II quater.) et (V.)]	<b>13</b>
- la correction automatique des abattements	14
- les différents cas de non-application de la correction automatique des abattements de la TH	14
- la suppression de la correction des effets du transfert de la part départementale de TH sur les abattements	15
· la correction des abattements d'une commune isolée ou membre d'une communauté à fiscalité additionnelle	15
· la correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité additionnelle ou à fiscalité mixte	15
· la correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité professionnelle unique	16
- l'arrondi, à l'euro le plus proche, des VLM et des abattements (corrigés le cas échéant)	16
<b>Les différentes catégories d'EPCI levant ou pouvant lever les diverses ressources fiscales</b> [art. 1379-0 bis]	<b>16</b>
- les EPCI percevant de droit la fiscalité professionnelle unique, les IFER et les taxes ménages [I.]	16
- les EPCI levant la fiscalité additionnelle [II.]	16
· la répartition de la CVAE entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres	17
- les EPCI pouvant percevoir la fiscalité professionnelle de zone [III.]	17
- les EPCI pouvant lever la fiscalité professionnelle de zone éolienne et l'IFER éoliennes et hydroliennes	17
- l'option pour la FPU pouvant être prise par le conseil communautaire à la majorité simple [IV.]	17
- la possibilité, pour les EPCI à fiscalité propre, de percevoir l'imposition forfaitaire sur les pylônes [V.]	17
- les EPCI ne levant pas la FPU pouvant percevoir les IFER (autres que « éoliennes »)	18
- la possibilité, pour un EPCI à fiscalité additionnelle, de percevoir la taxe additionnelle à la TFPNB	18
- la perception de 50 % des IFER « éoliennes » et « stockages souterrains de gaz naturel » par les EPCI à FP [V bis.]	18
- les EPCI levant de droit ou sur délibération la taxe d'enlèvement des ordures ménagères [VI.]	18
- la possibilité pour les CA de se substituer aux communes de moins de 2.001 habitants pour la TLCFE [VII.]	19
- la possibilité pour les communautés d'agglomération de percevoir la taxe de séjour [VIII.]	19
<b>La taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties</b> [article 1519 I du CGI]	<b>19</b>
- l'institution de la taxe additionnelle à la TFPNB	19
- l'assiette et le taux de la taxe additionnelle	19
<b>LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES</b> [instruction DGFIP n° 6 F-1-11]	<b>20</b>
<b>Les bénéficiaires de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties prévue à l'art. 1519 I</b>	<b>20</b>
<b>Les règles applicables a la taxe additionnelle a la taxe foncière sur les propriétés non-bâties</b>	<b>21</b>
- le champ d'application	21
- les modalités d'application	21
· la base d'imposition	21
· le taux d'imposition (principe général)	21
· le taux d'imposition (cas où l'EPCI se situe sur plusieurs départements ou régions)	22
· les frais de gestion	22
- le redevable légal	22
- le recouvrement, le contentieux, le contrôle, les garanties et les sanctions	22
<b>L'entrée en vigueur</b>	<b>22</b>
- l'application de la taxe additionnelle dans le cas d'un EPCI à cheval sur plusieurs départements ou régions	23
- le contrôle, le recouvrement et le contentieux de la taxe additionnelle	23
- la possibilité de substitution d'un EPCI à fiscalité additionnelle pour la taxe additionnelle à la TFPNB	23
<b>Les ressources pouvant être perçues par les syndicats de communes et les syndicats mixtes</b> [art. 1609 quater]	<b>23</b>
- les quatre taxes pouvant être levées (contributions dites « fiscalisées »)	23
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères	23
- l'impossibilité pour un pôle métropolitain de percevoir des contributions fiscalisées	24

<b>Les modalités de répartition de la CVAE entre un EPCI à FA et ses communes membres</b>	<b>[art. 1609 quinquies BA]</b>	<b>24</b>
- la répartition de droit, en fonction du rapport entre les taux relais de TP-CFE 2010		24
- la répartition volontaire de la CVAE, sur délibérations concordantes de l'EPCI et des communes membres		24
- la répartition de la CVAE en cas de fusion d'EPCI à fiscalité additionnelle		25
- la répartition de la CVAE en cas de rattachement d'une commune à un EPCI à fiscalité additionnelle		25
- le versement obligatoire par un EPCI à fiscalité additionnelle d'une compensation en cas de baisse de plus de 5 % du produit des impositions d'une commune du fait d'une fusion d'EPCI ou de rattachement		25
- l'entrée en vigueur au 1er janvier 2012		26
<b>Les modalités d'application de la FPZ et de la FEU</b>	<b>[art. 1609 quinquies C]</b>	<b>26</b>
- la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de zone	<b>[I.]</b>	26
- la transposition de plein droit des dispositions relatives à la FPZ aux CC ayant opté avant 2011 pour cette fiscalité		26
- la cotisation foncière des entreprises (CFE) de zone éolienne	<b>[II.]</b>	26
- l'IFER sur les éoliennes et les hydroliennes		26
- la transposition de plein droit des dispositions relatives à la FEU aux CC ayant opté avant 2011 pour cette fiscalité		27
- la possibilité de vote des taux différents de CFE de zone et de CFE de zone éolienne	<b>[III.]</b>	27
- l'intégration progressive des taux de CFE de zone et de CFE éolienne		27
- la détermination du taux de CFE de zone ou éolienne en cas de rattachement de communes		27
- la répartition de la compensation de la RCE accordée aux communautés levant la FPZ ou la FEU		27
- la détermination du TMP applicable au calcul des compensations RCE (EPCI levant pour la 1 <sup>ère</sup> fois la FPZ)		28
- la possibilité de versement d'une attribution de compensation en cas de CFE de zone ou de zone éolienne		28
- l'AC « pour nuisance environnementale » liée aux éoliennes et ses conséquences sur le potentiel fiscal		28
<b>Les ressources perçues de droit par un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique</b>	<b>[art. 1609 nonies C]</b>	<b>28</b>
- la substitution de droit à leurs communes membres pour la CFE, la CVAE et l'ensemble des IFER	<b>[I.]</b>	28
- la possibilité de transfert à l'EPCI des reversements de FNGIR dont bénéficient ses communes membres		29
- l'application de droit de la fiscalité mixte	<b>[II.]</b>	29
- la fixation des taux des impôts ménages, la 1 <sup>ère</sup> année d'application de la fiscalité mixte et les années suivantes		29
- la fixation du taux de la CFE unique la 1 <sup>ère</sup> année d'application	<b>[III.]</b>	29
- la prise en compte du taux du moyen pondéré de CFE, majoré le cas échéant du taux additionnel de CFE		30
- le rapprochement progressif des taux de CFE		30
- la possibilité de modifier la période de réduction des écarts de taux		30
- la prise en compte du taux de CFE applicable antérieurement dans chaque zone d'activité économique		31
- l'application de l'article 1638 <i>quater</i> en cas de rattachement d'une commune		31
- la création et le fonctionnement de la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLET)	<b>[IV.]</b>	31
- les dépenses prises en compte pour l'évaluation des charges transférées		31
- les modalités d'application de droit de l'attribution de compensation	<b>[V.1°]</b>	32
- les conditions d'une éventuelle réduction des attributions de compensation		32
- la possibilité d'une fixation libre de l'AC, par décision du conseil communautaire statuant à l'unanimité	<b>[V.1bis°]</b>	32
- les éléments entrant dans le calcul de l'attribution de compensation	<b>[V.2°]</b>	32
- les compensations venant majorer l'attribution de compensation		32
- les reversements de fiscalité venant minorer l'attribution de compensation		33
- la contribution au titre des logements sociaux venant majorer l'attribution de compensation		33
- la réduction du produit communal de taxe d'habitation venant majorer l'attribution de compensation		33
- la majoration du produit de CFE pris en compte pour commune quittant un EPCI à FPU pour intégrer un autre		33
- le recalcul de l'attribution de compensation lors de chaque transfert de charge	<b>[V.3°]</b>	33
- les modalités de calcul de l'AC lors de la transformation d'une CAN ou d'un SAN en CA	<b>[V.4°]</b>	33
- les modalités de calcul de l'attribution de compensation en cas de fusion de communautés	<b>[V.5°]</b>	34
· le maintien des attributions de compensation versées avant la fusion		34
· les conditions de modification des attributions de compensation		34
· la révision dérogoire de l'AC possible jusqu'à fin 2014		34
· le calcul de l'AC versée aux communes antérieurement membres d'un EPCI ne levant pas la FPU		34
· le calcul de l'AC versée aux communes antérieurement membres d'un SAN ou d'un CAN		35
· le calcul de l'AC versée aux communes antérieurement membres d'un syndicat à contributions fiscalités		35
· le calcul de l'AC versée aux communes incluses dans l'EPCI issu de la fusion		35

- la possibilité de procéder, par délib. concordantes, à la révision du montant de l'AC de toutes les communes	[V.7°]	35
- la possibilité de procéder, par délibérations concordantes, à la révision, dans la limite de 5 %, de l'AC des communes dont le potentiel financier est supérieur de + de 20 % à la moyenne des communes membres		35
- le maintien de l'attribution versée en 2010 pour les EPCI à FPU existants	[V bis.]	35
- le calcul de l'attribution de compensation, à partir de la compensation relais des communes membres, pour les EPCI levant la CFE unique pour la 1 <sup>ère</sup> fois en 2011		35
- la possibilité d'instituer une dotation de solidarité communautaire (y compris en levant une fiscalité mixte)	[VI.]	36
- les modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire		36
- les modalités de répartition de la DSC par une communauté urbaine		36
- la prise en compte, pour le calcul de la compensation des exonérations de TH, du taux voté en 1991 par l'EPCI	[VII.]	36
- le maintien de la DCTP aux communes membres d'un EPCI levant la TPU	[VIII.]	36
- la détermination du TMP applicable au calcul des compensations RCE dans un EPCI levant pour la 1 <sup>ère</sup> fois la FPU		37
- la transposition de plein droit des dispositions relatives à la FPU aux CC ayant opté avant 2011 pour la TPU	[IX.]	37
- l'entrée en vigueur à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011		37
- la révision possible, pendant 5 ans, de la dotation de coopération versée par les SAN		37
<b>Les ressources fiscales affectées aux départements</b>	<b>[art. 1586]</b>	<b>38</b>
- les recettes fiscales perçues de droit		38
- l'institution possible de la taxe pour le financement des CAUE		38
<b>Les ressources fiscales affectées aux régions</b>	<b>[art. 1599 bis]</b>	<b>38</b>

<b>VOLET 6</b>		
<b>LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION - LES DELIBERATIONS FISCALES</b>		
<b>Introduction</b>		<b>39</b>
<b>Les modalités de fixation des taux d'imposition « en régime de croisière »</b>	<b>[art. 1636 B sexies du CGI]</b>	<b>40</b>
- les dispositions générales	[I.1.]	40
- la diminution possible des taux d'impôts ménages sans diminution obligatoire du taux de CFE ou de TFNB	[I.2.]	40
<b>Etat 1259 commenté</b>		<b>41</b>
- la diminution possible du taux de TH si le taux de CFE est inférieur au taux moyen national correspondant		43
- la réduction de moitié des possibilités d'augmentation des taux de CFE et de TFNB, pendant 3 ans, en cas d'utilisation des dispositions dérogatoires du [I.2.]		43
- l'impossibilité d'appliquer les dispositions dérogatoires du [I.2.], pendant les 3 années suivant l'augmentation réduite de moitié du taux de CFE ou de TFNB		43
- l'application possible d'une majoration de 5 % si le taux communal de CFE est inférieur au taux moyen national	[I.3.]	43
- les modalités d'application de la majoration pour une commune membre d'une communauté urbaine (si la TH de cette commune représente plus des 3/4 de la TH communautaire)		44
- les conditions d'application de la majoration spéciale du taux de CFE pour les communes ayant adhéré à un EPCI		44
- l'application d'une majoration spéciale de 5 % du taux de CFE unique (s'il est inférieur à 75 % de la moyenne)	[I.5.]	44
- le cas particulier de taux ou de bases nuls de CFE l'année précédente dans une commune	[I bis.1.]	45
- le cas particulier de taux ou de bases nuls de CFE l'année précédente dans une communauté à FA	[I bis.2.]	45
- le cas particulier de taux ou de bases nuls de TFNB l'année précédente	[I ter.1.et 2.]	46
- la fixation des taux des 4 taxes par un EPCI l'année suivant celle de sa création ou celle où les taux étaient nuls	[II.]	46
<b>La fixation des taux pour les EPCI levant la FPU ou la FPZ et pour leurs communes membres</b>	<b>[art. 1636 B decies]</b>	<b>46</b>
- la fixation des taux de TF et de TH par les communes membres d'un EPCI levant la FPU	[I.]	46
- la fixation du taux de TFNB par les communes dans un EPCI à fiscalité additionnelle levant pour la 1 <sup>ère</sup> fois la FPU		46
- les modalités de vote du taux de CFE unique ou de zone	[II.]	46
- la non obligation de diminuer le taux de CFE unique ou de zone en cas de diminution des impôts ménages		47
- les modalités de prise en compte des taux de TH ou du TMP des impôts ménages de l'année précédente		47
- la prise en compte de la variation des taux des impôts ménages de l'avant-dernière année, lorsque ceux-ci n'ont pas varié la dernière année		47
- la prise en compte du taux moyen national de CFE des communes et des EPCI pour l'application de la majoration spéciale du taux de CFE	[III.]	47
- la possibilité d'appliquer une majoration, au taux maximum de CFE, pendant les 3 années suivant celle au cours de laquelle elle n'a pas été utilisée	[IV.]	47

<b>Les dispositions relatives à la fixation de zones avec des taux différents de TEOM</b>	<b>[art. 1636 B undecies]</b>	<b>48</b>
- le vote du (des) taux de TEOM avant le 31 mars	[1.]	48
- la possibilité de fixer des zones de perception avec des taux différents	[2.]	48
- la possibilité de définir une zone autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets, à taux différent		48
- la possibilité pour un EPCI de vote de taux différents pendant 10 ans maxi afin d'harmoniser le mode de financement		48
- la fixation par un syndicat mixte de zones de perception à taux différents, lorsque les communautés membres ont opté pour le régime dérogatoire n°2 (perception de la taxe en lieu et place du syndicat mixte)	[3.]	49
- l'année de début d'application de taux différents de TEOM		49
- la simultanéité possible de zonages à buts différents		49
- les conditions d'application de la TEOM, la 1 <sup>ère</sup> année, par une CC se substituant à un syndicat de communes	[4.]	49
- la fixation du tarif de la part incitative avant le 31 mars	[5.]	49
- la limitation du produit de la TEOM la 1 <sup>ère</sup> année d'application de la part incitative	[6.]	50
<b>Les conséquences, sur la fixation des taux d'imposition, d'une fusion d'EPCI à fiscalité propre</b>	<b>[art. 1638-0 bis]</b>	<b>50</b>
- l'application de droit de la fiscalité additionnelle en cas de fusion d'EPCI à fiscalité additionnelle	[I.]	50
- les modalités de fixation des taux de fiscalité additionnelle la 1 <sup>ère</sup> année		50
- les modalités de fixation du taux de CFE, la 1 <sup>ère</sup> année, en cas d'option pour la FPU		50
- les modalités de fixation des taux d'imposition à compter de la 2 <sup>ème</sup> année		51
- l'application de droit de la fiscalité professionnelle de zone, en cas de fusion d'EPCI à FPZ	[II.]	51
- les modalités de fixation du taux de CFE de zone, la 1 <sup>ère</sup> année		51
- les modalités de fixation du taux additionnel de CFE, la 1 <sup>ère</sup> année		51
- les modalités de fixation des taux de CFE unique, la 1 <sup>ère</sup> année, en cas d'option pour la FPU		51
- les modalités de fixation des taux d'imposition à compter de la 2 <sup>ème</sup> année		51
- l'application de droit de la fiscalité professionnelle unique en cas de fusion d'EPCI (dont un au moins lève la FPU)	[III.]	52
- les modalités de fixation du taux de CFE unique, la 1 <sup>ère</sup> année		52
- le rapprochement progressif des taux de CFE		52
- la fixation des taux de TH et de TF la 1 <sup>ère</sup> année		52
- la fixation dérogatoire des taux de TH et de TF pendant 12 ans (après homogénéisation des abattements)		52
- les modalités de prise en compte, dans le TMP de TH, du produit résultant du transfert de la part départementale		53
- la fixation des taux d'imposition à compter de la 2 <sup>ème</sup> année d'imposition		53
- la réduction du taux communal de la TH des communes membres en 2011 d'un EPCI à FA qui fusionne ensuite avec un EPCI à FPU	[IV.]	53
<b>La fixation du taux de CFE unique en cas de rattachement d'une commune à un EPCI à FPU</b>	<b>[art. 1638 quater]</b>	<b>54</b>
- le rapprochement du taux de CFE unique, en cas de rattachement volontaire d'une commune	[I.]	54
- la prise en compte du taux de CFE de la communauté urbaine ou de communes dont la commune était membre	[II.]	54
- le vote possible d'un taux de CFE dans la limite du TMP de l'EPCI et de la commune rattachée	[II bis.1 et 2.]	54
- la prise en compte du taux de CFE effectivement appliqué sur le territoire de la commune		54
- l'impossibilité d'appliquer la majoration de CFE, au taux maximum, pendant les 3 années suivant celle au cours de laquelle elle n'a pas été utilisée	[II bis.3.]	55
- l'application des mêmes dispositions dans les communes incorporées dans une ZAE	[III.]	55
- l'application possible du taux de CFE de l'EPCI dès la 1 <sup>ère</sup> année	[III bis.]	55
- le vote des taux de fiscalité additionnelle en cas de rattachement volontaire ou de transformation	[IV.] et [V.]	55
- la prise en compte, dans l'état 1259, du taux applicable dans la commune rattachée	[VI.]	55
- la réduction du taux communal de taxe d'habitation en cas de rattachement d'une commune à un EPCI levant la FPU en 2011 (rattachement volontaire ou transformation-extension)	[VII.]	56
<b>Les modalités possibles de vote du taux de CFE unique en cas de retrait d'une commune</b>	<b>[art. 1638 quinquies]</b>	<b>56</b>
<b>Les dates limites de vote et de notification des délibérations relatives à la fiscalité locale</b>	<b>[art. 1639 A bis]</b>	<b>56</b>
- avant le 1 <sup>er</sup> octobre (principe général)	[I.]	56
- jusqu'au 31 décembre (montant des bases de cotisation minimale de CFE)		56
- avant le 15 octobre (taxe d'enlèvement des ordures ménagères)	[II.1.]	57
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de création d'un EPCI à fiscalité propre)		57
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de transfert de la compétence à un EPCI à fiscalité propre)		57
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de rattachement d'une commune ou d'un EPCI à un groupement)		57
- les conditions de perception de la TEOM par une commune ou un EPCI	[II.2.]	57
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de fusion d'EPCI)	[III.]	57
- la possibilité de maintenir le(s) régime(s) antérieur(s) pendant 5 ans au maximum		57
- l'application de ces dispositions aux syndicats mixtes et en cas d'intégration d'une commune dans un EPCI		58

<b>Le devenir des délibérations antérieures relatives à la CFE dans un EPCI à FPU ou à FPZ</b>	<b>[art. 1639 A ter]</b>	<b>58</b>
- le devenir des délibérations prises par l'EPCI ou les communes membres	<b>[I.]</b>	58
- l'application des mêmes dispositions dans les ZAE ou pour les éoliennes	<b>[II.]</b>	58
- la possibilité de prendre des délibérations différentes		59
- l'option pour un régime de délibérations dans un EPCI à FPU issu d'un EPCI à FPZ et à FPZ éoliennes		59
- le maintien des régimes issus de délibérations antérieures, jusqu'à leur terme, dans un EPCI à FPU ou à FPZ	<b>[III.]</b>	59
- la prise de délibérations avant le 1 <sup>er</sup> octobre dans un EPCI issu d'une fusion	<b>[IV.1.]</b>	59
- l'application des délibérations antérieures sans délibérations nouvelles avant le 1 <sup>er</sup> octobre de l'année de fusion	<b>[IV.2.]</b>	60
<b>Les délibérations fiscales relatives aux impôts ménages dans un EPCI issu d'une fusion</b>	<b>[art. 1639 A quater]</b>	<b>60</b>
- la prise de délibérations avant le 1 <sup>er</sup> octobre de l'année de fusion		60
- l'application des délibérations antérieures sans délibérations nouvelles avant le 1 <sup>er</sup> octobre de l'année de fusion		61

### Les codes couleurs

Les **dispositions législatives** issues des **lois de finances 2010 et 2011** (ou de **textes antérieurs**) figurent en **noir** dans le document

Les **dispositions législatives nouvelles**, introduites par les **1<sup>ère</sup> et 4<sup>ème</sup> lois de finances rectificatives pour 2011**, la **loi de finances initiale pour 2012** et la **1<sup>ère</sup> loi de finances rectificative pour 2012** figurent en **rouge**

Les **dispositions réglementaires** sont présentées dans des cadres **bleus**

Les principales informations figurant dans les différentes **instructions** de la **DGFIP** sont présentées dans des cadres **verts**

Les **éléments d'informations transmis** par la **DGFIP** sur les différents impôts figurent en **marron** dans des cadres **jaunes**

INDEX NUMÉRIQUE

n° article du CGI	volet	page
article 1379	5	12
article 1379 0-bis	5	16
article 1411	5	13
article 1414 A	9	13
article 1447	2	52
article 1447-0	1	15
article 1452	2	60
article 1458	2	61
article 1464 A	2	105
article 1464 K	2	61
article 1466 A	2	65
article 1467	2	41
article 1467 A	2	47
article 1468	2	62
article 1473	2	47
article 1475	2	52
article 1476	2	52
article 1477	2	65
article 1478	2	53
article 1498	2	43
article 1499	2	43
article 1500	2	44
article 1518 bis	2	106
article 1518 A	2	82
article 1518 B	2	46
article 1519 D	4	11
article 1519 E	4	16
article 1519 F	4	19
article 1519 G	4	21
article 1519 H	4	24
article 1519 HA	4	31
article 1519 I	5	19
article 1586	5	38
article 1586 ter	3	13
article 1586 quater	3	15
article 1586 quinquies	3	19
article 1586 sexies	3	26
article 1586 septies	3	63
article 1586 octies	3	63
article 1586 nonies	3	90
article 1599 bis	5	38
article 1599 quater A	4	39
article 1599 quater A bis	4	46
article 1599 quater B	4	35
article 1600	9	37
article 1607 ter	9	33
article 1609 quater	5	23
article 1609 quinquies BA	5	24
article 1609 quinquies C	5	26
article 1609 nonies C	5	28
article 1635 sexies	9	11
article 1635-0 quinquies	4	10
article 1636 B sexies	6	40
article 1636 B octies [I et II]	9	15
article 1636 B octies [III et IV]	9	17
article 1636 B decies	6	46

n° article du CGI	volet	page
article 1636 B undecies	6	48
article 1636 C	9	32
article 1638 quater	6	54
article 1638 quinquies	6	56
article 1638-0 bis	6	50
article 1639 A bis	6	56
article 1639 A ter	6	58
article 1639 A quater	6	60
article 1640 B	8	36
article 1640 C	8	40
article 1641	7	14
article 1644	7	16
article 1647	3	102
article 1647 bis	2	97
article 1647 B sexies	1	15
article 1647 C quinquies B	1	27
article 1647 C quinquies C	2	83
article 1647 C septies	2	97
article 1647 D	2	92
article 1647-0-B septies	1	23
article 1648 A	8	61
article 1648 AC	8	65
article 1649 A ter	4	45
article 1649 A quater	4	21
article 1649 quater B quater	3	100
article 1679 quinquies	2	101
article 1679 septies	3	101
article 1681 septies	3	102
article 1727	2	101
article 1736	4	21
article 1770 decies	3	102

n° article du CGCT	volet	page
article L. 1613-1	9	14
article L. 2333-2	3	109
article L. 2334-4	10	54
article L. 2334-7	7	19
article L. 2336-1	8	69
article L. 2336-2	8	69
article L. 2336-3	8	73
article L. 2336-4	8	86
article L. 2336-5	8	86
article L. 2336-6	8	90
article L. 2336-7	8	90
article L. 5211-28-1	7	19
article L. 5215-32	10	55
article L. 5216-8	10	54
article L. 5216-23	10	53
article R. 2336-1	8	91
article R. 2336-2	8	91
article R. 2336-3	8	92
article R. 2336-4	8	92
article R. 2336-5	8	92
article R. 2336-6	8	92



article 2 de la LF 2010	volet	page
[2.1.2.]	3	99
[2.1.8.]	3	101
[5.3.1.]	9	10
[5.3.2.]	9	10
[5.3.5.]	9	15
[6.1.30.]	2	97
[6.1.33.]	2	47
[6.1.34.]	10	51
[6.2.1.I.]	9	16
[6.2.1.II.]	9	17
[6.2.1.III.]	9	16
[6.2.1.IV.]	9	17
[7.]	10	51

article 77 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	0	38
[1.2.4.1.]	7	16
[1.2.4.2.]	7	19
[1.2.5.]	7	14
[8.]	9	44

article 78 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	8	49
[1.4.]	8	58
[2.1.]	8	54
[2 bis.]	8	58
[3.]	1	34
[4.1.I.]	8	64
[4.1.II.]	8	65
[4.1.III.]	8	65
[4.2.]	8	65

LFR 2010	volet	page
article 41	9	39

LF 2011	volet	page
article 51	9	41
article 108-II-G	2	69
article 108-VII	2	105
article 108-XVI-A	8	51
article 108-XIX	10	53
article 108-XXI	10	55
article 108-XXII	10	56
article 112-III	4	36
article 122	8	64

1 <sup>ère</sup> LFR 2011	volet	page
article 21-I	9	18

4 <sup>ème</sup> LFR 2011	volet	page
article 44	9	40

LF 2012	volet	page
article 40	8	59
article 144	8	91

textes réglementaires	volet	page
arrêté du 14 avril 2008	4	41
arrêté du 28 juin 2010	4	44
décret n°95-85 du 26 janvier 1995	7	20
décret n°2012-712 du 7 mai 2012	8	91
décret perte CET ou RDM	1	37
décret actualis. modal. dét. CET	10	57

articles non codifiés	volet	page
article 3 loi n°72-657	7	17
article 4 loi n°72-657	7	18
article 6 loi n°72-657	7	18
article 7 loi n°72-657	7	19
article 11 loi n°80-10	9	33
article 29 loi n°80-10	9	35
article 21 LF 1992	9	44
article 42 loi n°95-115	9	12
article 43 LF 2000	4	50
article 29 LF 2003	9	14
article 53-I LF 2004	9	48
article 46 LF 2006	9	49
article 85 LF 2006	1	27

articles annexe 3 au CGI	volet	page
article 328- bis	3	66
article 328 G ter	3	66
article 328 G quater	3	67
article 328 G quinquies	3	67
article 328 P	4	21
article 328 Q	4	36
article 344 duodecies	3	71
article 344 terdecies	3	71
article 344 quaterdecies	3	72

n° article du LFP	volet	page
article L. 135 B	3	102
article L. 235 ter XA	4	30
article L. 235 ter Z	4	30

instructions DGFIIP	volet	page
instruction n°4 A-7-12	3	70
instruction n°6 A-2-11	1	25
instruction n°6 C-4-12	2	44
instruction n°6 E-1-10	3	32
instruction n°6 E-1-12	2	84
instruction n°6 E-2-11	4	14
instruction n°6 E-2-12	4	36
instruction n°6 E-3-11	3	65
instruction n°6 E-4-11	1	28
instruction n°6 E-4-12	3	21
instruction n°6 E-5-11	3	41
instruction n°6 E-6-11	1	17
instruction n°6 E-7-11	2	48
instruction n°6 E-8-11	2	66
instruction n°6 F-1-11	5	20
instruction n°6 F-2-11	9	21
instruction n°6 F-2-12	7	23

circulaire DGCL	volet	page
FPIC n°COT/B/12/20938/C	8	95



## LES RÈGLES D'AFFECTATION DES RESSOURCES FISCALES AUX COMMUNES ET AUX EPCI

- Le volet 5 présente la répartition de l'ensemble des ressources fiscales entre les différents niveaux de collectivités locales et d'établissements publics.
- L'intégralité des articles correspondants du Code général des impôts (applicables depuis 2011) est présentée avec, pour chacun de leurs paragraphes, un titre synthétisant la mesure :
  - article 1379 : les ressources fiscales levées ou pouvant être levées par les communes,
  - article 1379-0 bis : les différentes catégories d'EPCI à fiscalité propre et leurs diverses ressources fiscales,
  - article 1519-I : la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TA TFNB),
  - article 1609 quater : les ressources fiscales des syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes (contributions fiscalisées et TEOM),
  - article 1609 quinques BA : les modalités de répartition de la CVAE entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres,
  - article 1609 quinques C : les modalités d'application de la fiscalité professionnelle de zone et de l'IFER sur les éoliennes, l'attribution de compensation pour nuisance environnementale,
  - article 1609 nonies C : les modalités d'application de la fiscalité professionnelle unique (CFE, CVAE et IFER), la fixation des taux des impôts ménages et de CFE unique, la création et le fonctionnement de la CLETC, le calcul de l'attribution de compensation (cas général, cas de fusion de communautés, modalités de révision), la fixation de la dotation de solidarité communautaire, les compensations liées à la fiscalité directe, etc.).

Ces articles comportent les modifications, parfois importantes, figurant dans les lois de finances pour 2011 et 2012.

- En ce qui concerne la taxe additionnelle à la TFNB (environ 70 millions d'euros), il convient de remarquer que les collectivités bénéficiaires ne peuvent pas modifier le taux de celle-ci, figé au niveau de celui voté par le département et la région en 2010 (avec une majoration pour les frais de gestion transférés).

Les EPCI à fiscalité additionnelle peuvent se substituer à leurs communes membres pour la perception de cette taxe additionnelle, sur délibérations concordantes.

- L'article 108 de la LF 2011 a mis en place une neutralisation automatique des effets sur les contribuables du transfert de la part départementale de la taxe d'habitation.

Ces dispositions, **qui ont été modifiées par l'article 44 de la 4<sup>ème</sup> LFR 2011**, figurent aux [II quater.] et [V.] de l'article 1411, et sont explicitées dans le présent volet. **En particulier, les conseils municipaux et les organes délibérants des EPCI qui délibèrent pour fixer le montant des abattements peuvent désormais supprimer cette correction automatique.**

- L'une des conséquences importantes de ces nouvelles règles concerne l'affectation de droit, aux communautés levant la fiscalité professionnelle unique (FPU), de la part de TH départementale, des parts de CFE départementale et régionale, ainsi que d'une partie des frais de gestion correspondants.

Ainsi, ces communautés deviennent de droit des EPCI levant la fiscalité mixte (particulière au départ, puisque sans taxe sur le foncier bâti et avec un taux de taxe sur le foncier non bâti très faible, puisque ne correspondant qu'au produit des frais de gestion transféré).

- Les conséquences financières (globales) de l'affectation des différents impôts sont précisées dans la partie « synthèse et premiers bilans » du présent dossier.

[article 1379 du CGI]

LES TAXES PERÇUES DE DROIT

▪ [I.] Les **communes** perçoivent, dans les **conditions** déterminées par le présent chapitre (**chapitre 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup> de la 2<sup>ème</sup> partie du CGI**) :

- [I. 1°] la **taxe foncière sur les propriétés bâties**, prévue aux **articles 1380 et 1381**,  
*☞ Cette taxe communale comportait, dans la version initiale du texte, la totalité de l'ancienne part de taxe foncière perçue par les régions (environ 1,9 milliard d'euros). Après le vote au Sénat, la part de TFB antérieurement perçue par les régions est transférée en totalité aux départements. Le total de la TFB devrait représenter 13,7 milliards d'euros, pour le bloc local (communes-EPCI), comme avant la réforme.*
- [I. 2°] la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**, prévue à l'**article 1393**,  
*☞ Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties continue à être lié à l'évolution de celui de la taxe d'habitation. Le montant total des taxes foncières sur le non bâti perçues par les communes et les EPCI s'élevait en 2009 à environ 800 millions d'euros. Avec la majoration de 4,85 %, le montant devrait être porté à environ 840 millions d'euros.*
- [I. 3°] la **taxe d'habitation**, prévue à l'**article 1407**,  
*☞ Cette taxe communale comporte l'ancienne part de taxe d'habitation perçue par les départements (environ 5,5 milliards d'euros). Le total de la TH perçue par les communes-EPCI devrait représenter environ 16,6 milliards, non compris la majoration de 3,40 % (au lieu de 11,1 milliards avant réforme).*
- [I. 4°] la **cotisation foncière des entreprises**, prévue à l'**article 1447**,  
*☞ La cotisation foncière des entreprises correspond à l'ancienne part « foncière » de la taxe professionnelle. L'évolution de son taux sera liée à celles des impôts ménages (les liens deviennent stricts, sauf les 4 cas de dérogation pour situation atypique). Le total de la CFE communes-EPCI devrait représenter environ 5,9 milliards d'euros (au lieu de 18,3 milliards de TP avant réforme).*
- [I. 5°] une **fraction égale à 26,5 % du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** afférent à son **territoire** prévu à l'**article 1586 octies** (soit un produit correspondant à **0,3975 % de la valeur ajoutée**).  
*☞ Conformément à la demande des associations représentant les communes et les EPCI, l'Assemblée Nationale et le Sénat ont voté l'affectation aux communes et EPCI d'une part de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, correspondant finalement à environ 4,1 milliards.*
- [I. 6°] la **redevance des mines**, prévue à l'**article 1519**,
- [I. 7°] l'**imposition forfaitaire sur les pylônes**, prévue à l'**article 1519 A**,
- [I. 8°] la **taxe annuelle sur les installations de production d'électricité** utilisant l'**énergie mécanique du vent** situées dans les **eaux intérieures** ou la **mer territoriale (éoliennes maritimes)**, prévue à l'**article 1519 B**,
- [I. 9°] une **fraction de la composante de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)**, prévue par l'**article 1519 D**, relative aux **installations de production d'électricité** :
  - utilisant l'**énergie mécanique du vent (éoliennes terrestres)**,
  - utilisant l'**énergie mécanique hydraulique des courants** situés dans les **eaux intérieures** ou la **mer territoriale (hydroliennes)**.

Pour les **hydroliennes**, le **produit rattaché au territoire** où est installé le **point de raccordement** au réseau public de distribution ou de transport d'électricité.  
 Pour les **éoliennes terrestres**, cette **fraction** est égale à **20 %**.  
 Pour les **hydroliennes**, cette **fraction** est égale à **50 %**.  
*☞ Ainsi, la commune d'implantation perçoit 15 % de la recette totale (2,913 euros x 15 %, soit 0,43695 euro par kilowatt) et l'EPCI à fiscalité propre 35 % (2,913 euros x 35 %, soit 1,01955 euro par kilowatt).*
- [I. 10°] la **moitié de la composante de l'IFER** relative aux **installations de production d'énergie électrique d'origine nucléaire ou thermique à flamme**, prévue à l'**article 1519 E**,
- [I. 11°] la **moitié de la composante de l'IFER** relative aux **centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique**, prévue à l'**article 1519 F**,  
 Le **produit de l'IFER** afférent aux **ouvrages hydroélectriques** (mentionnés au **1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1475**) est **réparti comme les valeurs locatives** de ces ouvrages, selon les **règles** fixées par ce même **article 1475** [voir volet 2].  
*☞ Cet article prévoit, compte tenu des spécificités des grands ouvrages hydroélectriques, qui peuvent impacter un territoire beaucoup plus vaste que celui de la commune d'implantation des turbines, une répartition spécifique de leurs valeurs locatives pour le calcul des TP et TF.*
- [I. 12°] la **composante de l'IFER** relative aux **transformateurs électriques**, prévue à l'**article 1519 G**,
- [I. 13°] **deux tiers de la composante de l'IFER** relative aux **stations radioélectriques (antennes-relais et antennes de télédiffusion ou de radiodiffusion)**, prévue à l'**article 1519 H**.

- [I. 13° bis] la composante de l'IFER relative aux installations de gaz naturel liquéfié et aux stations de compression du réseau de transport de gaz naturel,
  - la moitié de la composante relative aux stockages souterrains de gaz naturel,
  - la moitié de la composante relative aux canalisations de transport de gaz naturel et d'autres hydrocarbures (prévues à l'article 1519 HA)
- [I.14°] la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, prévue à l'article 1519 I.
 

*☞ Cette taxe additionnelle correspond aux actuelles parts de la taxe foncière sur les propriétés non bâties -non agricoles- perçues par les départements et les régions (environ 70 millions d'euros). Le montant total de la taxe additionnelle (avec la majoration de 4,85 %) devrait donc s'élever à environ 74 millions. Il n'est pas prévu d'évolution du taux de cette taxe après 2011.*

**LES TAXES PERÇUES FACULTATIVEMENT**

- [II.] Les communes peuvent instituer les taxes suivantes :
  - [II. 1°] la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dans les conditions prévues à l'article 1520,
  - [II. 2°] la taxe de balayage, prévue à l'article 1528, lorsqu'elles assurent le balayage de la superficie des voies livrées à la circulation publique qui incombe aux propriétaires riverains,
  - [II. 3°] la taxe sur la cession à titre onéreux de terrains devenus constructibles, prévue à l'article 1529 et la taxe sur les friches commerciales, prévues à l'article 1530.

**LA NEUTRALISATION DES EFFETS DU TRANSFERT DE LA PART DÉPARTEMENTALE  
DE LA TAXE D'HABITATION SUR LES ABATTEMENTS APPLICABLES A CELLE-CI**

[article 1411 [II quater.] et [V.] du CGI]

- Le transfert de la taxe d'habitation départementale, tel qu'il était prévu par la loi réformant la taxe professionnelle votée en décembre 2009, devait s'effectuer selon le mécanisme suivant :

valeur locative nette de la taxe d'habitation 2010 (découlant des abattements pratiqués dans la commune ou la communauté)	x	taux de référence 2010 de la TH
--	---	------------------------------------

Le taux de référence correspondait au taux départemental de TH 2010, corrigé par un coefficient représentant le transfert d'une partie des frais de gestion perçus auparavant par l'État - égal à 3,40 % de la cotisation totale payée par le contribuable en 2010 -).

- Le dispositif de garantie individuelle de ressources (DCRTP, le cas échéant, et FNGIR) était calculé en tenant compte du nouveau produit de TH transféré (avec les bases nettes communales ou intercommunales).

*☞ Ce mode de calcul du produit de TH transféré entraînait des distorsions, parfois importantes, de ressources, selon l'appartenance de la commune ou de la communauté :*

- soit à un département qui avait mis en place des taux élevés d'abattements. Dans ce cas, si la collectivité voulait appliquer les mêmes abattements, elle subissait une perte, qui pouvait être importante, de ses ressources de taxe d'habitation,
- soit à un département qui avait des taux d'abattements nuls ou faibles. Dans ce cas, la collectivité pouvait bénéficier d'un effet d'aubaine, notamment si elle baissait ses propres taux d'abattements pour les rapprocher de ceux du département. Le contribuable payait la même cotisation qu'en 2010, mais la collectivité bénéficiait de ressources de taxe d'habitation plus importantes.

*De plus, les différences de valeurs locatives moyennes (VLM), entre le département, la commune et la communauté, pouvaient également provoquer, mécaniquement, des différences de cotisations pour le contribuable. Afin de permettre aux communes et communautés d'adapter leur politique d'abattements, les associations nationales représentant les élus locaux avaient demandé un report de la date limite pour prendre, le cas échéant, leur délibération relative aux abattements en toute connaissance de cause.*

*La ministre de l'économie avait répondu, en précisant :*

- que la date limite de vote serait reportée au 15 novembre 2010,
- et que les services de la DGFIP seraient à la disposition des élus locaux pour effectuer les simulations nécessaires.

*Compte tenu de nombreuses saisines reçues par l'AMF, suite à ces simulations, une nouvelle demande a été présentée au ministre de l'économie, afin qu'un dispositif neutralisant les effets induits du transfert de la taxe départementale soit mis en place.*

Celle-ci, avec les ministres de l'intérieur, du budget et des collectivités locales, a informé l'AMF que le gouvernement souhaitait « assurer de façon automatique la neutralité de la réforme pour les contribuables, sans qu'il soit besoin de modifier la politique fiscale mise en œuvre localement ».

C'est ce dispositif qui fait l'objet de l'amendement du gouvernement présenté ci-dessous :

- un mécanisme neutralise les effets sur les contribuables du transfert de la TH départementale,
- et, corrélativement, les variations du produit fiscal en résultant pour la commune ou le groupement seront annulées par un ajustement :
- de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), et du fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR).

#### LA CORRECTION AUTOMATIQUE DES ABATTEMENTS

▪ **[II quater.]** Pour les communes et EPCI à fiscalité propre bénéficiaires en 2011 du transfert de la taxe d'habitation départementale, le montant de chacun des abattements (mentionnés au [II.] du présent article) est, à compter de 2011, corrigé d'un montant égal à la différence entre :

- [1°] d'une part, la somme de l'abattement en 2010 de la commune ou de l'EPCI bénéficiaire du transfert et de l'abattement départemental en 2010, chacun de ces abattements étant affecté du rapport entre :
  - le taux de la collectivité territoriale ou de l'EPCI concerné, en 2010,
  - et la somme des taux de la commune ou de l'EPCI et du département en 2010.
- [2°] et, d'autre part, le montant en 2010 de l'abattement de la commune ou de l'EPCI bénéficiaire du transfert.

▪ **Le montant de l'abattement ainsi corrigé ne peut pas être inférieur à zéro.**

☞ Cet alinéa (article 44-VIII de la 4<sup>ème</sup> LFR 2011) corrige l'erreur matérielle issue de la rédaction de l'article 108 de la LFR 2010. Cette disposition s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

▪ Lorsque le territoire d'un EPCI se situe sur plusieurs départements, la correction de l'abattement intercommunal est effectuée pour chaque partie de son territoire appartenant à chacun des départements.

☞ Les formules ci-dessus sont traduites « en clair » dans les tableaux suivants...

#### LES DIFFERENTS CAS DE NON-APPLICATION DE LA CORRECTION AUTOMATIQUE DES ABATTEMENTS DE LA TH

▪ Par dérogation aux dispositions du présent [II quater.], les abattements communaux mentionnés au [II.] du présent article 1411 (abattements relatifs à la taxe d'habitation) cessent d'être corrigés à compter de l'année suivante celle du rattachement ou de la fusion, lorsqu'une commune qui n'était pas membre en 2011 d'un EPCI qui faisait application en 2011 de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) rejoint un EPCI faisant application de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique), à la suite :

- soit d'un rattachement volontaire,
- soit d'une transformation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-1 du CGCT (transformation d'un EPCI et extension aux communes dont l'inclusion dans le périmètre communautaire est de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière et sociale qui sont nécessaires au développement d'une communauté d'agglomération et à son évolution en pôle urbain de développement, au développement d'une communauté urbaine et à son évolution en pôle régional ou au développement d'une métropole et à son évolution en pôle européen),
- soit d'une fusion visée à la seconde phrase du 1<sup>er</sup> alinéa du [III.] de l'article 1638-0 bis du CGI (fusion entre un EPCI à FPU et un EPCI à fiscalité additionnelle ou un syndicat à contributions fiscalisées).

☞ Ainsi, pour les communes qui, avant la fusion, étaient membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle ou d'un syndicat à contributions fiscalisées, le mécanisme d'ajustement des abattements communaux de taxe d'habitation est supprimé.

Selon la rapporteure générale de la commission des finances du Sénat, « cet article a pour objet de résoudre une énième scorie de la réforme de la taxe professionnelle »...

**Cette nouvelle disposition s'applique, sans nouvelle délibération des communes concernées, à compter des taux et abattements votés pour 2012.**

**LA SUPPRESSION POSSIBLE DE LA CORRECTION AUTOMATIQUE DES EFFETS DU TRANSFERT  
DE LA PART DEPARTEMENTALE DE TH SUR LES ABATTEMENTS**

- Les conseils municipaux et les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre qui délibèrent pour fixer le montant des abattements applicables sur leur territoire conformément aux [II.] et [II bis.] du présent article, peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis (avant le 1<sup>er</sup> octobre), supprimer la correction des abattements prévue au présent [II quater].

Plusieurs élus avaient souhaité que le dispositif de neutralisation automatique des effets du transfert de la part départementale de la taxe d'habitation sur les abattements puisse être supprimé, notamment pour les EPCI ayant décidé d'appliquer leur propre politique d'abattements.

Ce sera désormais possible (par délibération prise avant le 1<sup>er</sup> octobre pour être applicable à compter de l'année suivante).

Toutefois, il conviendra de bien anticiper tous les effets de cette décision sur les cotisations des contribuables, en effectuant, préalablement à toute décision, l'ensemble des simulations correspondantes

Cette disposition s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**La correction de chacun des abattements d'une commune isolée  
ou membre d'une communauté à fiscalité additionnelle**

VLM communale	x	taux abattement communal	x	taux communal	=	€
				taux communal + taux départemental		
+						
VLM départementale	x	taux abattement départemental	x	taux départemental	=	€
				taux communal + taux départemental		
-						
VLM communale	x	taux abattement communal	=	€		
=						
montant de la correction de l'abattement					=	€

**La correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité additionnelle ou à fiscalité mixte**

VLM intercommunale	x	taux abattement intercommunal	x	taux intercommunal	=	€
				taux intercommunal + taux départemental		
+						
VLM départementale	x	taux abattement départemental	x	taux départemental	=	€
				taux intercommunal + taux départemental		
-						
VLM intercommunale	x	taux abattement intercommunal	=	€		
=						
montant de la correction de l'abattement					=	€

### La correction de chacun des abattements d'une communauté à fiscalité professionnelle unique

VLM départementale	x	taux abattement départemental	=	€
-				
VLM communale	x	taux abattement communal	=	€
=				
montant de la correction de l'abattement			=	€

L'ARRONDI, A L'EURO LE PLUS PROCHE, DES VLM ET DES ABATTEMENTS (CORRIGES LE CAS ECHEANT)

- [V.] La valeur locative moyenne, ainsi que les abattements, le cas échéant après application du [II quater.], sont arrondis à l'euro le plus proche. La fraction d'euro à 0,50 est comptée pour 1.

### LES DIFFERENTES CATEGORIES D'EPCI A FISCALITE PROPRE LEVANT OU POUVANT LEVER LES DIVERSES RESSOURCES FISCALES

[article 1379-0 bis du CGI]

#### LES EPCI PERCEVANT DE DROIT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE, LES IFER ET LES TAXES MENAGES

- [I.] Perçoivent la cotisation foncière des entreprises (CFE), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) prévues aux articles 1519 D (éoliennes terrestres et hydroliennes), 1519 E (centrales thermiques ou nucléaires), 1519 F (centrales photovoltaïques ou hydrauliques), 1519 G (transformateurs électriques), 1519 H (stations radioélectriques « antennes-relais » et antennes de télédiffusion ou de radiodiffusion) et 1519 HA (installations de gaz naturel et canalisations de transport d'autres hydrocarbures), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB), la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TATFPNB), prévue à l'article 1519 I, ainsi que la taxe d'habitation, selon le régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) :
  - [I. 1°] les communautés urbaines (sauf celles, créées avant la date de publication de la loi n° 99.586 du 12 juillet 1999, qui ont rejeté l'application de la TP unique),
  - [I. 1° bis] les métropoles,
  - [I. 2°] les communautés d'agglomération,
  - [I. 3°] les communautés de communes issues des communautés de villes et les communautés de communes issues de la transformation de districts substitués à leurs communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle,
  - [I. 4°] les communautés de communes dont la population est supérieure à 500 000 habitants,
  - [I. 5°] les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle.

☞ Les EPCI précités se substituent à leurs communes membres pour l'application des dispositions relatives à la CFE. Ils perçoivent donc la totalité du produit de la CFE et de la CVAE, en lieu et place des communes membres.

Par ailleurs, les produits des taxes d'habitation et foncières deviennent des recettes fiscales de droit de ces établissements, de même que les diverses composantes de l'IFER. En ce qui concerne l'IFER sur les éoliennes (terrestres), les EPCI perçoivent de droit 50 % du montant de celle-ci. Ceux à CFE unique perçoivent de droit la part de 20 % au lieu et place de leurs communes membres.

#### LES EPCI LEVANT LA FISCALITE ADDITIONNELLE

- [II.] Perçoivent (au titre de la fiscalité additionnelle) la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB), la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la taxe d'habitation (TH), dans les conditions prévues à l'article 1636 B sexies (relatif aux modalités de fixation des taux de la fiscalité directe locale) et la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE), dans les conditions prévues à l'article 1609 quinquies BA (relatif à la répartition des fractions et fraction complémentaire de CVAE entre l'EPCI et les communes membres) :
  - [II. 1°] les communautés urbaines existant à la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 ayant rejeté avant le 31 décembre 2001, l'application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, de la TP unique,
  - [II. 2°] les communautés de communes dont le nombre d'habitants est inférieur ou égal à 500 000 habitants (à l'exception des communautés de communes issues de la transformation de communautés de villes ou de districts levant la taxe professionnelle unique).



**La répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises  
entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres**

▪ La **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** perçue par un **EPCI à fiscalité additionnelle** est égale à la part mentionnée au [I.A.5°] de l'article 1379 ci-dessus (0,3975 %), multipliée par la fraction définie à l'avant-dernier alinéa du [I.3.1°] de l'article 1640 C.

☞ La fraction destinée à l'EPCI correspond au rapport (exprimé en pourcentage) entre :

- le taux intercommunal relais 2010 de TP-CFE,
- et la somme de ce taux et de la moyenne pondérée des taux communaux relais 2010 des communes membres.

Les **communes membres** de ces **EPCI** perçoivent la **fraction complémentaire**, prévue au **dernier alinéa** du [I.3.1°] du **même article**, de la **part de CVAE** mentionnée au [I.A.5°] de l'article 1379.

**LES EPCI POUVANT PERCEVOIR LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE**

▪ [III. 1.] **Peuvent** percevoir la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** selon le **régime fiscal** prévu au [I.] de l'article 1609 **quinquies C** (**CFE et CVAE afférentes aux zones d'activités économiques**) :

- DEL
- [III. 1.1°] les **communautés urbaines** mentionnées au [II.1°] ci-dessus (*celles existant à la date de publication de la loi n° 99-586 ayant rejeté la TP unique*), à condition que l'option pour le régime de la TPZ ait été prise **avant** la date de publication de la loi n° 99-586),
  - [III. 1.2°] les **communautés de communes** mentionnées au [II. 2°], ci-dessus (**moins de 500.001 habitants**) **ayant créé, créant ou gérant** une **zone d'activités économiques** qui se situe sur le territoire d'une ou de plusieurs communes membres (sur **délibération** prise à la **majorité simple** de leur **conseil**).

▪ Pour les **communautés de communes créées** (ou **issues** de la **transformation** d'un **EPCI préexistant**), à compter de la **date de publication** de la loi n° 99-586, **seul peut décider de percevoir la fiscalité professionnelle de zone** le **conseil** :

- DEL
- d'une **communauté de communes** de **moins de 50.000 habitants**,
  - ou d'une **communauté de communes** de **plus de 50.000 habitants** dont la ou les **communes centre** ont une **population inférieure à 15.000 habitants**.

▪ Le **régime** prévu au [III. 1.] (**fiscalité professionnelle de zone**) est **applicable** aux **communautés de communes** issues, dans les **conditions** prévues au [II.] de l'article 51 de la loi n° 99-586, de **districts** ayant **opté** pour la **TP de zone**.

**LES EPCI POUVANT LEVER LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE EOLIENNE ET L'IFER EOLIENNES ET HYDROLIENNES**

▪ [III.2] Les **communautés de communes** mentionnées au [II.2°] (*celles dont la population est inférieure ou égale à 500.000 habitants*) **peuvent**, sur **délibération** prise à la **majorité simple** des membres de leur conseil, faire **application** du [II.] de l'article 1609 **quinquies C**. Ainsi, ces **communautés** peuvent **percevoir** :

- DEL
- la **CFE** afférente aux **éoliennes terrestres implantées** sur le territoire des communes membres à **compter de la publication** de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 (loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique),
  - et l'**IFER** sur les **éoliennes terrestres et hydroliennes** de plus de 100 kilowatts, prévue à l'article 1519 D.

**L'OPTION POUR LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE  
POUVANT ETRE PRISE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE A LA MAJORITE SIMPLE**

DEL

▪ [IV.] **Peuvent opter** pour le régime de la **fiscalité professionnelle unique** les **EPCI** mentionnés au [II.] et [III.] ci-dessus, c'est-à-dire :

- les **communautés urbaines** existant en **1999** et ayant **rejeté avant 2002** la **TP unique**,
- les **communautés urbaines** ayant opté pour la **TPZ** avant la publication de la loi n° 99-586,
- les **communautés de communes** dont la **population** est **inférieure à 500.001 habitants**.

▪ Cette **décision** doit être prise par l'**organe délibérant** de l'**EPCI** à la **majorité simple** de ses membres, **avant le 31 décembre** (pour une application à compter de l'année suivante).

Elle ne peut **pas** être **rapportée** pendant la **période d'unification des taux** (prévue au [III.] de l'article 1609 **nonies C**).

**LA POSSIBILITE POUR LES EPCI A FISCALITE PROPRE DE PERCEVOIR L'IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES PYLONES**

DEL

▪ [V.] Les **EPCI à fiscalité propre** peuvent se **substituer** à leurs **communes membres** pour les dispositions relatives à l'**imposition forfaitaire sur les pylônes** (prévue à l'article 1519 A), sur **délibérations concordantes** de l'**EPCI** et des **communes concernées**, prises dans les **conditions** prévues au [I.] de l'article 1639 A **bis** (**avant le 1<sup>er</sup> octobre** pour être applicables à compter de l'année suivante).

**LES EPCI NE LEVANT PAS LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE POUVANT SE SUBSTITUER  
A LEURS COMMUNES MEMBRES POUR LA PERCEPTION DES IFER (AUTRES QUE « EOLIENNES »)**

- DEL** ▪ **Peuvent se substituer** à leurs **communes membres**, selon les **modalités** prévues au **1<sup>er</sup> alinéa** du **[V.]** ci-dessus (**délibérations concordantes** de l'**EPCI** et des **communes concernées**, à prendre **avant le 1<sup>er</sup> octobre** d'une année), pour les **dispositions** relatives aux **composantes** de l'**IFER** prévues aux **articles 1519 E** (*centrales nucléaires ou thermiques*), **1519 F** (*centrales photovoltaïques ou hydrauliques*), **1519 G** (*transformateurs électriques*), **1519 H** (*stations radioélectriques « antennes-relais » et « antennes de télédiffusion ou de radiodiffusion »*), et **1519 HA** (*installations de gaz naturel*) les **EPCI** mentionnés aux **[II.]** (*ceux levant la fiscalité additionnelle*) et **[III.]** (*ceux levant la fiscalité professionnelle de zone*) ci-dessus, c'est-à-dire :
- les **communautés urbaines** existant en **1999** et ayant **rejeté avant 2002** la **TP unique**,
  - les **communautés urbaines** ayant opté pour la **TPZ** avant la publication de la **loi n° 99-586**,
  - les **communautés de communes** dont la **population** est **inférieure** ou **égale à 500.000 habitants** (à l'exception de celles issues de communautés de villes ou de districts levant la **TPU**).

**LA POSSIBILITE, POUR UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE, DE PERCEVOIR LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TFPNB**

- DEL** ▪ Les **EPCI** levant la **fiscalité additionnelle** mentionnés au **[II.]** ci-dessus **peuvent se substituer** à leurs **communes membres** pour les dispositions relatives à la **taxe additionnelle** à la **taxe foncière sur les propriétés non-bâties** (prévue à l'**article 1519 I**), et la **perception** de son **produit**, sur **délibérations concordantes** de l'**EPCI** et des **communes concernées**, prises dans les **conditions** prévues au **[I.]** de l'**article 1639 A bis** (**avant le 1<sup>er</sup> octobre** d'une année).

☞ Cette disposition correspond à un sous-amendement (n°375), présenté par le gouvernement, qui précise les conditions d'application de la proposition de la commission de finances du Sénat visant au versement de la taxe additionnelle à la TFPNB aux EPCI à fiscalité additionnelle.

**LA PERCEPTION DE DROIT DE 50 % DES IFER « EOLIENNES » ET « STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL »  
PAR LES EPCI A FISCALITE PROPRE**

- **[V bis.] Sans préjudice** des dispositions du **[II.2.]** de l'**article 1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone éolienne*) et du **[I bis.]** de l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*) les **EPCI à fiscalité propre** perçoivent :
  - **50 %** de l'**IFER** relative aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** (*éoliennes*),
  - **50 %** de la **composante** de l'**IFER** relative aux **stockages souterrains de gaz naturel**.

**LES EPCI LEVANT DE DROIT OU SUR DELIBERATION LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES**

- **[VI. 1.]** Pour l'application des **dispositions** relatives à la **TEOM**, sont **substituées aux communes** :
    - **[VI.1.1°]** les **communautés urbaines**,
      - ☞ *La compétence collecte et traitement des déchets ménagers est une compétence obligatoire pour les CU.*
    - **[VI.1.1° bis]** les **métropoles**,
    - **[VI.1.2°]** les **communautés de communes**, les **communautés d'agglomération**, ainsi que les **communautés** ou les **syndicats d'agglomération nouvelle** :
      - bénéficiant du **transfert** de la **compétence** prévue à l'**article L. 2224-13 du CGCT** (*collecte et traitement des déchets des ménages*),
      - et assurant **au moins** leur **collecte**.
- DEL** ▪ Les **communautés de communes** peuvent instituer la **TEOM**, dès la **1<sup>ère</sup> année** d'application des **dispositions** du **[II. 2°]** ci-dessus (**fiscalité additionnelle**), **jusqu'au 31 mars**, dès lors que les **communes** qui ont décidé la création de la communauté (à l'exclusion de toute autre) étaient **antérieurement associées** dans un **même syndicat de communes** (percevant la **TEOM**).
- **[VI. 2.] Par dérogation** au **[VI.1.]** ci-dessus, les **EPCI à fiscalité propre** (ainsi que les **communautés** et **syndicats d'agglomération nouvelle**) qui exercent la **totalité** de la **compétence « déchets ménagers »** et qui **adhèrent** pour l'**ensemble** de cette **compétence** à un **syndicat mixte**, **peuvent décider** :
    - **[VI. 2.a.]** soit d'**instituer**, **avant le 15 octobre** d'une année, et de **percevoir** la **TEOM**, pour leur **propre compte** (en déterminant, le cas échéant, les **différentes zones de perception**), dans le cas où le **syndicat mixte** ne l'aurait **pas instituée avant le 1<sup>er</sup> juillet** de la même année.
      - ☞ *Il s'agit du « régime dérogatoire n° 1 » : l'EPCI se substitue au syndicat mixte pour l'ensemble des dispositions relatives à la TEOM.*

Lorsque le **syndicat mixte** décide **postérieurement** d'instituer la **taxe** (ou la **redevance** prévue à l'**article L. 2333-76** du CGCT), la **délibération** prise par celui-ci **ne s'applique pas** sur le territoire de l'EPCI (sauf si celui-ci rapporte sa délibération).

DEL - [VI. 2.b.] soit de **percevoir la TEOM en lieu et place** du **syndicat mixte** qui l'aurait **instituée** sur l'ensemble du périmètre syndical.

☞ Il s'agit du « régime dérogatoire n° 2 », qui permet à la communauté de voter le(s) taux de TEOM (sans pouvoir prendre d'autres décisions en la matière).

**LA POSSIBILITE POUR LES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION DE SE SUBSTITUER  
A LEURS COMMUNES MEMBRES, DE MOINS DE 2.001 HABITANTS,  
POUR PERCEVOIR LA TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE**

▪ [VII.] Les **communautés d'agglomération** peuvent **se substituer** à leurs **communes membres** dont la **population** est **inférieure ou égale à 2.000 habitants** pour la **perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité** mentionnée à l'**article L. 2333-2** du CGCT.

**LA POSSIBILITE POUR LES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION DE PERCEVOIR LA TAXE DE SEJOUR**

▪ [VIII.] Les **communautés d'agglomération** peuvent percevoir la **taxe de séjour**, lorsqu'elle répond aux **conditions** fixées aux **articles L. 5211-21** et **L. 5722-6** du CGCT.

**LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES**

[article 1519 I du CGI]

**L'INSTITUTION DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TFPNB**

DEL ▪ [I.] Il est **institué**, à compter de **2011**, au profit des **communes** et des **EPCI à fiscalité propre**, dans les **conditions** prévues aux **articles 1379** et **1379 – 0 bis** (*présent volet 5*), une **imposition additionnelle** à la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**, pour les **propriétés** suivantes :

- [I.1°] **carrières, ardoisières, sablières et tourbières** (*propriétés de l'« ex 7<sup>ème</sup> catégorie », définie à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908*),
- [I. 2°] **terrains à bâtir, rues privées** (« **ex-10<sup>ème</sup> catégorie** »),
- [I. 3°] **terrains d'agrément, parcs, jardins et pièces d'eau** (« **ex-11<sup>ème</sup> catégorie** »),
- [I. 4°] **chemins de fer, canaux de navigation et dépendances** (« **ex-12<sup>ème</sup> catégorie** »),
- [I. 5°] **sols des propriétés bâties et des bâtiments ruraux, cours et dépendances** (« **ex-13<sup>ème</sup> catégorie** »).

▪ [II.] Cette taxe est **acquittée** par le **redevable** de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** (au sens de l'**article 1400**).

▪ [III.] L'**assiette** de cette taxe est **établie** d'après la **valeur locative cadastrale** (déterminée conformément au **1<sup>er</sup> alinéa** de l'**article 1396**).

**L'ASSIETTE ET LE TAUX DE LA TAXE ADDITIONNELLE**

▪ [IV.] Le **produit** de cette taxe est obtenu en appliquant, chaque année, aux **bases imposables** la **somme des taux départemental et régional** de la **TFPNB** appliqués en **2010** sur le territoire de l'EPCI ou de la **commune**, **multipliée** par un **coefficient** de **1,0485**.

☞ Ce coefficient tient compte de la baisse des prélèvements effectués par l'Etat sur les taxes foncières (de 8,00 % à 3,00 %) et que l'Etat « transfère » aux collectivités.

Ainsi, par exemple, le **produit 2011** de la **taxe additionnelle** sera **égal** à :

<b>bases imposables 2011 (propriétés des ex- 7<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> catégories)</b>	X	<b>somme des taux départemental et régional 2010</b>	X	<b>1,0485</b>
--	---	--	---	---------------

La rédaction du texte ne permet pas de modifier, les années suivantes, le taux de la taxe additionnelle.

## LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES

[extrait de l'instruction DGFIP n° 6 F-1-11 du 25 mars 2011]

### LES BENEFICIAIRES DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES PREVUE A L'ARTICLE 1519 I

- Conformément du [I.14°] de l'article 1379 dans sa rédaction en vigueur à compter de 2011, les **communes** perçoivent la **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** prévue à l'article 1519 I.
- Pour les **communes membres d'un EPCI**, les **règles diffèrent** selon que l'EPCI fait application du **régime de la fiscalité professionnelle unique** ou de la **fiscalité additionnelle** avec ou sans fiscalité professionnelle de zone (FPZ) ou fiscalité éolienne unique (FEU).
- En application du [I.] de l'article 1379-0 bis, les **EPCI** faisant application du régime de la **fiscalité professionnelle unique** prévu à l'article 1609 nonies C perçoivent la **taxe additionnelle en lieu et place** de leurs **communes membres**. Sont ainsi **concernées** :
  - les **communautés urbaines**, à l'exception de celles mentionnées du [II. 1°] de l'article 1379-0 bis, à savoir les communautés urbaines **existant** à la date de publication de la **loi n° 99-586** du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale qui ont **rejeté avant le 31 décembre 2001** l'application à compter du 1er janvier 2002 de l'article 1609 nonies C,
  - les **communautés d'agglomération**,
  - les **communautés de communes issues de communautés de villes** dans les **conditions** prévues par l'article 56 de la **loi n° 99-586** précitée ainsi que les **communautés de communes issues**, dans les **conditions** prévues au [II.] de l'article 51 de la même loi, de **districts** substitués aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la **taxe professionnelle (taxe professionnelle unique)**,
  - les **communautés de communes** dont le nombre d'habitants est **supérieur à 500 000**,
  - les **communautés de communes** ayant **opté** :
    - **avant le 31 décembre 2010** pour le régime de la **taxe professionnelle unique** en application du [III.] de l'article 1609 nonies C dans sa version en vigueur avant cette date,
    - **ou, à compter du 1er janvier 2010**, pour le régime de la **fiscalité professionnelle unique** en application du [IV.] de l'article 1379-0 bis,
  - les **communautés** ou les **syndicats d'agglomération nouvelle**.
- En application du [V.] de l'article 1379-0 bis précité, les **EPCI à fiscalité additionnelle** - y compris ceux faisant **application** du régime de la FPZ ou de la FEU - **peuvent**, sur **délibérations concordantes** de l'EPCI et des **communes concernées** prises dans les **conditions** prévues au [I.] de l'article 1639 A bis, **se substituer** à leurs communes membres pour les dispositions relatives à la **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** et à la **perception** de son produit. Il s'agit, sous certaines **conditions** :
  - des **communautés urbaines existant** à la date de publication de la **loi n° 99-586** précitée qui ont **rejeté** avant le 31 décembre 2001 l'application, à compter du 1er janvier 2002, de l'article 1609 nonies C (TPU),
  - des **communautés de communes** autres que celles **citées** dans l'**alinéa précédent**.
- Le **tableau** ci-après **récapitule** les **principes applicables** :

	Perception de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	
	Situation de la commune	Situation de l'EPCI
Communes isolées	La commune perçoit la taxe	
Communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, à FPZ ou à FEU	La commune perçoit la taxe	L'EPCI ne perçoit pas la taxe
	L'EPCI peut, sur délibérations concordantes, percevoir la taxe à la place des communes	
Communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique	La commune ne perçoit pas la taxe	L'EPCI perçoit la taxe

LE CHAMP D'APPLICATION

▪ La **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** instituée par le point [1.2.3.] de l'article 77 de la loi de finances pour 2010 s'applique aux propriétés classées dans les 7<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> catégories de nature ou de cultures définies par l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908.

▪ Entrent dans le **champ d'application** de cette taxe additionnelle les **propriétés non bâties** suivantes :

- **7<sup>ème</sup> catégorie** : carrières, ardoisières, sablières, tourbières, etc.,
- **10<sup>ème</sup> catégorie** : terrains à bâtir, rues privées, etc.,
- **11<sup>ème</sup> catégorie** : terrains d'agrément, parcs, jardins, pièces d'eau, etc.,
- **12<sup>ème</sup> catégorie** : chemins de fer, canaux de navigation et dépendances,
- **13<sup>ème</sup> catégorie** : sols des propriétés bâties et des bâtiments ruraux, cours et dépendances, etc.

☞ *Ne sont ainsi pas concernées les catégories de propriétés suivantes : 1° terres ; 2° prés et prairies naturelles ; 3° vergers et cultures fruitières, 4° vignes, 5° bois ; 6° landes ; 8° lacs, étangs ; 9° jardins autres que les jardins d'agrément et terrains affectés à la culture maraîchère florale et d'ornementation, pépinières...*

▪ Il est rappelé que **ces propriétés bénéficiaient de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties** en faveur des parts départementale et régionale prévue aux **articles 1586 D et 1599 ter D**, abrogés à compter des impositions établies au titre de 2011.

LES MODALITES D'APPLICATION

▪ Le **produit** de cette **imposition** est obtenu en appliquant chaque année aux **bases imposables**, la **somme des taux départemental et régional de la taxe foncière sur les propriétés non bâties appliqués en 2010** sur le territoire de l'EPCI ou de la **commune**, multipliée par un **coefficient de 1,0485**.

▪ A la différence des taux d'imposition, les **bases d'imposition** ne sont **pas figées**. Dès lors, le **produit évolue** chaque année **en fonction de l'évolution des bases d'imposition**.

La base d'imposition

▪ La **base** de la **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** est constituée par la **valeur locative cadastrale** déterminée conformément au **1<sup>er</sup> alinéa** de l'article 1396.

▪ La **valeur locative cadastrale** de ces propriétés est ainsi déterminée **conformément** aux **règles** définies par les **articles 1509 et 1518 A** et sous **déduction de 20 %** de son montant.

☞ *La base d'imposition ne tient pas compte de la majoration de base prévue aux 2<sup>ème</sup> à 6<sup>ème</sup> alinéas de l'article 1396, qui est applicable pour les parts revenant aux communes et aux EPCI sans fiscalité propre*

Le taux d'imposition (principe général)

▪ Le **taux d'imposition** est constitué de la **somme des taux départemental et régional de la taxe foncière sur les propriétés non bâties** appliqués en **2010** sur le territoire de l'EPCI ou de la **commune**.

Les **communes** et les **EPCI** à fiscalité propre ne disposent donc **pas d'un pouvoir de vote de taux** sur cette taxe.

▪ Ce **taux** est ensuite **multiplié** par un **coefficient de 1,0485**. Cette correction a pour objet de **transférer** au bloc communal en même temps que les parts départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties une **fraction** des **frais de gestion perçue jusqu'à présent par l'État sur ces parts**.

▪ Le **taux** résultant de cette opération est **exprimé en pourcentage** et **arrondi au centième de point le plus proche**.

**Exemple** : En 2010, les **taux d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** appliqués sur le territoire du département et de la région où est située la commune de X sont respectivement de **44 %** et **23 %**, soit au total **67 %**.

Le **taux** de la **taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** applicable à compter de 2011 sur le territoire de la commune de X sera égal à : **(44 % + 23 %) x 1,0485 = 70,25 %**.

### Le taux d'imposition (cas où l'EPCI se situe sur plusieurs départements ou régions)

- Lorsque l'EPCI se situe sur le **territoire de plusieurs départements** ou de **plusieurs régions**, les **taux d'imposition départementaux et régionaux** sont **déterminés** selon les **règles** suivantes.
- Pour les **EPCI à fiscalité propre** dont le territoire est situé sur **plusieurs départements**, le **taux départemental** de taxe foncière sur les propriétés non bâties à prendre en compte s'entend de la **moyenne des taux départementaux** de taxe foncière sur les propriétés non bâties **appliqués en 2010** sur le territoire de cet établissement, **pondérés** par **l'importance relative des bases départementales** de la taxe sur le territoire de cet **établissement**, telles qu'issues des **rôles généraux** établis au titre de cette **même année**.

**Exemple : Le territoire d'un EPCI à fiscalité propre est situé sur deux départements. En 2010, 250 des bases imposables se situent sur le département A et 750 se situent sur le département B. En outre, les taux d'imposition appliqués sur les départements A et B sont respectivement de 39 % et 48 %.**

Le **taux moyen départemental pondéré** est ainsi calculé : 
$$\frac{(250 \times 39\%) + (750 \times 48\%)}{1\ 000} = 45,75\%$$

- Pour les **EPCI à fiscalité propre** dont le **territoire** est situé sur **plusieurs régions**, le **taux régional** de taxe foncière sur les propriétés non bâties à prendre en compte s'entend de la **moyenne des taux régionaux** de taxe foncière sur les propriétés non bâties **appliqués en 2010** sur le **territoire** de cet **établissement**, **pondérés** par **l'importance relative des bases régionales** de la taxe sur le **territoire** de cet **établissement**, telles qu'issues des **rôles généraux** établis au titre de cette **même année**.
- Enfin, pour les **EPCI** dont le **territoire** se situe au moins **en partie** dans la **région Île-de-France**, le **taux régional** s'entend pour cette région du **taux de l'année 2010** de la **taxe spéciale d'équipement additionnelle** à la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** prévue à l'**article 1599 quinquies** dans sa **rédaction** en vigueur au **1er janvier 2009**.

### Les frais de gestion

- Les **frais de gestion** applicables à la **taxe additionnelle** à la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** sont les suivants :
  - **2 %** en contrepartie des **frais de dégrèvements et de non-valeurs** que l'État prend à sa charge (cf. **[I. A. f.] de l'article 1641** dans sa rédaction en vigueur à compter de 2011),
  - **1%** pour les **frais d'assiette et de recouvrement** (cf. **[II.]** de l'article précité).

### LE REDEVABLE LEGAL

- Cette **taxe** est **acquittée** par le **redevable** de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**, au sens de l'**article 1400**.
- Conformément aux **dispositions** du **[I.]** de l'**article 1400**, sous réserve des dispositions des **articles 1403** et **1404**, la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** doit être imposée au nom du **propriétaire actuel**.

### LE RECOUVREMENT, LE CONTENTIEUX, LE CONTROLE, LES GARANTIES ET LES SANCTIONS

- Le **recouvrement**, le **contentieux**, le **contrôle**, les **garanties** et **sanctions** sont **régis** comme en matière de **taxe foncière sur les propriétés non bâties**.

### L'ENTREE EN VIGUEUR

- Cette **nouvelle taxe** s'applique à compter des **impositions établies au titre de 2011**.

[suite article 1519 I du CGI]

**L'APPLICATION DE LA TAXE ADDITIONNELLE DANS LE CAS D'UN EPCI A CHEVAL SUR PLUSIEURS DEPARTEMENTS OU REGIONS**

▪ Pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa du présent [IV.] aux EPCI dont le territoire est situé sur plusieurs départements, le taux départemental de TFNB à prendre en compte s'entend de la moyenne des taux départementaux de taxe foncière sur les propriétés non bâties appliqués en 2010 sur le territoire de cet établissement (pondérés par l'importance relative des bases départementales de la taxe situées sur le territoire de l'établissement public), telles qu'issues des rôles généraux établis au titre de cette même année.

☞ Il en est de même pour un EPCI situé sur plusieurs régions (application de la moyenne pondérée des taux régionaux). Pour un EPCI qui se situe au moins en partie dans la région Île-de-France, le taux régional s'entend pour cette région du taux 2010 de la taxe additionnelle à la TFNB prévue à l'article 1599 quinquies (dans sa rédaction en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011).

**LE CONTROLE, LE RECOUVREMENT ET LE CONTENTIEUX DE LA TAXE ADDITIONNELLE**

▪ [V.] Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et sanctions sont régis comme en matière de taxe foncière sur les propriétés non bâties.

**LA POSSIBILITE DE SUBSTITUTION D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE A SES COMMUNES MEMBRES POUR LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TFPNB**

DEL ▪ Le [V.] de l'article 1379-0 bis prévoit que les EPCI visés au [II.] et [III.] du même article, percevant la fiscalité additionnelle et/ou la CFE et la CVAE de zone, peuvent se substituer à leurs communes membres, pour les dispositions relatives à la taxe additionnelle à la TFPNB, sur délibérations concordantes, prises dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis (avant le 1<sup>er</sup> octobre d'une année, pour une application à compter de l'année suivante) de l'EPCI et des communes concernées.

**LES RESSOURCES FISCALES POUVANT ETRE PERÇUES PAR LES SYNDICATS DE COMMUNES ET LES SYNDICATS MIXTES**

[article 1609 quater du CGI]

**LES QUATRE TAXES POUVANT ETRE LEVEES (CONTRIBUTIONS DITES « FISCALISEES »)**

DEL ▪ Le comité d'un syndicat de communes peut décider (comme précédemment), dans les conditions prévues à l'article L. 5212-20 du CGCT, de lever les impositions mentionnées aux [I A. 1° à 4°] de l'article 1379, en remplacement de tout ou partie de la contribution des communes associées :

- la taxe foncière sur les propriétés bâties,
- la taxe foncière sur les propriétés non bâties,
- la taxe d'habitation,
- la cotisation foncière des entreprises (mais pas la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

La répartition de ces impositions s'effectue suivant les modalités définies au [III.] de l'article 1636 B octies [volet 10].

☞ Il s'agit de ce qui est communément appelé « contributions fiscalisées ».

▪ Ces dispositions sont applicables aux syndicats mixtes constitués exclusivement de communes et d'EPCI.

**LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES**

DEL ▪ Les syndicats de communes et les syndicats mixtes sont substitués aux communes (comme précédemment) pour l'institution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou des redevances prévues à l'article 1520 (REOM), lorsqu'ils :

- ils bénéficient du transfert de la compétence prévue à l'article L.2224-13 du CGCT (collecte et traitement des déchets ménagers),
- et assurent au moins leur collecte.

Ils votent le taux de cette taxe dans les conditions fixées par l'article 1636 B undecies (nouveau).

- Sous réserve du [VI. 2] de l'article 1379-0 bis ci-dessus (relatif aux régimes dérogatoires « n° 1 » et « n°2 »), les syndicats mixtes sont substitués, dans les mêmes conditions, aux EPCI à fiscalité propre et aux communautés et syndicats d'agglomération nouvelle qui y adhèrent pour l'ensemble de cette compétence.

☞ Les autres dispositions de l'article 1609 quater antérieur (zonages, taux différents, etc.) sont supprimées. Elles figurent désormais à l'article 1636 B undecies.

**L'IMPOSSIBILITE POUR UN POLE METROPOLITAIN DE PERCEVOIR DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES**

- **Nonobstant les dispositions de l'article L. 5731-3 du CGCT (soumission des pôles métropolitains aux règles applicables aux syndicats mixtes), les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux pôles métropolitains constitués en application de l'article L. 5731-1 du CGCT.**

☞ Ainsi, les pôles métropolitains ne peuvent pas percevoir de contributions fiscalisées. Cette exclusion a pour objectif de ne pas ajouter une 3<sup>ème</sup> strate de fiscalité au niveau du bloc communal, ce qui augmenterait la complexité de gestion. Outre cette complexité, cela risquerait de rendre la réforme des collectivités territoriales illisible pour les contribuables...

**LES MODALITES DE REPARTITION DE LA CVAE ENTRE UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE ET SES COMMUNES MEMBRES**

**[article 1609 quinquies BA du CGI]**

**LA REPARTITION DE DROIT, EN FONCTION DU RAPPORT CONSTATE  
ENTRE LE TAUX RELAIS INTERCOMMUNAL DE TP-CFE 2010 ET LA SOMME DES TAUX RELAIS DE TP-CFE 2010 SUR LE TERRITOIRE**

- **[1.]** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, la CVAE perçue par les EPCI mentionnés au [II.] de l'article 1379-0 bis (ceux levant la fiscalité additionnelle) est égale au produit suivant :

part mentionnée au [I.A.5°] de l'article 1379 (0,3975 % de la valeur ajoutée affectée au territoire, en fonction des dispositions du [III.] de l'article 1586 octies)	X	fraction définie à l'avant-dernier alinéa du [I.3.1°] de l'article 1640 C :  <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 100%;">taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI</td> </tr> <tr> <td style="border-top: 1px solid black; width: 100%;">taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">+</td> </tr> <tr> <td style="width: 100%;">moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI</td> </tr> </table>	taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI	taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI	+	moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI
taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI						
taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI						
+						
moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI						

Les communes membres de ces EPCI perçoivent la fraction « complémentaire » de la CVAE prévue au dernier alinéa du [I. 3. 1°] de l'article 1640 C, ainsi calculée :

part mentionnée au [I.A.5°] de l'article 1379 (0,3975 % de la valeur ajoutée affectée au territoire, en fonction des dispositions du [III.] de l'article 1586 octies)	X	fraction « complémentaire » définie au dernier alinéa du [I.3.1°] de l'article 1640 C :  <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 100%;">moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI</td> </tr> <tr> <td style="border-top: 1px solid black; width: 100%;">moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">+</td> </tr> <tr> <td style="width: 100%;">taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI</td> </tr> </table>	moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI	moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI	+	taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI
moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI						
moyenne pondérée des taux communaux relais de TP 2010 des communes membres de l'EPCI						
+						
taux intercommunal relais de TP 2010 de l'EPCI						

**LA REPARTITION VOLONTAIRE DE LA CVAE,  
SUR DELIBERATIONS CONCORDANTES DE L'EPCI ET DES COMMUNES MEMBRES**

- DEL** ▪ Ces EPCI et leurs communes membres peuvent modifier les fractions mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa du présent article, sur délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au 1<sup>er</sup> alinéa du [II.] de l'article L. 5211-5 du CGCT (2/3 au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population - ou l'inverse-), dans le délai prévu au [I.] de l'article 1639 A bis (soit avant le 1<sup>er</sup> octobre pour être applicables à compter de l'année suivante).

☞ Le présent article vise à fixer de manière pérenne, au 1<sup>er</sup> octobre, la date limite de délibération des assemblées.



Cette **majorité** doit **comprendre**, le cas échéant, les conseils municipaux des **communes** dont le **produit total de la CVAE** représente **au moins 1/5<sup>ème</sup>** du produit des **impositions perçues par l'EPCI l'année précédente** :

- **mentionnées au [I.] de l'article 1379**,  
☞ Il s'agit de : TH, TFB, TFNB, taxe additionnelle à la TFNB, CFE, CVAE, redevance des mines, imposition forfaitaire sur les pylônes, taxe annuelle sur les éoliennes maritimes, IFER (éoliennes, hydroliennes, installations de production électrique, centrales photovoltaïques ou hydrauliques, transformateurs électriques, stations radioélectriques, installations de gaz naturel, stations de compression, stockages souterrains et canalisations de transport),
  - **majorées de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972.**
- ☞ Cette disposition tend à renforcer la condition de majorité en prévoyant qu'elle doit comprendre les conseils municipaux des communes dont le produit de CVAE représente au moins 1/5<sup>ème</sup> du produit total des impositions intercommunales, y compris la TaSCom. Cette clause apparaît protectrice pour les communes membres d'un EPCI les mieux dotées en CVAE.

#### LA REPARTITION DE LA CVAE EN CAS DE FUSION D'EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE

▪ **[2.] En cas de fusion d'EPCI à fiscalité propre** mentionnés au **[II.] de l'article 1379-0 bis** (EPCI à fiscalité additionnelle) :

- l'EPCI issu de la fusion perçoit la **somme des produits de CVAE** qui auraient été attribués à chacun des EPCI préexistants en l'absence de fusion,
- et les **communes** qui en sont membres perçoivent le **produit de CVAE** qui leur aurait été attribué en l'absence de fusion.

▪ Pour les **années suivantes** :

- **[a.] la fraction** destinée à l'EPCI issu de la fusion est égale à la **moyenne des fractions applicables aux EPCI l'année précédant la fusion, pondérée par l'importance relative** de leur produit de CVAE ;
- **[b.] les communes membres** de l'EPCI issu de la fusion perçoivent la **fraction complémentaire à 100 %** de la **fraction définie au [a.]** (ci-dessus).

☞ Cette disposition précise – ce qui n'était pas le cas auparavant – les modalités de répartition de la CVAE entre l'EPCI et ses communes membres en cas de fusion d'EPCI à fiscalité propre.

La 1<sup>ère</sup> année, l'EPCI issu de la fusion reçoit les fractions de CVAE attribuées l'année précédente aux différents EPCI fusionnés.

Pour les années suivantes, la fraction destinée au nouvel EPCI est égale à la moyenne des fractions applicables aux EPCI préexistants pondérée par l'importance respective de leur produit de CVAE.

La fraction restante est automatiquement versée aux communes membres.

#### LA REPARTITION DE LA CVAE EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE A UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE

▪ En cas de **rattachement d'une commune** à un EPCI mentionné au **[II.] de l'article 1379-0 bis** (EPCI à fiscalité additionnelle), la **fraction de CVAE** revenant à l'EPCI est applicable à la CVAE des **entreprises** situées sur le territoire de cette **commune** à compter de l'**année suivant celle du rattachement**.

☞ En cas de rattachement d'une commune à un EPCI à fiscalité additionnelle, la fraction de CVAE de l'EPCI, calculée selon les modalités exposées ci-dessus, est applicable à la CVAE de la nouvelle commune.

#### LE VERSEMENT OBLIGATOIRE PAR UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE D'UNE COMPENSATION EN CAS DE BAISSSE DE PLUS DE 5 % DU PRODUIT DES IMPOSITIONS D'UNE COMMUNE DU FAIT D'UNE FUSION D'EPCI OU DE RATTACHEMENT

▪ **[3.]** Lorsque, du fait de l'**application des dispositions du [2.] du présent article** (ci-dessus), le **produit des impositions** mentionnées au **[I.] de l'article 1379** (TH, TF, CFE, CVAE, redevance des mines, imposition forfaitaire sur les pylônes, taxe sur les éoliennes maritimes, IFER et TA-TFNB) et de la **taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom) perçu par une commune diminue de plus de 5 %**, l'EPCI dont elle est membre lui **verse une compensation égale à** :

- la **1<sup>ère</sup> année** : **90 %** de la fraction de sa perte de produit supérieure à 5 % ;
- la **2<sup>ème</sup> année** : **75 %** de l'attribution reçue l'année précédente ;
- la **3<sup>ème</sup> année** : **50 %** de l'attribution reçue la 1<sup>ère</sup> année.

▪ Cette durée de 3 ans peut être réduite par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et du conseil municipal de la commune bénéficiaire.

▪ Cette compensation constitue une dépense obligatoire de l'EPCI.

☞ Cette disposition prévoit une garantie de non-baisse au profit des communes dont la CVAE baisserait de manière trop importante du fait de leur rattachement à un EPCI. Lorsque cette diminution est supérieure à 5 %, l'EPCI verse à la commune rattachée une compensation dégressive pendant 3 ans.

Par délibération concordante de l'EPCI et de la commune rattachée, la durée de cette garantie peut être réduite dans le temps.

#### L'ENTREE EN VIGUEUR AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2012

▪ Le [XIII.B.2°] de l'article 44 de la 4<sup>ème</sup> LFR 2011 précise que les dispositions du [VI.] de l'article 44 s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

### LES MODALITES D'APPLICATION DE LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE (FPZ) ET DE ZONE EOLIENNE (FEU)

#### [article 1609 quinquies C du CGI]

#### LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) ET LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES (CVAE) DE ZONE

▪ [I.] Les EPCI mentionnés au [III.1.] de l'article 1379-0 bis (ceux percevant la fiscalité professionnelle de zone : les communautés urbaines ayant rejeté la TP unique et les communautés de communes ayant moins de 500.001 habitants ayant créé, créant ou gérant une zone d'activités économiques), sont substitués aux communes membres :

- pour les dispositions relatives à la cotisation foncière des entreprises (CFE) et à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) acquittées par les entreprises implantées dans une zone d'activités économiques (ZAE) qui se situe sur le territoire d'une ou plusieurs communes membres,
- et la perception du produit de ces taxes.

☞ Le dispositif est équivalent à celui applicable à l'ancienne taxe professionnelle de zone (TPZ). Les CFE et CVAE de zone sont instituées par délibération du conseil communautaire à la majorité simple de ses membres, avant le 1<sup>er</sup> octobre pour être applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

#### LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR CETTE FISCALITE

▪ Le [I.] de l'article 1609 quinquies C dans sa rédaction en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 (fiscalité professionnelle de zone) est applicable aux communautés de communes ayant, avant le 31 décembre 2010, opté, en application de la 1<sup>ère</sup> phrase du 1<sup>er</sup> alinéa du [II.] du même article dans sa rédaction en vigueur jusqu'à cette date (TP de zone), pour l'application des dispositions de cette phrase.

#### LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) DE ZONE EOLIENNE

▪ [II.1.] Les EPCI mentionnés au [III.2] de l'article 1379-0 bis (les communautés de communes de moins de 500.001 habitants) :

- sont substitués aux communes membres pour les dispositions relatives à la CFE afférente aux éoliennes implantées sur le territoire de ces communes à compter de la publication de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 (loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique),
- et en perçoivent le produit.

#### L'IFER SUR LES EOLIENNES ET LES HYDROLIENNES

▪ [II.2.] Les communautés de communes mentionnées au [II.1.] ci-dessus (celles de – 500.001 habitants percevant la CFE de zone éolienne) :

- se substituent également aux communes membres pour les dispositions relatives à l'IFER « éoliennes » et « hydroliennes » (prévue à l'article 1519 D),
- et en perçoivent le produit.

**LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FPZ EOLIENNE (FEU)  
AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR CETTE FISCALITE**

▪ Le [II.] de l'article 1609 *quinquies* C dans sa rédaction en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 (*fiscalité professionnelle de zone éolienne*) est applicable aux communautés de communes ayant, avant le 31 décembre 2010, opté en application de la deuxième phrase du 1<sup>er</sup> alinéa du même [II.] dans sa rédaction en vigueur jusqu'à cette date (*TP de zone éolienne*), pour l'application des dispositions de cette phrase.

☞ Le présent article transpose, de plein droit, le régime de fiscalité professionnelle en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 aux communautés de communes ayant opté avant 2011 pour le régime fiscal équivalent.

**LA POSSIBILITE DE VOTE DES TAUX DIFFERENTS DE CFE DE ZONE ET DE CFE DE ZONE EOLIENNE**

▪ [III.1. a.] Le conseil des EPCI faisant application des [I.] et [II.] du présent article (*ci-dessus*), vote les taux de CFE de zone et de CFE de zone éolienne dans les conditions déterminées à l'article 1636 B *decies* (*mêmes limites que pour la CFE unique*).

▪ Lorsque l'EPCI décide de faire application des [I.] et [II.1.] du présent article (*CFE de zone et CFE de zone éolienne*), elle peut fixer deux taux différents pour chacun de ces régimes.

Dans ce cas, et lorsqu'une installation éolienne est implantée dans une ZAE soumise à la CFE de zone d'activités économiques, le [II.1.] (*CFE de zone éolienne*) est applicable.

**L'INTEGRATION PROGRESSIVE DES TAUX DE CFE DE ZONE ET DE CFE EOLIENNE**

DEL ▪ [III.1. b.] Des taux d'imposition différents du taux communautaire (fixé en application du [III.1<sup>o</sup>a.] ci-dessus) peuvent être appliqués pour l'établissement des 12 premiers budgets de la communauté.

Les écarts entre les taux applicables dans chaque commune membre et le taux communautaire sont réduits dans les conditions prévues au [III. 1<sup>o</sup>. b.] de l'article 1609 *nonies* C (*par parts égales*).

**LA DETERMINATION DU TAUX DE CFE DE ZONE OU EOLIENNE EN CAS DE RATTACHEMENT DE COMMUNES**

▪ [III.2.] Le [III] de l'article 1638 *quater* (*intégration progressive ou immédiate du taux de CFE*) est applicable :

- en cas d'incorporation d'une commune (ou partie de commune) dans une zone d'activités économiques,
- ou en cas de rattachement d'une commune sur le territoire de laquelle sont implantées des éoliennes à un EPCI faisant application du [II.] ci-dessus (*FEU*).

**LA REPARTITION DE LA COMPENSATION DE LA RCE  
ACCORDEE AUX COMMUNAUTES LEVANT LA FPZ OU LA FEU**

▪ [III.2. bis.] Les EPCI mentionnés au [III.] (*communautés de communes levant la FPZ*) ou [III.2.] (*communautés de communes levant la fiscalité éolienne unique*) de l'article 1379-0 *bis* bénéficient de la compensation prévue au [IV bis.] de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317), au lieu et place de leurs communes membres, pour les pertes de bases de la CFE résultant de l'application du dernier alinéa du [II.] de l'article 1478 (*compensation de la réduction de la base d'un nouvel exploitant, en cas de création d'établissement, pour la 1<sup>ère</sup> année d'imposition*) :

- dans la zone d'activités économiques,
- ou pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (*éoliennes*).

Pour les EPCI soumis en 2011 aux dispositions du présent article, le taux de TP à retenir est le taux moyen pondéré de TP constaté en 1986 dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI.

Ce taux est, le cas échéant, majoré du taux de TP voté en 1986 par l'EPCI :

- qui a opté pour le régime fiscal prévu au [III.1.2<sup>o</sup>] (*FPZ*) ou au [III.2.] (*FEU*) de l'article 1379-0 *bis*,
- ou dont la communauté de communes est issue.

Ces taux sont multipliés par 0,960.

Pour les EPCI soumis pour la 1<sup>ère</sup> fois à compter de 2012 aux dispositions du présent article, la compensation est calculée en retenant le taux moyen pondéré des communes membres de l'EPCI.

**LA DETERMINATION DU TAUX MOYEN PONDERE APPLICABLE AU CALCUL DES COMPENSATIONS RCE  
DANS UN EPCI LEVANT POUR LA 1<sup>ERE</sup> FOIS LA FPZ**

Pour l'application de l'avant dernier alinéa du présent [2 bis.], le **taux moyen pondéré** est déterminé par le **rapport** :

- de la **somme des compensations** au titre de la **réduction pour création d'établissement (RCE)** versées aux **communes membres** au titre de l'année précédant la 1<sup>ère</sup> année d'application du présent article,
- et de la **somme des bases exonérées** ou des **abattements appliqués** au titre de l'année précédant cette même 1<sup>ère</sup> année d'application.

**LA POSSIBILITE DE VERSEMENT D'UNE ATTRIBUTION DE COMPENSATION EN CAS DE CFE DE ZONE OU DE ZONE EOLIENNE**

- DEL** ■ [III.3.] L'EPCI peut verser à la **commune** (ou les communes) dont la (ou les) **zone(s) d'activités économiques** lui sont **transférées** une **attribution de compensation égale au plus** au produit de la **CFE** perçu par elle(s) l'année précédant l'institution du **taux communautaire**.
- Le **conseil de l'EPCI** fixe le **montant** de cette attribution, **après consultation** de la (ou des) **commune(s) concernée(s)**.

**L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION « POUR NUISANCE ENVIRONNEMENTALE » LIEE AUX EOLIENNES  
ET SES CONSEQUENCES SUR LE POTENTIEL FISCAL**

- [III.4.] L'EPCI verse une **attribution** visant à **compenser** les **nuisances environnementales** liées aux **éoliennes** :
  - à la (ou aux) **commune(s)** dont tout ou partie du **territoire** est **situé** à l'intérieur d'une **zone de développement de l'éolien (ZDE)**,
  - ou, en l'**absence de ZDE**, aux **communes d'implantation** des **éoliennes** et aux **communes limitrophes membres** de l'EPCI.

Cette **attribution** ne peut **pas** être **supérieure** au produit :

- de la **CFE de zone éolienne** perçue,
- et de l'**IFER sur les éoliennes** perçue.

- Le **potentiel fiscal** de chaque **commune** et **EPCI** est **corrigé symétriquement** pour tenir compte de cette **attribution de compensation** du présent [III. 4.].

Cette **correction** est toutefois **supprimée** pour l'EPCI à **fiscalité propre** dans le **calcul** du **potentiel fiscal** pris en compte pour déterminer la **dotation d'intercommunalité** reçue lors de la 1<sup>ère</sup> année d'adoption de la **fiscalité professionnelle unique**.

☞ Ainsi, le **potentiel fiscal** de la communauté n'est pas réduit lorsque celle-ci opte pour la **fiscalité professionnelle unique**, en ce qui concerne le calcul de la **dotation d'intercommunalité** de la 1<sup>ère</sup> année.

**LES MODALITES D'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES FISCALES  
PERÇUES DE DROIT PAR UN EPCI LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE (FPU)**

[article 1609 *nonies* C du CGI]

**LA SUBSTITUTION DE DROIT A LEURS COMMUNES MEMBRES POUR LA CFE, LA CVAE ET L'ENSEMBLE DES IFER**

- [I.] Les **EPCI** mentionnés au [I.] de l'article 1379-0 *bis* (ceux levant la **fiscalité professionnelle unique**) sont **substitués** aux **communes membres** :
  - pour l'application des **dispositions** relatives à la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** et à la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**,
  - et pour la **perception** du **produit** de ces **taxes**.
- [I bis.] Ils sont également **substitués** aux **communes membres** pour la **perception** :
  - [I bis.1.] du **produit** des composantes de l'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)** relatives aux :
    - [a.] aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes terrestres)** et aux **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique (hydroliennes)** situées dans les **eaux intérieures** ou la **mer territoriale**, prévue à l'article 1519 D,
    - [b.] aux **installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme**, prévue à l'article 1519 E,

- [c.] aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique, prévue à l'article 1519 F,
- [d.] aux transformateurs électriques, prévue à l'article 1519 G,
- [e.] aux stations radioélectriques (antennes-relais et antennes de radiodiffusion ou de télédiffusion), prévue à l'article 1519 H,
- [f.] aux installations de gaz naturel liquéfié, aux stockages souterrains de gaz naturel, aux canalisations de transport de gaz naturel, aux stations de compression du réseau de transport de gaz naturel et aux canalisations de transport d'autres hydrocarbures prévue à l'article 1519 HA,
- [I bis.2.] du produit de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties, prévue à l'article 1519 I.

LA POSSIBILITE DE TRANSFERT A L'EPCI DES REVERSEMENTS DE FNGIR  
DONT BENEFICIENT SES COMMUNES MEMBRES

- [I bis.3.] le cas échéant, sur **délibération concordante des communes membres et de l'EPCI, du reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources communales et intercommunales (FNGIR)**, prévu au [2.1.] de l'article 78 de la loi de finances pour 2010.

*☞ La présente disposition vise à permettre d'introduire dans les relations financières entre un EPCI et ses communes membres les éventuels reversements au titre du FNGIR dont celles-ci bénéficient. Ainsi, les négociations financières au sein de l'EPCI pourront éventuellement porter sur le transfert des reversements du FNGIR des communes à l'EPCI.*

*Cet article apparaît protecteur des communes membres, puisque le transfert du FNGIR ne pourra se faire que par délibération concordante de l'EPCI et de l'ensemble de ses communes membres.*

*Il ouvre une option et ne remet pas en cause le droit des communes membres de bénéficier d'une compensation des effets de la réforme de la taxe professionnelle.*

*Toutefois, il convient de rappeler que les communes membres d'un EPCI levant la FPU ne peuvent percevoir un reversement du FNGIR (voire de la DCRTP) qu'au titre de la part « communes concernées » des ex-fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.*

*Cette disposition, même si cela n'est pas expressément précisé, devrait plutôt s'appliquer au moment de la création d'un EPCI levant la FPU, du passage à la FPU d'un EPCI levant auparavant la fiscalité additionnelle, ou lors de l'adhésion d'une commune.*

L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE MIXTE

- [II.] Le conseil des EPCI percevant la fiscalité professionnelle unique vote les taux de la **taxe d'habitation** et des **taxes foncières**.

*☞ Cette rédaction instaure une fiscalité mixte de droit pour les EPCI levant antérieurement la TPU.*

LA FIXATION DES TAUX DES IMPOTS MENAGES,  
LA 1<sup>ère</sup> ANNEE D'APPLICATION DE LA FISCALITE MIXTE ET LES ANNEES SUIVANTES

- DEL**
- La 1<sup>ère</sup> année d'application de l'article 1609 *nonies* C, ainsi que l'année qui suit celle au titre de laquelle l'EPCI a voté un **taux égal à zéro** pour ces 3 taxes, les **rapports** entre les **taux** de la TH et des TF votés par le conseil de l'EPCI sont **égaux** aux **rapports constatés l'année précédente** entre les **taux moyens pondérés** de chaque taxe dans l'**ensemble des communes membres**.

- **Par dérogation**, lorsque l'EPCI percevait une **fiscalité additionnelle l'année précédant** celle de l'**application** de ces **dispositions**, les **rapports** entre les **taux** de la TH et des TF établis par l'EPCI **peuvent être égaux** aux **rapports** entre les **taux** de TH et de TF votés par lui l'**année précédente**.

*☞ Dans le cas où une communauté à fiscalité additionnelle décide d'appliquer la fiscalité professionnelle unique, elle peut opter pour fixer les 3 taux ménages de sa fiscalité mixte selon les mêmes rapports que ceux constatés l'année précédente pour ses 3 taux de fiscalité additionnelle (TH et TF).*

- Les **années suivantes**, le **taux** de la TFNB ne peut **pas augmenter plus** (ou **diminuer moins**) que le **taux** de la TH jusqu'à la date de la **prochaine révision**.

LA FIXATION DU TAUX DE LA CFE UNIQUE LA 1<sup>ère</sup> ANNEE D'APPLICATION

- [III.1.a.] Le **taux** de la CFE est **voté** par le conseil (*communautaire*) mentionné au [II.] dans les **limites** fixées à l'**article 1636 B decies**.

**LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DU MOYEN PONDERE DE CFE, MAJORE LE CAS ECHEANT DU TAUX ADDITIONNEL DE CFE**

- La 1<sup>ère</sup> année d'application du présent **article 1609 nonies C**, le **taux de CFE** voté par le conseil de l'EPCI ne peut **pas excéder le taux moyen pondéré** (par l'importance relative des bases) de la CFE des communes membres constaté l'année précédente.
- **Par dérogation**, lorsque l'EPCI percevait une **fiscalité additionnelle** l'année précédant celle de l'application de ces dispositions, le TMP ci-dessus est majoré du **taux (additionnel)** de la CFE perçue l'année précédente par cet EPCI.
- Les **deux alinéas ci-dessus** s'appliquent également la 1<sup>ère</sup> année de perception de la CFE par un EPCI faisant application des régimes déterminés à l'**article 1609 quinquies C** (EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone).

**LE RAPPROCHEMENT PROGRESSIF DES TAUX DE CFE**

- **[III.1°b.]** Le **taux de CFE** applicable dans chaque commune membre est rapproché du **taux de l'EPCI**, jusqu'à l'application d'un **taux unique**, l'écart étant **réduit chaque année par parts égales**, dans des proportions dépendant du rapport observé, l'année précédant la 1<sup>ère</sup> année d'application de la CFE unique, entre :
  - le **taux de la commune la moins taxée**,
  - et le **taux de la commune la plus taxée**.
- Lorsque ce rapport est **supérieur à 90 %** (« et inférieur à 100 % »...), le **taux de l'EPCI** s'applique dès la 1<sup>ère</sup> année.

Lorsque le rapport est **supérieur à 80 % et inférieur à 90 %**, l'écart est :

- **réduit de moitié** la 1<sup>ère</sup> année,
- et **supprimé** la 2<sup>de</sup> année.

Lorsque le rapport est **supérieur à 70 % et inférieur à 80 %**, la réduction s'opère par **tiers**.

Lorsque le rapport est **supérieur à 60 % et inférieur à 70 %**, la réduction s'opère par **quart**.

Lorsque le rapport est **supérieur à 50 % et inférieur à 60 %**, la réduction s'opère par **cinquième**.

Lorsque le rapport est **supérieur à 40 % et inférieur à 50 %**, la réduction s'opère par **sixième**.

Lorsque le rapport est **supérieur à 30 % et inférieur à 40 %**, la réduction s'opère par **septième**.

Lorsque le rapport est **supérieur à 20 % et inférieur à 30 %**, la réduction s'opère par **huitième**.

Lorsque le rapport est **supérieur à 10 % et inférieur à 20 %**, la réduction s'opère par **neuvième**.

Lorsque le rapport est **inférieur à 10 %**, la réduction s'opère par **dixième**.

rapport, observé l'année précédant l'application de la CFE, entre : - le <b>taux de la commune la moins taxée</b> - et le <b>taux de la commune la plus taxée</b>	durée d'uniformisation	fraction appliquée pour la réduction de l'écart
- compris entre <b>90 % et 100 %</b>	<b>immédiate</b>	-
- compris entre <b>80 % et 90 %</b>	<b>2 ans</b>	<b>moitié</b>
- compris entre <b>70 % et 80 %</b>	<b>3 ans</b>	<b>tiers</b>
- compris entre <b>60 % et 70 %</b>	<b>4 ans</b>	<b>quart</b>
- compris entre <b>50 % et 60 %</b>	<b>5 ans</b>	<b>cinquième</b>
- compris entre <b>40 % et 50 %</b>	<b>6 ans</b>	<b>sixième</b>
- compris entre <b>30 % et 40 %</b>	<b>7 ans</b>	<b>septième</b>
- compris entre <b>20 % et 30 %</b>	<b>8 ans</b>	<b>huitième</b>
- compris entre <b>10 % et 20 %</b>	<b>9 ans</b>	<b>neuvième</b>
- inférieur à <b>10 %</b>	<b>10 ans</b>	<b>dixième</b>

**LA POSSIBILITE DE MODIFIER LA PERIODE DE REDUCTION DES ECARTS DE TAUX**

**DEL** ▪ **[III.1°c.]** Le conseil de l'EPCI mentionné au **[II.]** peut, par une **délibération** adoptée à la **majorité simple** de ses membres, **modifier la durée de la période de réduction des écarts** résultant du **[III. 1° b.]** ci-dessus, **sans** que cette durée puisse **excéder 12 ans**.

- La **délibération** doit intervenir dans les **conditions** prévues à l'**article 1639 A** (avant le 1<sup>er</sup> octobre), au cours des **2 premières années** d'application du **[I.]** du présent article.

- Cette **délibération** ne peut **pas** être **modifiée ultérieurement**, sauf en cas de **retrait d'une ou plusieurs communes**, en application des **articles** suivants du **CGCT** :
  - **L. 5211-41-1** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'un EPCI se transformant en CA ou CU et s'étendant, nécessaire à leur développement ou à leur évolution en pôle urbain - CA - ou en métropole régionale - CU -*),
  - **L. 5215-40-1** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'une CU, nécessaire à son évolution en métropole régionale*),
  - et **L. 5216-10** (*inclusion de la commune sortante dans le périmètre d'une CA, nécessaire à son développement*).
- Pour l'**application** de cette **disposition**, la **réduction des écarts de taux** s'opère, **chaque année**, par **parts égales**.

Dans le cas où le dispositif de **réduction des écarts** de taux est déjà **en cours**, l'**écart** est **réduit chaque année**, par **parts égales**, en proportion du **nombre d'années restant à courir** conformément à la **durée** fixée par la **délibération**.

#### LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE APPLICABLE ANTERIEUREMENT DANS CHAQUE ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE

- **[III.1°d.]** Lorsqu'un **EPCI** faisant **application** du **[I.]** de l'article **1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone*) **opte** pour le **régime** prévu au présent article ou devient **soumis** à ce **régime**, le **taux constaté** dans une **commune l'année précédente** est le **taux appliqué** en dehors des **zones d'activités économiques existant** sur son territoire **antérieurement** au **changement de régime**.

Le **taux constaté l'année précédente** dans **chaque zone** (ou **fraction de zone** si celle-ci est implantée sur le territoire de plusieurs communes) est alors **assimilé** à celui d'une **commune membre supplémentaire** pour l'**application** du présent **[III.]**.

Ce **dispositif** est **applicable** dans les **mêmes conditions** lorsque l'**EPCI** fait **application** du **[II.]** de l'article **1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone*).

#### L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1638 QUATER EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE

- **[III.2°]** En cas de **rattachement** d'une **commune** à un **EPCI** levant la **fiscalité professionnelle unique**, les dispositions des **[I., II., II bis et VI]** de l'article **1638 quater** sont **applicables**.

#### LA CREATION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION LOCALE CHARGEE D'EVALUER LES TRANSFERTS DE CHARGES (CLET)

- **[IV.]** Il est **créé** entre l'**EPCI** soumis aux dispositions fiscales du **[I.]** du présent article, à l'**exclusion** de ceux mentionnés au **[I.5°]** de l'article **1379-0 bis** (*les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle*), et les **communes membres** une **commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges**.

**DEL** Cette **commission** est **créée** par l'**organe délibérant** de l'**EPCI**, qui en détermine la **composition** à la **majorité des deux tiers**.

Elle est **composée** de **membres** des **conseils municipaux des communes concernées**.

Chaque **conseil municipal** dispose d'**au moins un représentant**.

- La **commission** élit son **président** et un **vice-président** parmi ses membres. Le **président** :
  - **convoque** la **commission**,
  - **détermine** son **ordre du jour**,
  - en **préside** les **séances**.

En cas d'**absence** ou d'**empêchement**, il est **remplacé** par le **vice-président**.

- La **commission** **peut faire appel**, pour l'exercice de sa mission, à des **experts**. Elle rend ses **conclusions** :
  - l'**année de l'adoption** de la **CFE unique** par l'**EPCI**,
  - et lors de **chaque transfert de charges ultérieur**.

#### LES DEPENSES PRISES EN COMPTE POUR L'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

- Les **dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement**, sont **évaluées** :
  - d'après leur **coût réel** dans les **budgets communaux** lors de l'**exercice précédant le transfert de compétences**,
  - ou d'après leur **coût réel** dans les **comptes administratifs** des **exercices précédant ce transfert**.

Dans ce dernier cas, la **période de référence** est **déterminée** par la **commission**.

▪ Le **coût des dépenses liées à des équipements** concernant les compétences transférées est **calculé** sur la **base** d'un **coût moyen annualisé**. Ce coût intègre :

- le **coût de réalisation ou d'acquisition** de l'équipement,
- ou, en tant que de besoin, son **coût de renouvellement**.

Il **intègre** également les **charges financières** et les **dépenses d'entretien**.

L'**ensemble de ces dépenses** est **pris en compte** pour une **durée normale d'utilisation** et **ramené à une seule année**.

▪ Le **coût des dépenses transférées** est **réduit, le cas échéant, des ressources afférentes** à ces charges.

**DEL** ▪ Cette **évaluation** est **déterminée à la date** de leur **transfert par délibérations concordantes** de la **majorité qualifiée** des **conseils municipaux** prévue au **1<sup>er</sup> alinéa** du [II.] de l'article L.5211-5 du **CGCT**, adoptées sur **rapport** de la **commission locale d'évaluation (CLET)**.

▪ Lorsqu'il est fait **application** à un **EPCI** des **dispositions** du **présent article**, la **CLET** doit rendre ses **conclusions** :

- sur le **montant des charges** qui étaient **déjà transférées** à l'**EPCI**,
- et sur le **montant** de la **fiscalité** ou des **contributions des communes** qui étaient **perçues pour les financer**.

#### LES MODALITES D'APPLICATION DE DROIT DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

▪ **[V.1°]** L'**EPCI** verse à **chaque commune membre** une **attribution de compensation**. Elle ne peut **pas** être **indexée**.

▪ Lorsque l'**attribution de compensation** est **négative**, l'**EPCI** peut **demander** à la **commune** d'**effectuer à due concurrence** un **versement à son profit**.

▪ Les **attributions de compensation** fixées conformément aux **[2°], [4°], [5°]** ci-dessous ou, le cas échéant, au **[1° bis.]** constituent une **dépense obligatoire** pour l'**EPCI** ou, le cas échéant, les **communes membres**.

Le **conseil de l'EPCI** **communique** aux **communes membres**, **avant le 15 février** de chaque année, le **montant prévisionnel** des **attributions** au titre de ces reversements.

#### LES CONDITIONS D'UNE EVENTUELLE REDUCTION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

**DEL** ▪ Le **conseil de l'EPCI** ne peut **procéder** à une **réduction** des **attributions de compensation** qu'**après accord** des **conseils municipaux** des **communes intéressées**.

▪ Toutefois, dans le cas où une **diminution** des **bases imposables** réduit le **produit global disponible** des **impositions** mentionnées au **1<sup>er</sup> alinéa** du **[2°]**, l'**organe délibérant** de l'**EPCI** peut **décider** de **réduire** les **attributions de compensation**.

#### LA POSSIBILITE D'UNE FIXATION LIBRE DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION, PAR DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE STATUANT A L'UNANIMITE

**DEL** ▪ **[V.1° bis.]** Le **montant** de l'**attribution de compensation** et les **conditions** de sa **révision** peuvent être **fixés librement** par le **conseil communautaire** statuant à l'**unanimité**, en tenant compte du **rapport** de la **commission locale d'évaluation des transferts de charges**.

▪ **A défaut d'accord unanime**, le **montant** de l'**attribution** est **fixé** dans les **conditions** figurant aux **[2°], [4°]** et **[5°]** du présent **[V.]** (*ci-dessous*).

#### LES ELEMENTS ENTRANT DANS LE CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

▪ **[V.2°]** L'**attribution de compensation** est **égale** à la **somme** des **produits** mentionnés aux **[I.]** (*CFE et CVAE*) et **[I bis.]** (*IFER, TATFNB et, le cas échéant, FNGIR*) et du **produit** de la **taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom)** prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972, **perçus par la commune** l'**année précédant** celle de la **1<sup>ère</sup> application** du **présent article**, **diminuée** du **coût net** des **charges transférées** calculé dans les **conditions** définies au **[IV.]**.

#### LES COMPENSATIONS VENANT MAJORER L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

▪ L'**attribution de compensation** est **majorée** du **montant** perçu par la **commune** la **même année** :

- d'une part, au titre de la part de la **dotations forfaitaire** prévue à l'article L. 2334-7 du **CGCT** correspondant au **montant antérieurement versé** en application du **[D.I.]** de l'article 44 de la **LF 1999** (*compensation de la suppression de la part salaires*),



- et, d'autre part, au titre du montant des **compensations**, hors celui de la **compensation** prévue au [IV bis.] de l'article 6 de la LF 1987 allouées :
  - . en **application** du [B.] de l'article 26 de la LF 2003,
  - . en **application** de l'article 53 de la LF 2004, sous réserve d'une **délibération** du conseil de l'EPCI statuant à l'unanimité ;
  - . et, le cas échéant, en **application** du [B.] de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du **pacte de relance pour la ville** ou du [B.] de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la **zone franche de Corse**.

#### LES REVERSEMENTS DE FISCALITE VENANT MINORER L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

- L'**attribution de compensation** est **minorée**, le cas échéant, du montant des **versements**, autorisés par l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale [voir volet 10], **perçus** au profit de l'EPCI l'année précédant celle de la 1<sup>ère</sup> application de ces dispositions.

#### LA CONTRIBUTION AU TITRE DES LOGEMENTS SOCIAUX VENANT MAJORER L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

- L'**attribution de compensation** est également **majorée** d'une **fraction** de la **contribution** d'une **commune** définie à l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, à condition :
  - que l'EPCI ait, dans les **conditions** prévues à l'article L. 302-7 du même code, **perçu** le **prélèvement** visé à cet article,
  - et que cette **fraction** soit **affectée** à la **réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux**.

Cette **fraction** est **égale** à la **part** du **potentiel fiscal** de la **cotisation foncière des entreprises (CFE)** dans le **potentiel fiscal** de la commune.

#### LA REDUCTION DU PRODUIT COMMUNAL DE TAXE D'HABITATION VENANT MAJORER L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

- L'**attribution de compensation** est **majorée** du **produit** :
  - de la **réduction** de **taux de taxe d'habitation** prévue, **selon le cas** :
    - . au [VII.] de l'article 1638 **quater** (relatif au **taux communal de TH en cas de rattachement d'une commune à un EPCI levant la FPU – par rattachement volontaire ou transformation-extension -**)
    - . ou au [IV.] de l'article 1638-0 **bis** (relatif au **taux communal de TH des communes membres en 2011 d'un EPCI à fiscalité additionnelle qui fusionne ensuite avec un EPCI à FPU**),
  - par les **bases de taxe d'habitation** de la **commune** l'année de son **rattachement** à l'EPCI.

La nouvelle disposition s'applique, sans nouvelle délibération des communes concernées, à compter des taux et abattements votés pour 2012.

#### LA MAJORATION DU PRODUIT DE CFE PRIS EN COMPTE POUR UNE COMMUNE QUITTANT UN EPCI A FPU POUR INTEGRER UN AUTRE

- Toutefois, lorsqu'une **commune** **cesse d'appartenir** à un **EPCI** faisant application du régime fiscal du présent article (*fiscalité professionnelle unique*) pour **adhérer** à un **EPCI** faisant application du **même régime fiscal**, le **produit de CFE** est **majoré** du **montant perçu**, l'année de cette **modification**, par l'EPCI auquel elle a cessé d'appartenir, au titre de la part de la **dotation de compensation** prévue à l'article L. 5211-28-1 du CGCT correspondant au **montant antérieurement versé** en **application** du [D.I.] de l'article 44 de la LF 1999 précitée (*compensation de la suppression de la part salaires de la TP*).

L'**organe délibérant** de l'EPCI **transmet** chaque année au **représentant de l'Etat** dans le département un **rapport** sur l'**application** de la 1<sup>ère</sup> phrase du 7<sup>ème</sup> alinéa (du présent [V.2°]).

#### LE RECALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION LORS DE CHAQUE TRANSFERT DE CHARGE

- L'**attribution de compensation** est **recalculée**, dans les **conditions** prévues au [IV.], lors de **chaque transfert de charge**.
- [V.3°] Les dispositions du [V. 3°], relatives aux modalités de calcul de l'attribution de compensation lors du passage en fiscalité professionnelle unique d'un EPCI levant la fiscalité additionnelle, ont été abrogées.

**LES MODALITES DE CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION  
LORS DE LA TRANSFORMATION D'UNE COMMUNAUTE  
OU D'UN SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE EN COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

- **[V.4°]** Lorsqu'il est fait **application** des **dispositions** du **présent article** à une **communauté d'agglomération** issue de la **transformation** d'un **syndicat d'agglomération nouvelle** ou d'une **communauté d'agglomération nouvelle**, l'**attribution de compensation** versée chaque année aux communes membres est **égale** à la **dotations de coopération** définie à l'**article L.5334-8** du **CGCT** perçue l'**année précédant** celle de la **1<sup>ère</sup> application** de ces **dispositions**.
- Cette **attribution** est **recalculée** dans les **conditions** prévues au **[IV.]** lors de **chaque nouveau transfert de charges**.  
Elle ne peut **pas** être **indexée**.

**LES MODALITES DE CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION EN CAS DE FUSION DE COMMUNAUTES**

**Le maintien des attributions de compensation versées avant la fusion**

- **[V. 5°]** Lorsque, en **application** de l'**article 1638-0 bis**, il est fait **application** du **présent article** à un **EPCI** issu d'une **fusion** réalisée dans les conditions prévues par l'**article L. 5211-41-3** du **CGCT**, l'**attribution de compensation** versée chaque année aux **communes membres** qui étaient **antérieurement membres** d'un **EPCI** soumis au présent article est **égale** à celle que lui **versait** cet **EPCI** avant la **fusion**.

**Les conditions de modification des attributions de compensation**

**DEL** Cette disposition s'applique **sauf accord** adopté à la **majorité qualifiée** des **3/5<sup>ème</sup>** par les **communautés d'agglomération mères**, et **approuvé par l'État** sur un **protocole financier général, harmonisant** :

- les **attributions de compensation** et les **relations financières** entre la communauté fusionnée et les communes,
- les **conditions de reprise des dettes** des communautés mères,
- les **formules d'amortissement des investissements**,
- et les **procédures comptables**.

*☞ Cette nouvelle disposition, issue d'un sous-amendement sénatorial (n° 325) modifie le [V. 5°] de l'article 1609 nonies C, car il a été considéré que celui-ci pouvait conduire à un déséquilibre au profit ou au détriment des communes membres d'un ou des deux EPCI fusionnés.*

*Il est ainsi paru nécessaire de permettre aux communautés d'agglomération « mères » de « se doter d'un référentiel commun qui, s'il est adopté à la majorité qualifiée par chacun des conseils de communautés, permette de fonder la fusion sur des bases financièrement saines et acceptées par tous. Cette possibilité revêt une importance particulière pour les communautés qui fusionneront au 1<sup>er</sup> janvier 2010 ».*

*Les dispositions initiales de l'article 1609 nonies C relatives à l'attribution de compensation ne s'appliqueraient donc plus « a minima » que lorsque les communes n'ont pas pu s'accorder sur un protocole global.*

Lorsque la **fusion** s'accompagne d'un **transfert** ou d'une **restitution de compétences**, cette **attribution de compensation** est respectivement **diminuée** ou **majorée** du **montant net des charges transférées** calculé dans les **conditions** définies au **[IV.]** ci-dessus.

**La révision dérogatoire de l'AC possible jusqu'à fin 2014**

**DEL** A titre **dérogatoire**, les **EPCI** issus d'une **fusion** ou d'une **modification de périmètre** au **1<sup>er</sup> janvier 2010** et les **conseils municipaux** de leurs **communes membres** peuvent, par **délibérations concordantes** prises à la **majorité qualifiée** (prévue au **1<sup>er</sup> alinéa** du **[II.]** de l'**article L. 5211-5** du **CGCT**), procéder, dans les **5 ans** qui suivent la **publication** de la **loi de finances pour 2010 (soit jusqu'à fin 2014)**, à la **révision** du **montant de l'attribution de compensation**.

**Le calcul de l'AC versée aux communes antérieurement membres d'un EPCI ne levant pas la FPU**

- L'**attribution de compensation** versée chaque année aux **communes membres** qui étaient **antérieurement membres** d'un **EPCI** ne faisant **pas application** des **dispositions** du **présent article** (*relatif à la **fiscalité professionnelle unique***), est **calculée** conformément au **[V.2°]**.

Lorsque la **fusion** s'accompagne d'un **transfert** ou d'une **restitution de compétences**, cette **attribution de compensation** est respectivement **diminuée** ou **majorée** du **montant net des charges transférées**, calculé dans les **conditions** définies au **[IV.]**.

### Le calcul de l'AC versée aux communes antérieurement membres d'un SAN ou d'une CAN

- L'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres qui étaient antérieurement membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle est égale à la dotation de coopération (définie à l'article L. 5334-8 du CGCT) perçue l'année de la fusion.

Lorsque la fusion s'accompagne d'un transfert ou d'une restitution de compétences, l'attribution de compensation est respectivement diminuée ou majorée du montant net des charges transférées (calculé dans les conditions définies au [IV.]).

### Le calcul de l'AC versée aux communes antérieurement membres d'un syndicat à contributions fiscalisées

- L'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres qui étaient antérieurement membres d'un EPCI sans fiscalité propre (*syndicats*) est calculée dans les conditions prévues au [V. 2°].

### Le calcul de l'AC versée aux communes incluses dans l'EPCI issu de la fusion

- L'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres incluses dans le périmètre de l'EPCI issu de la fusion en vue de délimiter un territoire d'un seul tenant et sans enclave est calculée dans les conditions prévues au [V. 2°].
- Cette attribution de compensation est recalculée dans les conditions prévues au [IV.] lors de chaque nouveau transfert de charges.

Elle ne peut pas être indexée.

☞ Le [V. 6°], relatif à la faculté, dans les 3 ans suivant l'année de renouvellement général des conseils municipaux, de fixer librement le montant de l'attribution de compensation et sa suspension à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, a été abrogée par la LF 2011.

LA POSSIBILITE DE PROCEDER, PAR DELIBERATIONS CONCORDANTES, A LA REVISION,  
DANS LES MEMES PROPORTIONS, DU MONTANT DE L'AC DE TOUTES LES COMMUNES MEMBRES

- DEL ▪ [V.7°] À titre dérogatoire, les EPCI soumis au 1<sup>er</sup> janvier 2010 au présent article dans sa rédaction en vigueur à cette date et les conseils municipaux de leurs communes membres peuvent procéder, par délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au 1<sup>er</sup> alinéa du [II.] de l'article L. 5211-5 du CGCT, à la révision dans les mêmes proportions du montant de l'attribution de compensation de l'ensemble des communes membres.

LA POSSIBILITE DE PROCEDER, PAR DELIBERATIONS CONCORDANTES,  
A LA REVISION, DANS LA LIMITE DE 5 %, DE L'AC DES COMMUNES DONT LE POTENTIEL FINANCIER  
EST SUPERIEUR DE PLUS DE 20 % A LA MOYENNE DES COMMUNES MEMBRES

- DEL ▪ Cette révision dérogatoire, dans les conditions définies à l'alinéa précédent, peut réduire les attributions de compensation d'une partie des communes membres lorsque les communes concernées disposent d'un potentiel financier supérieur de plus de 20 % au potentiel financier moyen des communes du groupement.

Cette réduction de leurs attributions de compensation ne peut pas excéder 5 % de leur montant.

LE MAINTIEN DE L'AC VERSEE EN 2010 POUR LES EPCI A FPU EXISTANTS

- [V bis.1.] Pour les EPCI qui faisaient application au 31 décembre 2010 du présent article dans sa rédaction en vigueur à cette date, l'attribution de compensation versée chaque année aux communes qui en étaient membres à cette même date est égale à celle qui leur était versée en 2010, sans préjudice des dispositions prévues au [V.] relatives à l'évolution de leur montant.

LE CALCUL DE L'AC, A PARTIR DE LA COMPENSATION RELAIS DES COMMUNES MEMBRES,  
POUR LES EPCI LEVANT LA CFE UNIQUE POUR LA 1ERE FOIS EN 2011

- [V bis. 2.] Pour les EPCI, à l'exception de ceux mentionnés au [I. 5°] de l'article 1379-0 bis (*communautés et syndicats d'agglomération nouvelle*), qui font application pour la 1<sup>ère</sup> fois en 2011 du présent article, le montant de la compensation relais perçue en 2010 par la commune, conformément au [II.] de l'article 1640 B, est substitué aux produits mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa du [V. 2°] pour le calcul de l'attribution de compensation.

#### LA POSSIBILITE D'INSTITUER UNE DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE (Y COMPRIS EN LEVANT UNE FISCALITE MIXTE)

- **[VI.] L'EPCI, autre qu'une communauté urbaine ou qu'une communauté ou un syndicat d'agglomération nouvelle, soumis aux dispositions du [I.] peut instituer au bénéfice de ses communes membres et, le cas échéant, d'EPCI à fiscalité propre limitrophes une dotation de solidarité communautaire, dont le principe et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers.**

#### LES MODALITES DE REPARTITION DE LA DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE

**DEL** Le montant de cette dotation est fixé librement par le conseil de l'EPCI. Elle est répartie :

- en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant,
- les autres critères étant fixés librement par le conseil.

☞ *La disposition qui prévoyait que cette dotation ne pouvait pas être augmentée si l'EPCI percevait la fiscalité mixte est supprimée. Il en est de même :*

- pour la disposition qui prévoyait l'impossibilité, pour un EPCI (autre qu'une communauté urbaine) créé sans être issu d'une transformation et soumis dès la 1<sup>ère</sup> année à la fiscalité mixte, d'instituer une dotation de solidarité communautaire (sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité antérieurs),
- pour la disposition qui prévoyait l'impossibilité, pour un EPCI à fiscalité additionnelle qui se transforme en EPCI levant la TP unique (à l'exclusion d'une communauté urbaine) et fait application dès la 1<sup>ère</sup> année de la fiscalité mixte, d'instituer une dotation de solidarité communautaire supérieure au montant de celle qu'il avait établi avant sa transformation.

Lorsqu'une zone d'activités économiques d'intérêt départemental est située en tout ou partie sur le territoire de l'EPCI, celui-ci peut étendre le versement de la dotation de solidarité communautaire aux EPCI à fiscalité propre constituant un ensemble sans discontinuité territoriale et limitrophe de son territoire.

#### LES MODALITES DE REPARTITION DE LA DSC PAR UNE COMMUNAUTE URBAINE

- DEL**
- Lorsqu'il s'agit d'une communauté urbaine, elle institue une dotation de solidarité communautaire dont le montant et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire, statuant à la majorité simple.
  - Ces critères sont déterminés notamment en fonction :
    - [a] de l'écart du revenu par habitant de la commune au revenu moyen par habitant de l'EPCI,
    - [b] de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune, au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI.
  - Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil.

#### LA PRISE EN COMPTE, POUR LE CALCUL DE LA COMPENSATION DES EXONERATIONS DE TH, DU TAUX VOTE EN 1991 PAR L'EPCI

- DEL**
- **[VII.]** Pour les communes membres d'un EPCI soumis aux dispositions du présent article, à l'exclusion des communautés et syndicats d'agglomération nouvelle, le taux à prendre en compte pour le calcul de la compensation visée au [II.] de l'article 21 de la LF 1992 est majoré, le cas échéant, du taux voté en 1991 par l'EPCI précité.

#### LE MAINTIEN DE LA DCTP AUX COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI LEVANT LA TPU

- **[VIII.1°]** Les sommes versées aux communes en application du [IV.] de l'article 6 de la LF 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) leur restent acquises lorsqu'elles deviennent membres d'un EPCI soumis aux dispositions du présent article.

☞ *Il s'agit des différentes parts de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) « historique ».*

- **[VIII.2°]** Les EPCI soumis aux dispositions du présent article bénéficient de la compensation prévue au [IV bis.] de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée au lieu et place de leurs communes membres.

Pour les EPCI soumis en 2011 aux dispositions du présent article, le taux de TP à retenir est le taux moyen pondéré de TP constaté en 1986 dans l'ensemble des communes membres de l'EPCI.

Ce **taux** est, le cas échéant, **majoré** du **taux de TP** voté en **1986** par l'**EPCI** :

- qui a **opté** pour le **régime fiscal** prévu au **présent article**,
- ou dont la **communauté de communes** est **issue**.

Ces **taux** sont **multipliés** par **0,960**.

Pour les **EPCI** soumis pour la **1<sup>ère</sup> fois à compter de 2012** aux **dispositions** du **présent article**, la **compensation** est **calculée** en retenant le **taux moyen pondéré** des **communes membres** de l'**EPCI**.

**LA DETERMINATION DU TAUX MOYEN PONDERE APPLICABLE AU CALCUL DES COMPENSATIONS RCE  
DANS UN EPCI LEVANT POUR LA 1<sup>ERE</sup> FOIS LA FPU**

Pour l'**application** de l'**avant dernier alinéa** du présent **[VIII.2°]**, le **taux moyen pondéré** est déterminé par le **rapport** :

- de la **somme des compensations** au titre de la **réduction pour création d'établissement (RCE)** versées aux **communes membres** au titre de l'**année précédant la 1<sup>ère</sup> année d'application** du **présent article**,
- et de la **somme des bases exonérées** ou des **abattements appliqués** au titre de l'**année précédant cette même 1<sup>ère</sup> année d'application**.

**LA TRANSPOSITION DE PLEIN DROIT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FPU  
AUX COMMUNAUTES DE COMMUNES AYANT OPTÉ AVANT 2011 POUR LA TPU**

▪ **[IX.]** Les **dispositions** des **[I.]** à **[VIII.]** (*relatives à la fiscalité professionnelle unique*) sont **applicables** aux **communautés de communes** ayant, **avant le 31 décembre 2010**, **opté** (*pour la TP unique*), en **application** du **[III.]** de l'**article 1609 quinquies C** dans sa rédaction en vigueur jusqu'à cette date, pour l'**application** du **présent article**.

**L'ENTREE EN VIGUEUR A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011**

▪ Le **[XIII. B. 1°]** de l'**article 44 de la 4<sup>ème</sup> LFR 2011** précise que les **dispositions** du **[IX.]** de l'**article 44** (*à l'origine des dispositions figurant en rouge ci-dessus*) s'appliquent à **compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011**.

☞ La **modification** vise à **préciser** les **modalités de répartition** de la **compensation** de la **réduction pour création d'établissement (RCE)**. Il se **limite** à **reprandre** des **dispositions** qui **étaient** en vigueur avant la loi de finances pour 2010 :

- les **EPCI à fiscalité professionnelle de zone** ou à **fiscalité éolienne unique** bénéficient de la **compensation pour RCE** à la **place des communes membres**. Cette **compensation** est **calculée** à partir du **taux pratiqué en 1986** dans l'**ensemble des communes membres majoré** par le **taux de TP intercommunal**. Ces **taux** sont **multipliés** par **0,960** ;
- les **EPCI à fiscalité professionnelle unique** bénéficient de la **compensation pour RCE** à la **place des communes membres**. Cette **compensation** est **calculée** à partir du **taux pratiqué en 1986** dans l'**ensemble des communes membres majoré** par le **taux de TP intercommunal**. Ces **taux** sont **multipliés** par **0,960**.

En vertu de la nouvelle rédaction de l'**article 1609 nonies C**, et notamment de la **suppression** du **[V-3°]**, un **EPCI** levant la **fiscalité additionnelle** en 2010 et ayant **opté**, avant le **31 décembre 2010**, pour la **fiscalité professionnelle unique** :

- **conserve** le **produit** de la **fiscalité additionnelle** sur les **ménages** qu'il a **perçu** en 2010,
- **bénéficie** **intégralement** du **transfert** de la **part départementale** de **TH** et de la **taxe additionnelle** à la **TFNB**,
- **se substitue** aux **communes membres** pour la **perception** des **CET, CVAE, IFER** et **TaSCom**.

Si l'**EPCI** et les **communes membres** s'étaient accordés sur la **rétrocession** de tout ou partie de la **fiscalité ménages**, au travers de l'**attribution** de **compensation**, et s'ils souhaitent s'en tenir à cet accord, il conviendra, de **statuer**, à l'**unanimité** du **conseil communautaire**, en vue de **fixer** de façon **dérogatoire** le **montant** de l'**attribution** de **compensation** (en vertu du **V. 1 bis**).

**LA REVISION POSSIBLE, PENDANT 5 ANS, DE LA DOTATION DE COOPERATION VERSEE PAR LES SAN**

**DEL** ▪ A titre **dérogatoire**, les **syndicats d'agglomération nouvelle** et les **conseils municipaux** de leurs **communes membres** peuvent, par **délibérations concordantes** prises à la **majorité qualifiée** prévue au **1<sup>er</sup> alinéa** du **[II.]** de l'**article L.5211-5** du **CGCT**, procéder dans les **5 ans** qui suivent la **promulgation** de la **présente loi** à la **révision** du **montant** de la **dotation de coopération**.

## LES RESSOURCES FISCALES AFFECTEES AUX DEPARTEMENTS

[article 1586 du CGI]

### LES RECETTES FISCALES PERÇUES DE DROIT

- [I.] Les départements perçoivent :
  - [I.1°] la **taxe foncière sur les propriétés bâties** prévue aux **articles 1380 et 1381**,
    - ☞ *Le taux voté ne peut pas excéder 2,5 fois le taux moyen constaté l'année précédente au niveau national.*
  - [I.2°] la **redevance des mines** prévue à l'**article 1587**,
  - [I.3°] la **part de la fraction** de la composante de l'**IFER « éoliennes terrestres » et « hydroliennes »**, prévue à l'**article 1519 D**, qui n'est pas affectée à une **commune** ou à un **EPCI**.
  - [I.4°] la **moitié** des composantes de l'**IFER** :
    - sur les **installations de production d'électricité** d'origine **nucléaire** ou **thermique** à flamme (prévues à l'**article 1519 E**)
    - et sur les **centrales de production d'énergie électrique** d'origine **photovoltaïque** ou **hydraulique** (prévues à l'**article 1519 F**).
  - [I.5°] le **tiers** de la composante de l'**IFER** relative aux **stations radioélectriques (« antennes-relais » et « antennes de radiodiffusion ou de télédiffusion »)**, dans les **conditions** prévues à l'**article 1519 H**,
  - [I.5° bis.] la **fraction** de la **composante** de l'**IFER** relative aux **stockages souterrains de gaz naturel**, prévue à l'**article 1519 HA**, qui n'est pas affectée à une **commune** ou à un **EPCI à fiscalité propre**, et la **moitié** de la **composante** de l'**IFER** relative aux **canalisations de transport de gaz naturel** et d'autres **hydrocarbures**,
  - [I.6°] une **fraction** égale à **48,5 %** de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**, prévue à l'**article 1586 ter**, due au titre de la **valeur ajoutée imposée dans chaque commune** de son territoire, en application de l'**article 1586 octies** (soit un produit correspondant à **0,7275 %** de la **valeur ajoutée**).

### L'INSTITUTION POSSIBLE DE LA TAXE POUR LE FINANCEMENT DES CAUE

- [II.] Les départements peuvent instituer la **taxe** pour le **financement** des dépenses de **conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)** prévue à l'**article 1599 B**.

## LES RESSOURCES FISCALES AFFECTEES AUX REGIONS

[article 1599 bis du CGI]

- [I.] Les régions et la collectivité territoriale de **Corse** perçoivent :
  - [I. 1°] la composante de l'**IFER** relative au **matériel roulant** utilisé sur le **réseau ferré national** pour des opérations de **transport de voyageurs** prévue à l'**article 1599 quater A**,
    - ☞ *Les modalités de répartition de l'IFER de transport « matériel roulant de voyageurs » sont précisées dans le volet 3.*
  - [I. 2°] la composante de l'**IFER** relative aux **répartiteurs principaux** (téléphoniques) de la **boucle locale cuivre** et aux **équipements de commutation** prévue à l'**article 1599 quater B**,
  - [I. 3°] une **fraction** égale à **25 %** de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** prévue à l'**article 1586 ter**, due au titre de la **valeur ajoutée imposée dans chaque commune** de son territoire, en application de l'**article 1586 octies** (soit un produit correspondant à **0,375 %** de la **valeur ajoutée**).

**LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION  
LES DELIBERATIONS FISCALES**

▪ Ce volet précise notamment les règles de liens et de plafonnement des taux d'imposition.

Les nouveaux articles du CGI sont présentés intégralement (avec des têtes de paragraphe synthétisant leur formulation) :

- article 1636 B *sexies* : les modalités de fixation des taux d'imposition des communes et des EPCI « en régime de croisière » (variations proportionnelle et différenciée, dispositions dérogatoires, majoration spéciale, etc.),

*☞ La déliaison partielle (dans la limite d'1,5 fois) du taux de CFE (ex-TP) a été supprimée (dès 2010). Les autres possibilités de déliaison (très partielle...), liées au caractère atypique de certaines situations, ont toutefois été maintenues.*

*L'application en 2012 de ces dispositions est facilitée par le rappel des taux de référence moyens à prendre en compte.*

- article 1636 B *decies* : les modalités de fixation des taux d'imposition pour les EPCI levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone et pour leurs communes membres,

- article 1636 B *undecies* : les dispositions relatives à la fixation de zones où des taux différents de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) peuvent être votés,

- article 1638-0 *bis* : les conséquences, sur la fixation des taux d'imposition, d'une fusion d'EPCI (à fiscalité additionnelle, à fiscalité professionnelle de zone ou à fiscalité professionnelle unique).

*☞ La 4<sup>ème</sup> LFR 2011 a mis en place plusieurs dispositions sur les taux d'imposition de TH, de TF et de CFE (qui peuvent être différents sur le territoire des EPCI (à fiscalité additionnelle) préexistants, pour l'établissement des 12 premiers budgets de l'EPCI issu de la fusion.*

- articles 1638 *quater* et *quinquies* : la fixation du taux de CFE unique en cas de rattachement ou de retrait d'une commune,

- article 1639 A *bis* : les dates limites de vote et de notification des délibérations relatives à la fiscalité locale,

- article 1639 A *ter* : le devenir des délibérations antérieures relatives à la CFE dans un EPCI à FPU ou à FPZ,

- article 1639 A *quater* : les délibérations relatives aux impôts ménages dans un EPCI issu d'une fusion.

*☞ En cas de rattachement, par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et du conseil municipal de la commune concernée, les taux de TH, de TFB et de TFNB votés par l'organe délibérant de l'EPCI peuvent être appliqués de manière progressive, par fractions égales sur une période maximale de 12 années.*

Les possibilités d'évolution des taux			
hausse	contraintes	baisse	contraintes
TH ↗	aucune contrainte sur les autres taux	TH ↘	aucune contrainte sur TFB
TFB ↗	aucune contrainte sur les autres taux		TFNB ↘ dans la même proportion
TFNB ↗	TH ↗ au moins de façon identique	TFB ↘	CFE ↘ dans la même proportion
CFE ↗	TH ou TMP <sup>(1)</sup> ↗ au moins de façon identique		aucune contrainte sur TH et sur TFNB
		TFNB ↘	CFE ↘ dans la même proportion que TMP
		CFE ↘	aucune contrainte sur TH et TFB
			CFE ↘ dans la même proportion que TMP
			aucune contrainte sur les autres taux

<sup>(1)</sup>TMP : taux moyen pondéré de TH, TFB et TFNB. Il correspond au rapport (x 100) entre :

- le produit des 3 taxes « ménages »,
- et la somme des bases de ces 3 taxes.

Le taux de CFE ne peut pas augmenter davantage que la plus faible des augmentations du taux de TH ou de TMP (sauf possibilité d'application de la majoration spéciale).

[article 1636 B *sexies* du CGI]

▪ Alors que l'Assemblée nationale avait supprimé toute possibilité de déliaison des taux de CFE par rapport aux taux des impôts ménages, le Sénat avait quant à lui proposé :

- de maintenir les dérogations justifiées par le caractère atypique de certaines situations (diminution des taux d'impôts ménages sans lien avec le taux de CFE, majoration spéciale si le taux de CFE est inférieur au taux moyen national, augmentation dérogatoire du taux de CFE unique national, utilisation du droit à augmentation du taux de CFE unique sur 3 ans),
- de maintenir le principe d'une déliaison partielle du taux de CFE, dans la limite de 1,25 fois l'évolution de taux des impôts ménages (au lieu de 1,5 fois actuellement pour le taux de TP).

▪ Un sous-amendement (n° 373), présenté par le Gouvernement, a supprimé cette possibilité de déliaison partielle, tout en maintenant les dérogations pour situations « atypiques ».

☞ *Le sous-amendement du Gouvernement considérait que le maintien de cette déliaison partielle aurait constitué un « important retour en arrière » par rapport aux dispositions votées en 1<sup>ère</sup> partie « et qu'il convient de pérenniser ». Le strict lien des impôts entreprises par rapport aux impôts ménages est en effet une revendication forte des organismes représentant les entreprises. La commission des finances du Sénat s'est « résignée » à cette reliaison, qu'elle considère néanmoins comme une erreur.*

▪ Par ailleurs, le Sénat avait envisagé de scinder en deux la taxe foncière sur les propriétés bâties, avant de créer deux taxes distinctes :

- l'une relative aux ménages,
- l'autre relative aux entreprises.

Un sous-amendement (n° 374) présenté par le Gouvernement, estimant que les dispositions prévues par la commission des finances du Sénat sont « insuffisantes pour mettre en œuvre la proposition » (création juridique de deux nouvelles taxes, dispositions transitoires pour le vote des taux), a supprimé la scission envisagée.

☞ *Le rapporteur de la commission des finances, bien qu'estimant bonne cette scission, soucieuse de transparence, a estimé qu'elle n'était « pas urgentissime » et a donc retiré son amendement.*

LES DISPOSITIONS GENERALES

▪ [I.1.] Sous réserve des dispositions des articles 1636 B *septies* et 1636 B *decies*, les conseils municipaux et les instances délibérantes des EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des quatre taxes locales : TH, TFB, TFNB et CFE. Ils peuvent :

- [a.] soit faire varier dans une même proportion les taux des 4 taxes appliqués l'année précédente,
- [b.] soit faire varier librement entre eux les taux des 4 taxes. Dans ce cas, le taux de CFE :
  - ne peut pas, par rapport à l'année précédente, être augmenté dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la TH ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen pondéré (TMP) des 3 taxes ménages,
  - ou doit être diminué dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la TH ou à celle du TMP, soit à la plus importante de ces diminutions (lorsque ces deux taux sont en baisse).

▪ Jusqu'à la date de la prochaine révision, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut pas augmenter plus (ou diminuer moins) que le taux de la taxe d'habitation (*disposition existant depuis 1990 « dans l'attente d'une révision générale »*).

LA DIMINUTION POSSIBLE DE CHACUN DES TAUX D'IMPOTS MENAGES, JUSQU'AU NIVEAU DE SON TAUX MOYEN NATIONAL, SANS DIMINUTION OBLIGATOIRE DU TAUX DE CFE OU DE TFNB

▪ [I.2.] Toutefois, le taux de la TH, le taux de la TFB ou le taux de la TFNB peut être diminué (sans que ces diminutions soient prises en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du [1.b.] ci-dessus) :

- jusqu'au niveau du taux moyen national de la taxe constaté l'année précédente pour, selon le cas, les communes et leurs EPCI,
- ou, s'il est plus élevé, jusqu'au niveau du taux de la CFE de la commune ou de l'EPCI concerné.



En plus des variations des bases constatées dans la commune (ex. : nouveaux logements), toutes les valeurs locatives font l'objet d'une revalorisation forfaitaire de + 1,80 %

Dans cet exemple, la commune perçoit 2.579 € au titre de la CVAE, alors que les entreprises n'ont payé que 55 €  
La différence (2.524 €) correspond à la part dégréevée prise en charge par l'État (montant figurant dans le cadre [III. 2 b] du feuillet n2)

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2012					
I - RESSOURCES FISCALES A TAUX CONSTANTS					
	Bases d'imposition effectives 2011 <sup>1</sup>	Taux de référence communaux de 2011 <sup>2</sup>	Taux d'imposition plafonnés 2012 <sup>2</sup>	Bases d'imposition prévisionnelles 2012 <sup>3</sup>	Produits à taux constants (col.4 x col.2 ou col.3) <sup>5</sup>
	1	2	3	4	5
Taxe d'habitation	604.724 €	15,55 %	xxx	621.700 €	96.674 €
Taxe foncière (bâti)	339.051 €	5,51 %	xxx	351.100 €	19.401 €
Taxe foncière (non bâti)	13.035 €	37,93 %	xxx	13.200 €	5.007 €
Cot. fonc. des entr. (CFE)	15.949 €	25,04 %	xxx	18.400 €	4.607 €
Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants <sup>4</sup>					Total : 125 689 €

Pour information : <sup>5</sup>  
Part de CVAE imposée au profit de la commune  
55 €

II - DECISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL		1. PRODUIT DES TAXES DIRECTES LOCALES ATTENDU POUR 2012				
94.746 €	- 7.481 € [compte 73113]	- 159 € [compte 73111]	- 1.020 € [compte 73114]	- 2.579 € [compte 73112]	- [compte 73113]	- [compte 748313]
Produit nécessaire à l'équilibre du budget <sup>6</sup>	Total allocations compensatrices	Produit taxe additionnelle FNBB <sup>7</sup>	Produit des IFER <sup>8</sup>	Produit de la CVAE <sup>9</sup>	TASCOM <sup>10</sup>	DCRTP <sup>11</sup>
	- [compte 7323] versement GIR <sup>11</sup>	+ 42.819 € [compte 73923] Prélèvement GIR <sup>11</sup>	+ [compte 73924] Prélèvement pour le FSRIF	= 126.326 €		
				Produit attendu de la fiscalité directe locale (à reporter colonne 7)		

2. CALCUL DES TAUX 2011 PAR APPLICATION DE LA VARIATION PROPORTIONNELLE					
Taux de référence de 2011 (col.2 ou 3) <sup>6</sup>	COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE <sup>7</sup>	Taux de référence 2012 (col.6 x col.8) <sup>9</sup>	3. TAUX VOTES <sup>12</sup>	Bases d'imposition prévisionnelles 2012 <sup>5</sup>	Produit correspondant (col.10 x col.11) <sup>12</sup>
	7	8	10	11	12
Taxe d'habitation	15,55 %	Produit attendu	15,63 %	621 700 €	97.918 €
Taxe foncière (bâti)	5,51 %	126.326 €	5,54 %	325 100 €	18.732 €
Taxe foncière (non bâti)	37,93 %	125 689 €	38,12 %	13 200 €	5.045 €
Cot. fonc. des entr. (CFE)	25,04 %	Produit à taux constants (6 décimales)	25,17 %	18 400 €	4.631 €
La diminution sans lien des taux a-t-elle été décidée en 2012 ? (indiquer OUI/NON dans la cellule ci-contre) :				Produit fiscal attendu	126.326 € [compte 73111]

Dans ce cas, la collectivité est « gagnante » suite à la réforme de la TP. Ainsi, elle se voit prélever le montant du gain, au profit du FNGIR. [compte 73923]

Le détail des IFER figure dans le 2<sup>ème</sup> feuillet [cadre III. 2 c] [compte 73114]

Taxe additionnelle à la TFNB : fraction de la somme des taux départemental et régional votés en 2010 sur les bases de foncier non bâti non agricole x 1,0485. La commune (comme l'EPCI) ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur ce produit (dont le taux est figé définitivement) [compte 73111]

Dans le présent cas, la collectivité est « gagnante » suite à la réforme de la TP et ne perçoit donc pas de versement au titre de la DCRTP et du FNGIR. Si la collectivité avait été « perdante », elle aurait bénéficié d'un versement au titre :  
- du FNGIR (compte 7323)  
- et, si la perte était supérieure à 50.000 €, de la DCRTP (compte 748313)

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2012

III - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES 13

<b>Taxe d'habitation</b> : [article 74835]	Bases 2011 x taux TH et TFB 1991	5.616 €
<b>Taxe foncière (bâti)</b> : [article 74834]		
a. Personnes de condition modeste		338 €
b. ZFU, ZUS, baux à réhabilitation		0 €
c. Exonération de longue durée (logements sociaux)		0 €
<b>Taxe foncière (non bâti)</b> : [art. 74834]		1.072 €
<b>Taxe professionnelle / CFE</b> :		
a. Dotation unique spécifique (TP) [art. 748314]		455 €
b. Réduction des bases des créations d'établissements		0 €
c. Exonération en zones d'aménagement du territoire		0 €
d. Exonération spécifique et abattement de 25% en Corse		
	<b>sous total :</b>	<b>7.481 €</b>

Ce sous-total est reporté sur le 1<sup>er</sup> feuillet (cadre II. 1.). Il est à éclater dans le budget entre différents comptes : 748314, 74833, 74834 et 74835

2a. BASES NON TAXEES 14

<b>Bases exonérées par le conseil municipal</b>		
Taxe foncière (bâti)		
Taxe foncière (non bâti)		
Cotisation foncière des entreprises (CFE)		
<b>Bases exonérées par la loi dans certaines zones</b>		
Taxe foncière (bâti)		
Taxe foncière (non bâti)	20 % bases 2006 x taux TFPNB 2005	
Cotisation foncière des entreprises (CFE)		
<b>Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles</b>		3.185 €
<b>2b. CVAE - DEGREVEMENTS ET EXONERATIONS 14</b>		
a. CVAE : part dégrévée		2.524 €
b. CVAE : part relative aux exonérations compensées		
c. CVAE : part relative aux exonérations non compensées		

2c. PRODUIT DES IFER 8

Éoliennes & hydroliennes	
Centrales électriques	
Centrales photovoltaïques	
Centrales hydrauliques	
Transformateurs	
Stations radioélectriques	
<b>1 020 €</b>	
Gaz - Stockage, transport...	

3. ELEMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX 16

	Taux moyens communaux de 2011, au niveau :		Taux plafonds 2012 15	Taux 2011 des EPCI 16	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2012 (col. 15 - col. 16) 17	MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE 17		Taux de CFE perçue en 2011 par le SAN, la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique
	national 13	départemental 14				Taux communal majoré à ne pas dépasser	Taux maximum de la majoration spéciale	
Taxe d'habitation	23,76 %	26,25 %	65,63 %	3,39 %	62,24 %	////	////	-
Taxe foncière (bâti)	19,89 %	18,62 %	49,73 %	2,11 %	47,62 %	Taux moyen pondéré des taxes d'habitation et foncières de 2011 : national communal		
Taxe foncière (non bâti)	48,56 %	38,27 %	121,40 %	8,04 %	113,36 %			
CFE	25,42 %	26,13 %	50,84 %	4,76 %	46,08 %			
<b>DIMINUTION SANS LIEN 18</b>	Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée							
	Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés							

Agrégation des 4 ex-allocations compensatrices TP (-16,40 % / 2011) [art. 748314]

CVAE = 1,50 % de la valeur ajoutée produite (dont 26,5 % au profit du bloc communal), avec un dégrèvement pris en charge par l'État :

- de 1,50 % si chiffre d'affaires (CA) < 500.000 €
- de 1,49 % à 1,00 % de 500.000 € à 3.000.000 €
- de 1,00 % à 0,10 % de 3.000.000 € à 10.000.000 €
- de 0,10 % à 0% de 10.000.000 € à 50.000.000 € (cotisation mini : 250 € pour les CA > 500.000 €)

▪ Pour l'application en 2012 de cette disposition par une commune ou un EPCI à fiscalité propre, les taux moyens nationaux à retenir sont :

- taxe d'habitation : 23,76 % (23,54 % pour 2011),
- taxe sur le foncier bâti : 19,89 % (19,67 % pour 2011),
- taxe sur le foncier non bâti : 48,56 % (48,18 % pour 2011).

▪ A titre d'information (car ces EPCI ne sont pas soumis aux règles de plafonnement), les taux moyens de référence pour 2012 pour les EPCI à fiscalité additionnelle sont les suivants :

- taxe d'habitation (communautés urbaines) : 13,84 % (14,31 % pour 2011),
- taxe d'habitation (communautés de communes) : 4,70 % (4,59 % pour 2011),
- taxe sur le foncier bâti (CU) : 11,88 % (11,77 % pour 2011),
- taxe sur le foncier bâti (CC) : 4,17 % (4,04 % pour 2011),
- taxe sur le foncier non bâti (CU) : 23,09 % (22,87 % pour 2011),
- taxe sur le foncier non bâti (CC) : 11,52 % (11,37 % pour 2011),
- cotisation foncière des entreprises (CU) : 10,62 % (10,50 % pour 2011),
- cotisation foncière des entreprises (CC) : 4,94 % (4,78 % pour 2011).

LA DIMINUTION POSSIBLE DU TAUX DE TH, JUSQU'AU NIVEAU DE SON TAUX MOYEN NATIONAL,  
SI LE TAUX DE CFE EST INFÉRIEUR AU TAUX MOYEN NATIONAL CORRESPONDANT

▪ Lorsque les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa (*ci-dessus*) ne sont pas applicables, le taux de TH peut cependant être diminué (sans que cette diminution soit prise en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du [1.b.] :

- jusqu'au niveau du **taux moyen national** constaté pour la TH dans l'ensemble des **collectivités de même nature**,
- si le **taux de CFE** de l'année précédente est inférieur au **taux moyen national** constaté la même année pour cette taxe dans l'ensemble des **collectivités de même nature**.

▪ Pour l'application des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas (*ci-dessus*) aux communes membres des EPCI (dotés ou non d'une fiscalité propre), les **taux communaux** de TH, des TF et de CFE sont **majorés** des **taux** de ces EPCI pour l'année précédant celle de l'imposition.

LA REDUCTION DE MOITIE DES POSSIBILITES D'AUGMENTATION DES TAUX DE CFE ET DE TFNB,  
PENDANT 3 ANS, EN CAS D'UTILISATION DES DISPOSITIONS DEROGATOIRES DU [1.2.]

▪ Lorsqu'au titre d'une année, il est fait application des dispositions du 1<sup>er</sup> ou du 2<sup>ème</sup> alinéa (*ci-dessus*), la **variation en hausse** du **taux** de la TH ou du **taux moyen** de la TH et des TF à prendre en compte, pour l'application du [1.1.], est **réduite de moitié** pendant les **3 années suivantes**, pour la détermination :

- du **taux** de la CFE,
- ou du **taux** de la TFNB.

L'IMPOSSIBILITE D'APPLIQUER LES DISPOSITIONS DEROGATOIRES DU [1.2.],  
PENDANT LES 3 ANNEES SUIVANT L'AUGMENTATION REDUITE DE MOITIE DU TAUX DE CFE OU DE TFNB

▪ Lorsqu'au titre d'une année, le **taux** de la CFE ou le **taux** de la TFNB a été **augmenté** dans ces conditions, il ne peut pas être fait application du 1<sup>er</sup> ou du 2<sup>ème</sup> alinéa pendant les **3 années suivantes**.

L'APPLICATION POSSIBLE D'UNE MAJORATION DE 5 %  
SI LE TAUX COMMUNAL DE CFE EST INFÉRIEUR AU TAUX MOYEN NATIONAL

▪ [1.3.] Pour les **communes**, lorsque le **taux** de la CFE ainsi déterminé est inférieur à la **moyenne** constatée pour cette taxe l'**année précédente** dans l'**ensemble des collectivités de même nature**, il peut faire l'objet d'une **majoration**, au plus égale à 5 % de cette **moyenne**, sans pouvoir la dépasser.

Cette **majoration** ne s'applique pas lorsque le **taux moyen pondéré (TMP)** des **3 autres taxes** (TH, TFB et TFNB) perçues au profit de la **collectivité considérée** est inférieur au **TMP** constaté l'**année précédente** pour ces 3 taxes dans l'**ensemble des collectivités de même nature**.

**Pour l'application en 2012 de cette disposition par une commune, les valeurs à retenir sont les suivantes :**

- **taux moyen communal proprement dit de CFE à ne pas dépasser : 24,61 % (24,38 % pour 2011),**
- **taux moyen pondéré des TF et de la TH : 17,81 % (17,77 % pour 2011),**
- **taux maximum de la majoration spéciale (24,61 % x 5 %) : 1,23 % (1,22 % pour 2011).**

**LES MODALITES D'APPLICATION DE LA MAJORATION POUR UNE COMMUNE MEMBRE D'UNE COMMUNAUTE URBAINE (SI LA TH DE CETTE COMMUNE REPRESENTE PLUS DES 3/4 DE LA TH COMMUNAUTAIRE)**

Lorsque le produit de la TH perçu l'année précédente par une communauté urbaine provient, pour plus des 3/4 de son montant total des impositions à cette taxe établies sur le territoire, d'une seule commune membre, le conseil municipal de celle-ci peut, pour l'application de la majoration, additionner :

- les taux des TF, de la TH et de la CFE perçues au profit de la commune,
- et les taux respectifs de ces mêmes taxes, votés l'année précédente par la communauté urbaine.

**LES CONDITIONS PARTICULIERES D'APPLICATION DE LA MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE LA CFE POUR LES COMMUNES AYANT ADHERE A UN EPCI**

▪ Dans les communes, membres d'un EPCI, qui, l'année de l'adhésion à l'EPCI et l'année suivante, ont rempli les conditions pour bénéficier des dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa du [I.3.] ci-dessus, le conseil municipal peut, à compter de la 2<sup>ème</sup> année suivant celle de l'adhésion, majorer le taux de CFE (selon les modalités prévues ci-dessus) lorsque, à compter de cette même année :

- le taux de la CFE déterminé en application du [I.1.] est inférieur à la moyenne constatée pour cette taxe l'année précédente dans l'ensemble des communes,
- et le TMP des 3 autres taxes (TH, TFB et TFNB) perçue au profit de la collectivité concernée est, au plus, inférieur de 20 % au TMP constaté l'année précédente pour ces 3 taxes dans l'ensemble des communes.

Ces règles sont applicables dans les communes qui ont adhéré à un EPCI à compter de 1995.

**L'APPLICATION POSSIBLE D'UNE MAJORATION SPECIALE DE 5 % DU TAUX DE CFE UNIQUE (S'IL EST INFERIEUR A 75 % DE LA MOYENNE DE SA CATEGORIE)**

▪ [I.5.] L'instance délibérante d'un EPCI faisant application de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) et dont le taux de CFE est inférieur à 75 % de la moyenne de sa catégorie constaté l'année précédente au niveau national peut fixer le taux de CFE dans cette limite, sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5 %.

- Les catégories mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa du [I.5.] (ci-dessus) s'entendent :
  - des communautés d'agglomération,
  - des communautés de communes faisant application de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique),
  - et des communautés urbaines faisant application ce même article.

☞ Cette disposition s'applique également aux EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone (activités économiques ou éoliennes).

<b>Pour l'application en 2012 de cette disposition par un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone, les valeurs à retenir sont les suivantes :</b>		
	<b>taux TP</b>	<b>75 % x taux TP</b>
<b>communautés urbaines à FPU</b>	<b>30,57 % (30,40 % pour 2011)</b>	<b>22,93 % (22,80 % pour 2010)</b>
<b>syndicats d'agglomération nouvelle</b>	<b>29,39 % (28,32 % pour 2011)</b>	<b>22,04 % (21,24 % pour 2010)</b>
<b>communautés d'agglomération</b>	<b>26,49 % (26,75 % pour 2011)</b>	<b>19,87 % (20,06 % pour 2010)</b>
<b>communautés de communes à FPU</b>	<b>23,97 % (23,87 % pour 2011)</b>	<b>17,98 % (17,90 % pour 2010)</b>
<b>communautés urbaines à FPZ</b>	<b>25,54 % (25,14 % pour 2011)</b>	<b>19,16 % (18,86 % pour 2010)</b>
<b>communautés de communes à FPZ</b>	<b>20,04 % (19,85 % pour 2011)</b>	<b>15,03 % (14,89 % pour 2010)</b>
<b>cté de cnes à fiscalité éolienne</b>	<b>20,58 % (21,77 % pour 2011)</b>	<b>15,44 % (16,33 % pour 2011)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>taux moyen de CFE à ne pas dépasser : 25,42 % (25,22 % pour 2011)</b></li> <li>- <b>taux moyen pondéré des TF et de la TH : 17,81 % (17,77 % pour 2011)</b></li> <li>- <b>taux maximum de la majoration spéciale (25,42 % x 5 %) : 1,27 % (1,26 % pour 2011)</b></li> </ul>		

☞ La déliaison partielle (dans la limite de 1,5 fois) instituée par la loi de finances 2005 (article 103), a été supprimée. Les possibilités de baisse des taux des impôts ménages sans conséquence sur les taux de la TP ont été maintenues, de même que les autres possibilités de déliaison dérogatoire (pour situations « atypiques »).

Par ailleurs, les taux de taxes ménages sont plafonnés (article 1636 B septies) à 2,5 fois le taux moyen national ou départemental correspondant (les plus élevé des deux). Celui de la CFE est plafonné à 2 fois le taux moyen national (comme le taux de TP actuel).

▪ **Pour l'application en 2012 des taux plafonds prévus à l'article 1636 B septies, les taux moyens nationaux (et les taux plafonds correspondants) à prendre en compte sont les suivants :**

- **taxe d'habitation : 23,76 % [taux plafond : 59,40 %] (23,54 % et 58,85 % pour 2011),**
- **taxe sur le foncier bâti : 19,89 % [taux plafond : 49,73 %] (19,67 % et 49,18 % pour 2011),**
- **taxe sur le foncier non bâti : 48,56 % [taux plafond : 121,40 %] (48,18 % et 120,45 % pour 2011),**
- **cotisation foncière des entreprises : 25,42 % [taux plafond : 50,84 %] (25,22 % et 50,44 % pour 2011).**

#### LE CAS PARTICULIER DE TAUX OU DE BASES NULS DE CFE L'ANNEE PRECEDENTE DANS UNE COMMUNE

▪ **[I bis.1.]** Dans les **communes** où le **taux** ou les **bases de CFE** étaient **nuls l'année précédente**, le conseil municipal **peut fixer** le **taux** de cette taxe.

Toutefois, le **rapport** entre le **taux** ainsi **voté** et le **taux moyen constaté** pour la **CFE** l'année précédente dans l'**ensemble des communes** ne doit **pas excéder** le **rapport** entre :

- le **taux moyen** de la **TH** et des **TF**, **pondéré** par l'importance relative des **bases de ces trois taxes** dans la commune pour l'année d'imposition,
- et le **taux moyen pondéré** de ces **trois taxes** constaté l'année précédente dans l'**ensemble des communes**.

#### LE CAS PARTICULIER DE TAUX OU DE BASES NULS DE CFE L'ANNEE PRECEDENTE DANS UNE COMMUNAUTE A FA

▪ **[I bis.2.]** Dans une **communauté à fiscalité additionnelle** où le **taux** de la **CFE** était **nul l'année précédente**, l'organe délibérant de cette communauté **peut fixer** le **taux** de cette taxe.

Toutefois, le **rapport** entre le **taux** ainsi **voté** et le **taux moyen constaté** pour la **CFE** l'année précédente dans l'**ensemble des communes membres de la communauté** ne doit **pas excéder** le **rapport** entre :

- le **taux moyen** de la **TH** et des **TF**, **pondéré** par l'importance relative des **bases de ces trois taxes** dans la communauté pour l'année d'imposition,
- et le **taux moyen pondéré** de ces **trois taxes** constaté l'année précédente dans l'**ensemble des communes membres de la communauté**.

☞ Le mécanisme de **taux nul** a parfois été utilisé dans des cas très exceptionnels de distorsion importante entre les **taux ménages** et **entreprises**, pour **refixer l'année suivante un taux de TP plus en rapport** avec les **taux ménages de la collectivité** et le **taux de TP moyen national**. Mais cette disposition dérogatoire comportait un **risque important**, notamment en cas de **changement des « règles du jeu »** au cours de l'année où le **taux** a été voté avec un **taux 0** (nouvelles exonérations éventuelles non compensées...).

#### LE CAS PARTICULIER DE TAUX OU DE BASES NULS DE TFNB L'ANNEE PRECEDENTE

▪ **[I ter.1.]** Dans les **communes** où le **taux** ou les **bases** de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** étaient **nuls l'année précédente**, le conseil municipal **peut fixer** le **taux** de cette taxe.

Toutefois, le **rapport** entre le **taux** ainsi **voté** et le **taux moyen constaté** pour la **TFNB** l'année précédente dans l'**ensemble des communes** ne doit **pas excéder** le **rapport** entre :

- le **taux de TH** de la commune pour l'**année d'imposition**,
- et le **taux moyen constaté** pour la **TH** l'**année précédente** dans l'**ensemble des communes**.

☞ Le **taux maximum de TFPNB**, dans une commune où le **taux** ou les **bases** de cette taxe étaient **nuls l'année précédente**, est ainsi calculé :

$$\boxed{\text{taux TFPNB (année } n)} \leq \frac{\boxed{\text{taux communal TH (année } n)}}{\boxed{\text{taux moyen national TH (année } n - 1)}} \times \boxed{\text{taux moyen national TFPNB (année } n - 1)}$$

- [I ter.2.] Dans une communauté à fiscalité additionnelle où le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties était nul l'année précédente, l'organe délibérant de la communauté peut fixer le taux de cette taxe.

Toutefois, le rapport entre le taux ainsi voté et le taux moyen constaté pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de la communauté ne doit pas excéder le rapport entre :

- le taux de TH de la communauté pour l'année d'imposition,
- et le taux moyen constaté pour la TH l'année précédente dans l'ensemble des communes membres de la communauté.

- L'alinéa précédent est applicable aux communautés soumis à l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique et donc fiscalité mixte).

☞ Le taux maximum de TFPNB, dans une communauté à fiscalité additionnelle (ou à fiscalité professionnelle unique) où le taux de TFPNB était nul l'année précédente, est ainsi calculé :

$$\boxed{\text{taux TFPNB (année n)}} \leq \frac{\boxed{\text{taux intercommunal TH (année n)}}}{\boxed{\text{taux moyen TH des communes membres (année n - 1)}}} \times \boxed{\text{taux moyen TFPNB des communes membres (année n - 1)}}$$

**LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX DES 4 TAXES PAR UN EPCI  
L'ANNEE SUIVANT CELLE DE SA CREATION OU CELLE OU LES TAUX ETAIENT NULS**

- [II.] En cas de création d'un EPCI à fiscalité propre, les rapports entre les taux des 4 taxes établies par l'EPCI doivent être égaux, la 1<sup>ère</sup> année, aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

- Les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa (ci-dessus) sont applicables l'année qui suit celle au titre de laquelle l'EPCI a voté un taux égal à zéro pour les 4 taxes.

**LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION POUR LES EPCI  
LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE OU DE ZONE ET POUR LEURS COMMUNES MEMBRES**

[article 1636 B *decies* du CGI]

**LA FIXATION DES TAUX DE TF ET DE TH PAR LES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI  
LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE**

- [I.] Les communes membres d'un EPCI soumis à l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) votent les taux des TF et de la TH, conformément aux dispositions applicables aux communes (voir article 1636 B *sexies* ci-dessus).

**LA FIXATION DU TAUX DE TFNB PAR LES COMMUNES MEMBRES  
D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE LEVANT POUR LA 1ERE FOIS LA FPU**

- Toutefois, pour les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle qui devient soumis aux dispositions de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique), et pour la 1<sup>ère</sup> année d'application de ces dispositions, le dernier alinéa du [I.1.] de l'article 1636 B *sexies* (limitation de l'évolution du taux de TFNB par rapport à celle du taux de TH) n'est pas applicable lorsque le taux de TFNB voté l'année précédente par la commune est inférieur de plus d'1/3 au taux moyen constaté la même année au niveau national dans l'ensemble des collectivités de même nature.

**Pour l'application de cette disposition en 2012, le taux communal de foncier non bâti de 2011 devait être inférieur à 32,37 % (48,56 % x 2/3).**

**LES MODALITES DE VOTE DU TAUX DE CFE UNIQUE OU DE ZONE**

- [II.] Les EPCI faisant application de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) ou de l'article 1609 *quinquies* C (fiscalité professionnelle de zone) votent le taux de CFE dans les limites définies :

- au [I.1.b.] de l'article 1636 B *sexies* (variation dans la limite de celle du taux de TH ou du TMP des 3 taxes ménages),
- au [I.2.] du même article (diminution possible de chacun des taux d'impôts ménages, jusqu'au niveau de son taux moyen national, sans diminution obligatoire du taux de CFE),
- au [I.3.] du même article (majoration spéciale du taux de CFE, pour la CFE de zone),
- au [I.5.] du même article (majoration spéciale du taux CFE unique),
- et à l'article 1636 B *septies* (plafonnement du taux de CFE à 2 fois le taux moyen national).

**LA NON OBLIGATION DE DIMINUER LE TAUX DE CFE UNIQUE OU DE ZONE EN CAS DE DIMINUTION DES IMPOTS MENAGES**

- Toutefois, ne s'applique **pas** l'**obligation** (prévue au [I.1.b.] de l'article 1636 B *sexies*) de **diminuer** le **taux de CFE** dans une **proportion au moins égale** :
  - soit à la **diminution** du **taux de TH** ou à celle du **TMP** de la **TH** et des **TF**,
  - soit à la **plus importante** de ces **diminutions**, lorsque ces **deux taux** sont en **baisse**.

**LES MODALITES DE PRISE EN COMPTE DES TAUX DE TAXE D'HABITATION  
OU DU TAUX MOYEN PONDERE DES IMPOTS MENAGES DE L'ANNEE PRECEDENTE**

- Pour l'**application** du [I.1.b.], du [I.2.], du [I.3.] et du [I.5.] de l'article 1636 B *sexies* :
  - [1°] le **taux** de la **TH** est **égal** au **taux moyen** de cette **taxe constaté** dans l'**ensemble des communes membres** de l'**EPCI**.  
Pour les **EPCI** faisant application des **dispositions** du [II.] de l'article 1609 *nonies C* (*fiscalité mixte*), le **TMP** tient compte du **produit perçu** par l'**EPCI**,
  - [2°] le **TMP** de la **TH** et des **TF** est **égal** à la **somme des taux moyens** constatés pour chacune de ces taxes dans l'**ensemble des communes membres** de l'**EPCI** (**pondérés** par l'importance relative des bases de ces 3 taxes pour l'**année** visée au [3°] ci-après).  
Toutefois, pour l'**application** du [I.3.] de l'article 1636 B *sexies* (*majoration spéciale du taux de CFE*), pour le **calcul** des **TMP** constatés pour chacune de ces taxes, il n'est **pas tenu compte** des **taux inférieurs** aux **3/4** du **TMP** des **communes membres** du groupement constaté pour **chaque taxe** l'année précédente.  
Pour les **EPCI** qui font **application** des **dispositions** du [II.] de l'article 1609 *nonies C* (*fiscalité mixte*), le **TMP** **tient compte** du **produit** perçu par l'**EPCI**.
  - [3°] la **variation des taux** définis aux [1°] et [2°] ci-dessus est celle **constatée** l'année précédant celle au titre de laquelle l'**EPCI** vote son **taux de CFE** ou celui applicable dans la **zone d'activités économiques (ZAE)**

**LA PRISE EN COMPTE DE LA VARIATION DES TAUX DES IMPOTS MENAGES DE L'AVANT-DERNIERE ANNEE,  
LORSQUE CEUX-CI N'ONT PAS VARIE LA DERNIERE ANNEE**

- Lorsque les **taux** définis aux [1°] et [2°] ci-dessus n'ont **pas varié** l'année précédant celle au titre de laquelle l'**EPCI** vote son **taux de CFE** ou celui applicable dans la **ZAE**, la **variation** prise en compte est celle **constatée** au titre de l'**antépénultième** (*avant-dernière*) **année**.

**LA PRISE EN COMPTE DU TAUX MOYEN NATIONAL DE CFE DES COMMUNES ET DES EPCI  
POUR L'APPLICATION DE LA MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE**

- [III.] Pour l'**application** du [I.3.] de l'article 1636 B *sexies* (*majoration spéciale du taux de CFE*), le **taux de CFE** à **prendre en compte** correspond au **taux moyen national constaté** pour cette **taxe l'année précédente** pour les **communes** et leurs **EPCI**.

**LA POSSIBILITE D'APPLIQUER UNE MAJORATION, AU TAUX MAXIMUM DE CFE,  
PENDANT LES 3 ANNEES SUIVANT CELLE AU COURS DE LAQUELLE ELLE N'A PAS ETE UTILISEE**

- [IV.] A compter de 2004, pour les **EPCI** visés au [II.] du **présent article** (*ceux levant la fiscalité professionnelle unique et de zone*), **peut** être (sous réserve des **dispositions** de l'article 1636 B *septies* - *plafonnement du taux de CFE à 2 fois le taux moyen national* -) **ajoutée**, partiellement ou totalement, au **taux de CFE** voté par l'**EPCI** au titre de l'**une des 3 années suivantes** la **différence constatée** au titre d'une année entre :
  - le **taux maximum** de **CFE** résultant des **dispositions** du 2<sup>ème</sup> alinéa du [I.1.b.] de l'article 1636 B *sexies* (*variation différenciée des taux des 4 taxes*),
  - et le **taux de CFE voté conformément** à ces **mêmes dispositions**.
- La **majoration** du **taux de CFE** dans les **conditions** visées au 1<sup>er</sup> alinéa (*ci-dessus*) n'est **pas applicable** l'**année** au titre de laquelle l'**EPCI** fait **application** des **dispositions** :
  - du [I.3.] (*majoration spéciale du taux de CFE*),
  - du [I.4.a.] de l'article 1636 B *sexies* (*le [I.4.] (évolution dans la limite d'1,5 fois - disposition en fait abrogée...)*),
  - du 2<sup>ème</sup> alinéa du [II.] du **présent article 1636 B decies** (*non obligation de diminuer le taux de CFE unique ou de zone en cas de diminution des impôts ménages*),
  - du **dernier alinéa** du [II.] du **présent article 1636 B decies** (*prise en compte de la variation des taux des impôts ménages de l'avant-dernière année, lorsque ceux-ci n'ont pas varié la dernière année*).

- Les **décisions** relatives aux **taux transmis aux services fiscaux** (dans les **conditions** prévues au [I.] de l'**article 1639 A -avant le 31 mars**, en fait dans les 15 jours suivant la date limite de vote -) doivent **indiquer** :
  - le **montant à reporter** conformément au **1<sup>er</sup> alinéa** du présent [IV.],
  - ainsi que les **modalités** selon lesquelles le **taux de l'année** est **majoré** dans les **conditions** prévues **audit alinéa**.

**LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FIXATION DE ZONES OU DES TAUX DIFFERENTS  
DE TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) PEUVENT ETRE VOTES**

[article 1636 B *undecies* du CGI]

**Ce nouvel article regroupe les dispositions concernant les modalités de fixation de zones où des taux différents de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) peuvent être votés. Auparavant, celles-ci étaient dispersées dans plusieurs articles du CGI.**

**LE VOTE DU (DES) TAUX DE TEOM AVANT LE 31 MARS**

- [1.] Les **communes** et leurs **EPCI** ayant institué la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**, conformément aux **articles 1379-0 bis, 1520 et 1609 quater**, votent le **taux** de cette taxe, dans les conditions fixées à l'**article 1639 A**.
  - ☞ *Les taux de TEOM doivent être votés, comme les budgets primitifs, avant le 31 mars de chaque année (sauf cas dérogatoires). L'article 1639 A précise même (à tort) que les collectivités « font connaître aux services fiscaux, avant le 31 mars, les décisions relatives aux taux... »*

**LA POSSIBILITE DE FIXER DES ZONES DE PERCEPTION AVEC DES TAUX DIFFERENTS**

- [2. 1<sup>er</sup> alinéa] Ils peuvent **définir**, dans les **conditions** prévues au [II.1.] de l'**article 1639 A bis (avant le 15 octobre)**, des **zones de perception** de la **TEOM**, sur lesquelles ils votent des **taux différents**, en vue de **proportionner** le montant de la **taxe** à l'**importance du service rendu**, apprécié en fonction :
  - des **conditions de réalisation du service**,
  - et de son **coût**.
  - ☞ *Les délibérations relatives aux zonages doivent être prises avant le 15 octobre d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante.*
  - En ce qui concerne le zonage permettant de proportionner le montant de la taxe à l'importance du service rendu (anciens articles 1636 B sexies III.2° et 1609 quater 6<sup>ème</sup> alinéa, la circulaire ministérielle du 15 juillet 2005 indique, page 32, que « pour le législateur, la prise en compte de la notion de coût du service comme critère de son importance peut notamment permettre aux collectivités de définir un taux de TEOM en fonction du coût du service par habitant dans chaque zone et de refléter ainsi indirectement les disparités de valeur locative moyenne par habitant entre les différentes zones définies conformément aux commentaires précédents ». Il aurait été intéressant que cette précision soit insérée dans le nouvel article relatif à la TEOM...*

**LA POSSIBILITE DE DEFINIR UNE ZONE AUTOUR D'UNE INSTALLATION DE TRANSFERT  
OU D'ELIMINATION DES DECHETS, AVEC UN TAUX DIFFERENT**

Les **communes** ou les **EPCI** sur le territoire desquels est située une **installation de transfert ou d'élimination des déchets** (prévue par un **plan départemental** d'élimination des déchets ménagers) peuvent également **définir** une **zone**, d'un **rayon d'1 kilomètre maximum**, sur laquelle ils votent un **taux différent**.

Dans ce cas, la **commune** ou l'**EPCI** ne peut **pas définir** sur ce périmètre des **zones en fonction de l'importance du service rendu**.

**LA POSSIBILITE POUR UN EPCI DE VOTER DES TAUX DIFFERENTS, PENDANT 10 ANS AU MAXIMUM,  
EN VUE D'HARMONISER LE MODE DE FINANCEMENT DU SERVICE**

- [2. 2<sup>ème</sup> alinéa] Toutefois, à **titre dérogatoire**, l'**EPCI** ayant institué la taxe **peut**, pour une **période** qui ne peut **pas excéder 10 ans**, voter des **taux différents** sur son périmètre, afin de **limiter** les **hausse de cotisations** liées à l'**harmonisation du mode de financement**.
  - ☞ *La délibération qui institue le zonage en vue d'une harmonisation progressive des taux de TEOM, prise par le conseil communautaire ou le comité syndical, doit fixer le périmètre des zones. Une zone peut être constituée :*
    - *par une ou plusieurs parties d'une commune (en cas de combinaison avec le zonage pour différence de service rendu),*
    - *par une seule commune,*
    - *par plusieurs communes (ou par plusieurs parties de plusieurs communes).*



Il n'y a pas de justification à produire pour établir le lissage des taux. La circulaire du 15 juillet 2005 précise que :

- la législation n'impose aucune obligation en matière de méthode d'harmonisation,
- les groupements disposent d'une entière liberté.

Cette dérogation peut également être mise en œuvre en cas de **rattachement** d'une ou plusieurs **communes**. L'**EPCI** décide, dans les **conditions** prévues au [II.1.] de l'**article 1639 A bis** (*jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle du rattachement*) :

- de l'**application** de ce **dispositif**,
- et de la **délimitation** des **zones** sur lesquelles des **taux différents** sont votés.

**LA FIXATION PAR UN SYNDICAT MIXTE DE ZONES DE PERCEPTION A TAUX DIFFERENTS,  
LORSQUE LES COMMUNAUTES MEMBRES ONT OPTÉ POUR LE REGIME DEROGATOIRE N°2  
(PERCEPTION DE LA TAXE EN LIEU ET PLACE DU SYNDICAT MIXTE)**

- **[3.]** Pour l'application du **[2.]** ci-dessus :
  - **[a.]** pour les **EPCI (à fiscalité propre)** qui perçoivent la taxe dans les conditions prévues au **[VI.2.b.]** de l'**article 1379-0 bis** (*application du « régime dérogatoire n° 2 »*), le **syndicat mixte** définit, dans les **conditions** prévues au **[II.1.]** de l'**article 1639 A bis** (*avant le 15 octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante*), les **zones de perception** de la taxe en fonction de l'**importance du service rendu**.

Il décide, dans les **mêmes conditions** :

- de l'application du **[2. 2<sup>ème</sup> alinéa]** ci-dessus (*vote de **taux différents** pendant **10 ans** au **maximum**, en vue d'une **harmonisation** du mode de financement*),
- et du **périmètre** sur lequel ce **dispositif** est mis en œuvre.

**L'ANNEE DE DEBUT D'APPLICATION DE TAUX DIFFERENTS DE TEOM**

- **[b.]** la **période** durant laquelle des **taux différents** peuvent être **votés** en application du **[2. 2<sup>ème</sup> alinéa]** (*ci-dessus*) s'applique :
  - à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2005**, pour tous les **syndicats de communes** et **syndicats mixtes** qui perçoivent la **TEOM** à cette date,
  - à compter de la **1<sup>ère</sup> année** au titre de laquelle l'**EPCI** perçoit la **TEOM**, pour ceux qui se mettent **en conformité** avec la **loi n° 99-586 du 12 juillet 1999** (*renforcement et simplification de la coopération intercommunale*), ainsi que pour les **groupements nouvellement constitués**,
  - à compter de l'**année qui suit** celle du **rattachement**, en cas de rattachement de communes.

**LA SIMULTANEITE POSSIBLE DE ZONAGES A BUTS DIFFERENTS**

- **[c.]** les **1<sup>er</sup>** et **2<sup>ème</sup> alinéas** du **[2.]** (*ci-dessus*) peuvent être **appliquées simultanément** (*zonage en fonction du service et du coût, zonage autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets - la dernière phrase du [2. 1<sup>er</sup> alinéa] indique le contraire... -, zonage en vue de l'harmonisation du mode de financement*).

**LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA TEOM, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE,  
PAR UNE COMMUNAUTE DE COMMUNES SE SUBSTITUANT A UN SYNDICAT DE COMMUNES**

- **[4.]** Par **exception** au **[2.]** (*ci-dessus*), les **communautés de communes** instituant la **TEOM** dans les **conditions** prévues au **[VI. 1. 2°]** de l'**article 1379-0 bis** (*nouvelle communauté se substituant à un syndicat intercommunal percevant, sur les mêmes communes, la TEOM*), ne peuvent, la **1<sup>ère</sup> année**, voter que le **taux** de cette taxe, à l'**exclusion** de toute **modification** de ses **règles d'établissement** (*ex : zonage*).

Toutefois, lorsque la **transformation** est intervenue **postérieurement** au **15 octobre**, les **zones de perception** en fonction de l'**importance du service rendu** instituées par le **syndicat** avant sa **transformation** en communauté de communes restent **applicables** l'**année qui suit** cette **transformation**.

**LA FIXATION DU TARIF DE LA PART INCITATIVE AVANT LE 31 MARS**

- **[5.]** Les **communes** et les **EPCI** ayant institué la **part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères** conformément à l'**article 1522 bis** votent le **tarif** de cette **part** dans les **conditions** prévues à l'**article 1639 A**.

☞ *En vertu de cet article, les collectivités concernées font connaître aux services fiscaux (en fait : votent...), avant le 31 mars de chaque année, les décisions relatives soit aux taux, soit aux produits, selon le cas, des impositions directes perçues à leur profit.*

## LA LIMITATION DU PRODUIT DE LA TEOM LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE D'APPLICATION DE LA PART INCITATIVE

- [6.] La 1<sup>ère</sup> année d'application des dispositions de l'article 1522 bis, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut pas excéder le produit total de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux au titre de l'année précédente.

☞ Ainsi, la 1<sup>ère</sup> année d'application de la part incitative, le produit de la TEOM (y compris cette part incitative) ne pourra pas dépasser celui de l'année précédente.

Cette disposition, prévue pour que, globalement, les redevables ne subissent pas une augmentation du montant de la TEOM, ne tient toutefois pas compte de l'évolution des bases (à la hausse ou à la baisse), ni de la revalorisation forfaitaire annuelle (ex : + 1,80 % pour 2012). Le Sénat avait proposé une hausse pouvant atteindre 10 % du produit antérieur, ce qui aurait été difficilement compatible avec l'objectif d'incitation. La référence aux bases antérieures, plutôt qu'aux produits, aurait certainement été plus juste.

## LES CONSEQUENCES, SUR LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION, D'UNE FUSION D'EPCI A FISCALITE PROPRE

[article 1638-0 bis du CGI]

### L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE ADDITIONNELLE EN CAS DE FUSION D'EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE

- [I.] En cas de fusion d'EPCI à fiscalité propre additionnelle, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'EPCI issu de la fusion est soumis de plein droit au régime de la fiscalité additionnelle, sauf délibération du conseil communautaire optant pour le régime prévu à l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique), statuant à la majorité simple de ses membres, prise au plus tard le 31 décembre de l'année de la fusion.

Il en est de même en cas de fusion d'EPCI à fiscalité additionnelle sans fiscalité propre (syndicats de communes).

### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX DE FISCALITE ADDITIONNELLE LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE

- Les taux de fiscalité additionnelle de l'EPCI issu de la fusion sont fixés la 1<sup>ère</sup> année suivant celle de la fusion selon les modalités suivantes :

- [1°] soit dans les conditions prévues par le [I.] de l'article 1636 B sexies.  
Pour l'application de cette disposition, les taux de l'année précédente sont égaux au taux moyen de chaque taxe des EPCI à fiscalité propre additionnelle, pondéré par l'importance des bases de ces EPCI  
Dans le cas d'une fusion entre un EPCI à fiscalité propre additionnelle et un syndicat sans fiscalité propre, les taux retenus sont ceux de l'EPCI à fiscalité propre additionnelle.

Toutefois, des taux d'imposition de TH, de TF et de CFE différents peuvent être appliqués sur le territoire des EPCI préexistants, pour l'établissement des 12 premiers budgets de l'EPCI issu de la fusion.

Cette procédure d'intégration fiscale progressive doit être précédée d'une homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la TH.

Cette décision est prise :

- soit par délibérations concordantes des EPCI préexistants avant la fusion,
- soit par une délibération de l'EPCI issu de la fusion.

Les différences qui affectent les taux d'imposition appliqués sur le territoire des EPCI préexistants sont :

- réduites chaque année d'1/13<sup>ème</sup>,
- et supprimées à partir de la 13<sup>ème</sup> année.

Le 2<sup>ème</sup> alinéa du présent [I.1°] n'est pas applicable lorsque, pour chacune des taxes en cause, le taux d'imposition appliqué dans l'EPCI préexistant le moins imposé était égal ou supérieur à 80 % du taux d'imposition correspondant appliqué dans l'EPCI le plus imposé pour l'année antérieure à l'établissement du 1<sup>er</sup> des 12 budgets susvisés.

- [2°] soit dans les conditions prévues par le [II.] de l'article 1636 B sexies.  
Pour l'application de cette disposition, le taux moyen pondéré de chacune des 4 taxes tient compte des produits perçus par les EPCI préexistants.

### LES MODALITES DE FIXATION DU TAUX DE CFE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE, EN CAS D'OPTION POUR LA FPU

- Lorsque l'EPCI issu de la fusion opte pour le régime prévu à l'article 1609 nonies C, le taux de la CFE qu'il vote la 1<sup>ère</sup> année ne peut pas excéder le taux moyen de la CFE constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Le taux moyen pondéré tient compte des produits perçus par les EPCI préexistants.

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION A COMPTER DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE

▪ A compter de la 2<sup>ème</sup> année suivant celle de la fusion, les taux de l'EPCI issu de cette fusion sont fixés en application de l'article 1636 B *decies* s'il relève du régime prévu à l'article 1609 *nonies* C (*fiscalité professionnelle unique* »).

☞ L'article 1636 B *decies* détermine les modalités de fixation des taux d'imposition pour les EPCI levant la FPU ou la FPZ et pour leurs communes membres.

#### L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE, EN CAS DE FUSION D'EPCI A FPZ

DEL [II.] En cas de fusion d'EPCI soumis à l'article 1609 *quinquies* C, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'EPCI issu de la fusion est soumis de plein droit au régime prévu par ces mêmes dispositions, sauf délibération du conseil communautaire optant pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C, statuant à la majorité simple de ses membres, prise au plus tard le 31 décembre de l'année de la fusion.

Il en est de même en cas de fusion :

- d'une part, d'EPCI faisant application du régime prévu à l'article 1609 *quinquies* C (*fiscalité professionnelle de zone*),
- et, d'autre part, d'EPCI à fiscalité propre additionnelle ou sans fiscalité propre (*syndicats*).

#### LES MODALITES DE FIXATION DU TAUX DE CFE DE ZONE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE

▪ Pour la 1<sup>ère</sup> année suivant celle de la fusion :

- [1°] le taux de la CFE de zone, ainsi que le taux de la CFE afférent aux éoliennes votés par l'EPCI issu de la fusion ne peuvent pas excéder le taux moyen de la CFE constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Le taux moyen pondéré tient compte :

- des produits perçus par les EPCI préexistants,
  - et des bases imposées à leur profit en application de l'article 1609 *quinquies* C.
- Toutefois, lorsque ce taux moyen pondéré est inférieur à un ou aux taux de la CFE de zone, l'EPCI issu de la fusion peut décider de fixer son taux dans la limite du ou des taux de la CFE de zone votés l'année précédente par les EPCI préexistants.

Il en est de même pour le taux de la CFE afférent aux éoliennes.

Le [III.1.b.] de l'article 1609 *quinquies* C est applicable à l'EPCI issu de la fusion.

Dans le cas d'EPCI préexistants faisant application du dispositif de réduction des écarts de taux, il est tenu compte du taux effectivement appliqué sur le territoire de la commune au titre de l'année précédente,

#### LES MODALITES DE FIXATION DU TAUX ADDITIONNEL DE CFE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE

- [2°] Le [I.] est applicable aux bases d'imposition à la CFE autres que celles soumises à l'article 1609 *quinquies* C.

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX DE CFE UNIQUE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE, EN CAS D'OPTION POUR LA FPU

▪ Lorsque l'EPCI issu de la fusion opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C (*fiscalité professionnelle unique*), le taux de la CFE qu'il vote la 1<sup>ère</sup> année ne peut pas excéder le taux moyen de la CFE constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Le taux moyen pondéré tient compte :

- des produits perçus par les EPCI préexistants,
- et des bases imposées à leur profit en application de l'article 1609 *quinquies* C.

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION A COMPTER DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE

▪ A compter de la 2<sup>ème</sup> année suivant celle de la fusion, les taux de l'EPCI issu de la fusion applicables aux bases d'imposition autres que celles soumises à l'article 1609 *quinquies* C sont fixés dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1636 B *sexies*.

Pour les bases soumises à l'article 1609 *quinquies* C et dans le cas où l'EPCI relève du régime prévu à l'article 1609 *nonies* C, le taux de la CFE est fixé en application des articles 1636 B *decies* et 1609 *nonies* C.

**L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE EN CAS DE FUSION D'EPCI  
(DONT UN AU MOINS LEVE LA FPU)**

- **[III.]** En cas de **fusion d'EPCI** soumis à l'**article 1609 nonies C**, réalisée dans les **conditions** prévues par l'**article L. 5211-41-3** du **CGCT**, l'**EPCI issu de la fusion** est **soumis de plein droit** au **régime** prévu par ces mêmes dispositions.

Il en est de même en cas de fusion :

- d'une part, d'EPCI soumis à l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*),
- et, d'autre part, d'EPCI à **fiscalité propre additionnelle** faisant ou non application de l'**article 1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone*) ou d'EPCI **sans fiscalité propre** (*syndicats à contributions fiscalisées*).

**LES MODALITES DE FIXATION DU TAUX DE CFE UNIQUE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE**

- Pour la **1<sup>ère</sup> année** suivant celle de la **fusion**, le **taux** de la **CFE** voté par l'**EPCI issu de la fusion** ne peut **pas excéder** le **taux moyen** de cette taxe constaté l'**année précédente** dans les **communes membres**, **pondéré** par l'importance relative des **bases** imposées sur le territoire de ces communes.

Le **taux moyen pondéré** tient compte :

- des **produits** perçus au profit des **EPCI préexistants**,
- et des **bases imposées** à leur profit en **application** de l'**article 1609 nonies C** ou de l'**article 1609 quinquies C**.

Les **articles 1636 B decies** et **1609 nonies C** s'appliquent à ce **taux moyen pondéré**.

**LE RAPPROCHEMENT PROGRESSIF DES TAUX DE CFE**

- Le **[b.]** et les **1<sup>er</sup>** et **3<sup>ème</sup>** alinéas du **[III. 1<sup>o</sup> c.]** de l'**article 1609 nonies C** sont **applicables** à l'**EPCI issu de la fusion**.

Pour l'**application** de ces **dispositions**, il est **tenu compte** du **taux constaté** dans **chaque zone** et du **taux effectivement appliqué** sur le territoire de la **commune** au titre de l'**année précédente** pour les **EPCI préexistants** faisant **application** du **dispositif de réduction des écarts de taux**.

**LA FIXATION DES TAUX DE TH ET DE TF LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE**

- Pour la **1<sup>ère</sup> année** suivant celle de la **fusion**, les **taux** de la **TH** et des **TF** de l'**EPCI issu de la fusion** sont **fixés** :
- **[1<sup>o</sup>]** soit dans les **conditions** prévues aux **articles 1636 B sexies** (à l'**exclusion** du **[I.1.a.]**) et **1636 B decies**.  
Pour l'**application** de cette disposition, les **taux** de l'**année précédente** sont **égaux** au **taux moyen** de **chaque taxe des EPCI à fiscalité propre**, **pondéré** par l'**importance des bases** de ces **EPCI**.  
Dans le cas d'une **fusion** entre un **EPCI à fiscalité propre** et un **EPCI sans fiscalité propre** (*syndicat*), les **taux retenus** sont **ceux de l'EPCI à fiscalité propre**.

☞ L'Assemblée Nationale a ajouté la référence aux dispositions de l'article 1636 B sexies du CGI (à l'exception du [I.1.a.]). Cet article détermine les modalités générales de fixation des taux d'imposition par les communes membres et les EPCI à fiscalité propre. Le [I.1.a.] de cet article, qui n'est pas applicable dans le cadre du [III.] de l'article 1638-0 bis, concerne la variation proportionnelle des taux des 4 taxes.

**LA FIXATION DEROGATOIRE DES TAUX DE TH ET DE TF PENDANT LES 12 PREMIERES ANNEES  
(APRES HOMOGENEISATION DES ABATTEMENTS)**

**Par dérogation**, des **taux d'imposition de TH et de TF différents** peuvent être **appliqués selon le territoire des EPCI préexistants**, pour l'**établissement** des **12 premiers budgets** de l'**EPCI issu de la fusion**.

Toutefois, cette **procédure d'intégration fiscale progressive** doit être **précédée** d'une **homogénéisation des abattements** appliqués pour le calcul de la **taxe d'habitation**.

Cette **décision** est **prise** :

- soit par **délibérations concordantes** des **EPCI préexistants avant la fusion**,
- soit par une **délibération de l'EPCI issu de la fusion**.

Les **différences** qui affectent les **taux d'imposition** appliqués sur le **territoire des EPCI préexistants** :

- sont **réduites** chaque année d'**1/13<sup>ème</sup>**,
- et **supprimées** à partir de la **13<sup>ème</sup> année**.

Le **2<sup>ème</sup> alinéa** du présent **[1<sup>o</sup>]** n'est **pas applicable** lorsque, pour **chacune des taxes** en cause, le **taux d'imposition** appliqué dans l'**EPCI préexistant le moins imposé** était **égal ou supérieur à 80 %** du **taux d'imposition** correspondant **appliqué dans l'EPCI le plus imposé** pour l'**année antérieure** à l'**établissement** du **1<sup>er</sup> des 12 budgets** susvisés ;

**LES MODALITES DE PRISE EN COMPTE, DANS LE TAUX MOYEN PONDERE DE TAXE D'HABITATION,  
DU PRODUIT RESULTANT DU TRANSFERT DE LA PART DEPARTEMENTALE**

Dans le cas d'une **fusion** visée à la **dernière phrase** du **1<sup>er</sup> alinéa** du présent **[III.]** (*surlignée en gris ci-dessus*) impliquant un **EPCI** qui faisait application en **2011** de l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*), le **taux moyen pondéré de taxe d'habitation** mentionné au **1<sup>er</sup> alinéa** du présent **[1°]** tient compte du **produit** résultant du **transfert de la part départementale** de cette **taxe d'habitation** perçu par les **communes** qui en **2011** étaient :

- **isolées,**
  - ou **membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle** faisant ou non application de l'**article 1609 quinquies C** (*fiscalité professionnelle de zone*).
- **[2°]** soit dans les **conditions** prévues au **2<sup>ème</sup> alinéa** du **[II.]** de l'**article 1609 nonies C**.  
Pour l'**application** de cette disposition, le **taux moyen pondéré de chacune des 3 taxes (ménages)** tient compte des **produits perçus par les EPCI préexistants** ;

**LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION A COMPTER DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE D'IMPOSITION**

- A compter de la **2<sup>ème</sup> année** suivant celle de la **fusion**, les **taux** de la **CFE**, de la **TH** et des **TF** de l'**EPCI** sont **fixés** conformément aux **articles 1636 B. sexies** (à l'**exclusion** du **[I.1.a.]**), **1636 B decies** et **1609 nonies C**.

☞ Les dispositions ci-dessus (8 alinéas), issues du **[VII.]** de l'article 44 de la **4<sup>ème</sup> LFR 2011** et de l'article 29-I.3°a de la **1<sup>ère</sup> LFR 2012**, s'appliquent à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2012**.

Aux termes du **[III.1°]** de l'article 1638-0 bis, le **taux de taxe d'habitation** de l'**EPCI** issu d'une fusion entre un **EPCI à FPU** et un **EPCI à FA** ou sans fiscalité propre est calculé, l'année qui suit celle de la fusion, à partir des **taux moyens pondérés (TMP)** des **EPCI à fiscalité propre** participant à la fusion, tels qu'ils s'établissaient l'année de la fusion.

Ainsi, le **TMP** de **TH** tient compte des **produits perçus** par les **EPCI préexistants**, c'est à dire notamment, pour l'**EPCI à FPU**, de la **part départementale** de **TH** et pour l'**EPCI à FA**, de la **fraction** de la **part départementale** de **TH**.

En revanche, il ne tient pas compte de la **fraction** de la **part départementale** de **TH** de la **commune** membre de l'**EPCI à FA**.

Dès lors, pour calculer le **TMP** servant à la fixation du **taux** de **TH** de l'**EPCI** issu de la fusion, il est nécessaire de tenir compte également de la **part départementale** de **TH** anciennement transférée aux **communes** qui se rattachent à l'**EPCI à FPU**.

Cela permet d'assurer la **cohérence** du **TMP** avec les **taux** appliqués sur le territoire des **EPCI** et des **communes** participant à la fusion et ainsi d'éviter que le **TMP** ne soit artificiellement diminué entraînant de fait une **perte** de **produit** de **taxe d'habitation** pour l'**EPCI**.

**LA REDUCTION DU TAUX COMMUNAL DE LA TAXE D'HABITATION DES COMMUNES MEMBRES EN 2011  
D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE QUI FUSIONNE ENSUITE AVEC UN EPCI A FPU**

- **[IV.]** Le **taux de taxe d'habitation** des **communes membres** en **2011** d'un **EPCI à fiscalité propre additionnelle** faisant ou non application de l'**article 1609 quinquies C** ou d'un **établissement public sans fiscalité propre** qui **fusionne** avec un **EPCI** qui faisait application en **2011** de l'**article 1609 nonies C** est **réduit** l'année suivant celle de la fusion de la **différence** entre :

- d'une part, le **taux de référence** de **taxe d'habitation** calculé pour la **commune** conformément à l'**article 1640 C**,
- et, d'autre part, le **taux communal** de **taxe d'habitation** applicable en **2010** dans la **commune**.

**La nouvelle disposition s'applique, sans nouvelle délibération des communes concernées, à compter des taux et abattements votés pour 2012.**

☞ Afin d'éviter que la fusion entre un **EPCI** qui faisait application du régime de la **fiscalité professionnelle unique** en **2011** et un **EPCI à fiscalité additionnelle** ou sans **fiscalité propre** ne se traduise par une **augmentation** du **taux additionnel** de la **taxe d'habitation** pour les **contribuables** qui résident sur le territoire des **communes** qui étaient membres de l'**EPCI à fiscalité additionnelle** ou sans **fiscalité propre** en **2011**, est institué un **mécanisme** de **neutralisation** du **transfert** de la **part départementale** de la **taxe d'habitation** à ces **communes**.

En l'absence d'un tel **mécanisme**, ce **transfert** serait pris en compte à la fois au niveau de l'**EPCI à fiscalité professionnelle unique** né de la fusion et au niveau des **communes** qui, en **2011**, étaient membres de l'**EPCI à fiscalité additionnelle**.

Ainsi, la **double prise en compte** du **transfert** de la **part départementale** de **TH** au niveau des **communes concernées** est **neutralisée** et les **contribuables** ne subiront pas une **double taxation**.

## LA FIXATION DU TAUX DE CFE UNIQUE EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE A UN EPCI LEVANT LA FPU

[article 1638 *quater* du CGI]

### LE RAPPROCHEMENT DU TAUX DE CFE UNIQUE, EN CAS DE RATTACHEMENT VOLONTAIRE D'UNE COMMUNE

- **[I.]** En cas de **rattachement volontaire** d'une **commune** à un **EPCI** levant la **fiscalité professionnelle unique** ou à la suite d'une **transformation** dans les **conditions** prévues à l'**article L. 5211-41-1** du **CGCT**, le **taux** de la **CFE** de la **commune rattachée** est **rapproché** du **taux** de cette taxe de l'**EPCI** dans les **conditions** fixées aux **[a.]** et **[b.]** ci-après :
  - **[a.]** l'**écart constaté** entre ces **deux taux**, l'année au cours de laquelle le **rattachement** est **décidé**, est **réduit chaque année** par **parts égales**, jusqu'à application d'un **taux unique**, dans les **proportions** :
    - définies au **second alinéa** du **[III.1° b.]** de l'**article 1609 nonies C**,
    - et dépendant du **rapport** entre le **moins élevé** de ces **deux taux** et le **plus élevé**.Le **[III. 1° c.]** de l'**article 1609 nonies C** (*modification possible la durée de la période de réduction des écarts - jusqu'à 12 ans au maximum -*) est **applicable**.
  - **[b.]** lorsque, **en application** du **[III. 1°]** de l'**article 1609 nonies C**, des **taux différents** du **taux** de l'**EPCI** sont **appliqués** dans les **communes déjà membres** de cet établissement, l'**écart** de **taux** visé au **[I.a.]** ci-dessus **peut être réduit** chaque année par **part égales**, en proportion du **nombre d'années restant à courir**, jusqu'à l'application d'un **taux unique** dans les **communes déjà membres**.  
L'**application** de cette disposition ne peut toutefois **pas** avoir pour effet de **supprimer** cet **écart** dans un **délai plus court** que celui résultant des **dispositions** du **[a.]** ci-dessus

### LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE DE LA COMMUNAUTE URBAINE OU DE COMMUNES DONT LA COMMUNE ETAIT MEMBRE

- **[II.]** Pour l'**application** des **dispositions** du **[I.]**, le **taux** de **CFE** de la **commune** doit, lorsque celle-ci appartient également à une **communauté urbaine**, ou à une **communauté de communes**, être **majoré** du **taux** de **CFE** voté par ces **EPCI** l'**année** au cours de laquelle le **rattachement** est **décidé**.

### LE VOTE POSSIBLE D'UN TAUX DE CFE DANS LA LIMITE DU TAUX MOYEN PONDERE DE L'EPCI ET DE LA COMMUNE RATTACHEE

- DEL**
- **[II bis.1.]** Toutefois, par **exception** aux **dispositions** du **[I.]** et pour l'**année** suivant celle du **rattachement** de la commune, l'**EPCI** **peut**, sur **délibération** du **conseil communautaire** statuant à la **majorité simple** de ses membres dans les **conditions** prévues par l'**article 1639 A** (*avant le 31 mars*), **voter** son **taux** de **CFE** dans la **limite** du **taux moyen** de la **CFE** de l'**EPCI** et de la **commune rattachée** constaté l'**année précédente**, **pondéré** par l'importance relative des **bases** imposées au profit de l'**EPCI** et de la **commune**.
    - **[II. bis. 2.]** Pour l'**application** du **[1.]** :
      - **[a.]** lorsque la **commune rattachée** était **membre** d'un **EPCI** **substitué** à la **commune** pour l'**application** des **dispositions** relatives à la **CFE**, le **taux moyen pondéré** tient compte :
        - des **produits perçus** par cet **EPCI**,
        - et des **bases imposées** à son profit sur le **territoire** de la **commune**,
      - **[b.]** lorsque la **commune rattachée** était **membre** d'un **EPCI** **sans fiscalité propre** (*syndicat à contribution fiscalisées*) ou à **fiscalité propre additionnelle**, le **taux moyen pondéré** tient compte des **produits perçus** au profit de ces **établissements** sur le **territoire** de la **commune**,
      - **[c.]** les **dispositions** du **[III. 1° b. et c.]** de l'**article 1609 nonies C** sont **applicables**.

### LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE EFFECTIVEMENT APPLIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

- Pour l'**application** de ces **dispositions**, il est **tenu compte** :
  - des **taux effectivement appliqués** sur le **territoire** des **communes** lorsqu'un **processus de réduction des écarts de taux** était **en cours**,
  - ou, à défaut, du **taux** de l'**EPCI** qui était **substitué** aux **communes** pour l'**application** des **dispositions** de la **CFE**. Lorsque la **commune rattachée** était **membre** d'un **EPCI** **sans fiscalité propre** ou à **fiscalité propre additionnelle**, le **taux** de la **commune** est **majoré** du **taux** de l'**EPCI**.

**L'IMPOSSIBILITE D'APPLIQUER LA MAJORATION DE CFE, AU TAUX MAXIMUM,  
PENDANT LES 3 ANNEES SUIVANT CELLE AU COURS DE LAQUELLE ELLE N'A PAS ETE UTILISEE**

- **[II bis.3.]** Les dispositions du **[IV.]** de l'article **1636 B** *decies* ne sont **pas applicables** au **montant reporté** au titre de l'année de rattachement et des **2 années antérieures**.

**L'APPLICATION DES MEMES DISPOSITIONS DANS LES COMMUNES INCORPOREES DANS UNE ZAE**

- **[III.]** Les dispositions des **[I.]** et **[II.]** sont également **applicables** dans les **communes** ou **parties de communes** qui sont **incorporées** dans une **zone d'activités économiques** où il est fait **application** des **dispositions** du **[I.]** de l'article **1609 quinquies C**.

Ces **dispositions** sont également **applicables** en cas de **rattachement** d'une **commune** sur le **territoire** de laquelle sont **implantées** des **éoliennes** à un **EPCI** faisant **application** du **[II.]** du **même article**.

**L'APPLICATION POSSIBLE DU TAUX DE CFE DE L'EPCI DES LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE**

- DEL** ▪ Toutefois, le **conseil municipal** de la **commune** et l'**organe délibérant** de l'**EPCI** peuvent **décider**, par **délibérations concordantes**, que le **taux de CFE** appliqué dans la **commune** ou **partie de commune** incorporée dans la **zone** ou aux **éoliennes** est, **dès la première année**, celui fixé par l'**EPCI**.

- **[III bis.]** Dans les **cas de rattachement prévus** au **[I.]**, par **délibérations concordantes** de l'organe délibérant de l'**EPCI** et du conseil municipal de la **commune concernée**, les **taux de TH**, de **TFB** et de **TFNB** votés par l'organe délibérant de l'**EPCI** peuvent être **appliqués de manière progressive** par **fractions égales** sur une **période maximale de 12 années**.

Le présent **[III bis.]** n'est **pas applicable** pour les **taxes** pour lesquelles le **rapport** entre ces **taux** et les **taux votés** par le **conseil municipal** l'**année du rattachement** de cette commune est **inférieur à 10 %**.

Le cas échéant, sont **pris en compte** pour le **calcul** de ce **rapport** les **taux des impositions perçues** l'**année du rattachement** au profit des **établissements publics** auxquels la commune appartenait.

**LE VOTE DES TAUX DE FISCALITE ADDITIONNELLE EN CAS DE RATTACHEMENT VOLONTAIRE OU DE TRANSFORMATION**

- **[IV.]** En cas de **rattachement volontaire** ou à la suite d'une **transformation** dans les **conditions** prévues à l'article **L. 5211-41-1** du CGCT d'une **commune** à un **EPCI à fiscalité additionnelle**, l'**organe délibérant** vote les **taux de TH**, de **TFB**, de **TFNB** et de **CFE** dans les conditions prévues à l'article **1636 B** *sexies*.

Par **délibérations concordantes** de l'**organe délibérant de l'EPCI** et du **conseil municipal de la commune** concernée, les **taux votés** en application du **1<sup>er</sup> alinéa** (*alinéa précédent*) **peuvent être appliqués de manière progressive** par **fractions égales** sur une **période maximale de 12 années**.

☞ *Ainsi, l'EPCI et la commune peuvent décider d'étaler dans le temps l'application du taux intercommunal sur une durée maximale de 12 années.*

Le présent alinéa n'est **pas applicable** lorsque le **rapport** entre ces **taux** (*ceux de l'EPCI*) et les **taux votés** par le **conseil municipal** l'**année du rattachement** de cette commune est **inférieur à 10 %**.

☞ *Il est précisé que l'étalement de l'entrée en vigueur des fractions intercommunales d'un EPCI à fiscalité additionnelle dans une nouvelle commune rattachée ne pourra pas s'appliquer lorsque le rapport entre le taux communal et le taux intercommunal est peu important (inférieur à 10%).*

Le cas échéant, sont **pris en compte** pour le **calcul** de ce **rapport** les **taux des impositions perçues** l'**année du rattachement** au profit des **EPCI** auxquels la commune appartenait.

- **[V.]** Les **[I.]**, **[II.]** et **[III.]** sont également **applicables** aux **communes** faisant l'objet d'un **rattachement** à une **communauté urbaine** ou à une **communauté d'agglomération** dont le **périmètre** est **étendu** en application du **renouvellement** de la **procédure** prévue aux **articles L. 5215-40-1** et **L. 5216-10** du CGCT.

**LA PRISE EN COMPTE, DANS L'ETAT 1259, DU TAUX APPLICABLE DANS LA COMMUNE RATTACHEE**

- **[VI.]** Lorsqu'il fait **application** des dispositions des **[I.]**, **[II.]** et **[III.]** à la suite du **rattachement volontaire** d'une **commune** à un **EPCI à fiscalité propre**, le **produit communiqué** à l'**EPCI** en **début d'exercice** par les services fiscaux et qui découle de l'**état de notification des bases** tient compte du **taux applicable** dans la **commune rattachée**.

**LA REDUCTION DU TAUX COMMUNAL DE TAXE D'HABITATION EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE  
A UN EPCI LEVANT LA FPU EN 2011(RATTACHEMENT VOLONTAIRE OU TRANSFORMATION-EXTENSION)**

▪ **[VII.]** En cas de **rattachement dans les conditions** mentionnées au **[I.]** (*rattachement volontaire d'une commune à un EPCI levant la FPU ou transformation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-1 du CGCT - transformation - extension -*) à un **EPCI** qui faisait application en **2011** de l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*) d'une **commune** qui n'était pas membre en 2011 d'un tel établissement, le **taux communal de taxe d'habitation** est **réduit** de la **différence** entre :

- le **taux de référence de taxe d'habitation** calculé pour la **commune** conformément à l'**article 1640 C**,
- le **taux communal de taxe d'habitation** applicable en **2010** dans la **commune**.

☞ *Afin que chacun des deux taux respectifs de la commune et de l'EPCI ne soit pas majoré du taux départemental en 2011, le taux communal pris en compte lors de l'intégration de la commune, est réduit du taux départemental historique transféré. Ainsi le taux final sur le périmètre de l'EPCI n'est pas doublement majoré.*

**LES MODALITES POSSIBLES DE VOTE DU TAUX DE CFE UNIQUE EN CAS DE RETRAIT D'UNE COMMUNE**

**[article 1638 quinquies du CGI]**

**DEL** ▪ **[I.]** En cas de **retrait d'une commune** dans les **conditions** prévues aux **articles L. 5214-26 et L. 5216-7-2** du CGCT, l'**EPCI** soumis aux **dispositions** de l'**article 1609 nonies C** peut, sur **délibération** de l'**organe délibérant** statuant à la **majorité simple** de ses membres dans les **conditions** prévues à l'**article 1639 A**, **voter un taux de CFE** :

- dans la **limite** du **taux moyen** de la **CFE effectivement appliqué l'année précédente** dans les **communes membres**, à l'**exclusion** de la **commune** qui s'est **retirée**,
- **pondéré** par l'importance relative **des bases** imposées sur le **territoire** de ces **communes**, à l'**exclusion** de la **commune** qui s'est **retirée**.

▪ **[II.]** Les dispositions du **[III. 1° b et c]** de l'**article 1609 nonies C** sont **applicables**.

Pour l'**application** de ces **dispositions**, il est **tenu compte** des **taux effectivement appliqués** sur le **territoire** des **communes** lorsqu'un **processus de réduction des écarts** de taux était **en cours**.

**LES DATES LIMITES DE VOTE ET DE NOTIFICATION DES DELIBERATIONS RELATIVES A LA FISCALITE LOCALE  
(AUTRES QUE CELLES RELATIVES AUX TAUX)**

**[article 1639 A bis du CGI]**

**AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE (PRINCIPE GENERAL)**

▪ **[I.]** Sous réserve des **dispositions** de l'**article 1466** doivent être **prises avant le 1<sup>er</sup> octobre** pour être **applicables l'année suivante**, les **délibérations** des **collectivités locales** et des **organismes** compétents relatives à la **fiscalité directe locale, autres** :

- que **celles fixant** soit les **taux**, soit les **produits des impositions**,
- et que **celles instituant** la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères**.

Elles sont soumises à la **notification** prévue à l'**article 1639 A** au plus tard **15 jours après** la **date limite** prévue pour leur **adoption**.

▪ Sont **prises**, dans les **conditions** prévues au **1<sup>er</sup> alinéa** :

- les **délibérations** prévues au **[1 2°]** et au **[III-2]** de l'**article 1379-0 bis**,
- ainsi que les **délibérations** fixant le **périmètre** de la **zone d'activités économiques** visée au **1<sup>er</sup> alinéa** du **[III. 2°]** de l'**article 1379-0 bis**.

**JUSQU'AU 31 DECEMBRE (MONTANT DES BASES DE COTISATION MINIMALE DE CFE)**

▪ **Par exception aux dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa** (*délibérations fiscales à prendre avant le 1<sup>er</sup> octobre*), les **délibérations** prévues à l'**article 1647 D** (*relatif à la fixation des bases de cotisations minimum de CFE*) peuvent être **prises jusqu'au 31 décembre** pour être **applicables l'année suivante**.



**AVANT LE 15 OCTOBRE (TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES)**

- **[II.1.]** Doivent être prises avant le 15 octobre d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante :
  - les délibérations des communes et de leurs EPCI instituant la TEOM conformément à l'article 1520, au [VI.] de l'article 1379-0 bis et à l'article 1609 quater,
  - et les décisions visées au [III.] de l'article 1521 et à l'article 1522.

Elles sont soumises à la notification prévue à l'article 1639 A au plus tard 15 jours après la date limite prévue pour leur adoption.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE CREATION D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE)**

- Toutefois, les EPCI à fiscalité propre ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant peuvent prendre les délibérations afférentes à la TEOM conformément au [VI.] de l'article 1379-0 bis ainsi qu'au [III.] de l'article 1521 et à l'article 1522 jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de leur création.

A défaut, les délibérations prises par les communes et par les EPCI dissous restent applicables l'année qui suit celle de la création.

Dans ce cas, le nouvel EPCI perçoit la TEOM au lieu et place des EPCI dissous.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE TRANSFERT DE LA COMPETENCE A UN EPCI A FISCALITE PROPRE)**

- Par exception aux dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa du [II.1.], les EPCI à fiscalité propre qui bénéficient du transfert de la compétence prévu à l'article L. 2224-13 du CGCT par un arrêté préfectoral pris postérieurement au 15 octobre d'une année peuvent prendre, jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle du transfert, la délibération afférente à l'institution de la TEOM, à l'exclusion des délibérations prévues aux articles 1521 et 1522 et au [2.] de l'article 1636 B undecies.

A défaut, les délibérations prises en matière de TEOM par les communes restent applicables l'année qui suit celle du transfert.

☞ Le [2.] de l'article 1636 B undecies précise que des zones de perception de la TEOM peuvent être définies, en vue de proportionner les taux de cette taxe à l'importance du service.

Cette délibération ne peut donc pas être prise pour la 1<sup>ère</sup> année si le transfert de la compétence a été réalisé après le 15 octobre, de même que les délibérations prévues aux articles 1521 et 1522 du CGI.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE OU D'UN EPCI A UN GROUPEMENT)**

- Par exception aux dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa du [II. 1.], en cas de rattachement d'une commune ou d'un EPCI à un groupement de communes, ce dernier peut, jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle du rattachement, prendre les délibérations afférentes à l'application, sur le territoire de la commune ou de l'EPCI rattaché, de l'article 1636 B undecies.

Toutefois, ces délibérations ne peuvent pas délimiter des zones infracommunales ou supracommunales différentes de celles définies sur le territoire de la commune ou de l'EPCI antérieurement au rattachement.

A défaut de délibération, les zones définies sur le territoire de la commune ou de l'EPCI avant le rattachement sont supprimées.

**LES CONDITIONS DE PERCEPTION DE LA TEOM PAR UNE COMMUNE OU UN EPCI**

- **[II.2.]** Au 15 octobre 2005, les communes ou les EPCI devront s'être mis en conformité avec la loi pour pouvoir continuer à percevoir la TEOM au 1<sup>er</sup> janvier 2006. A défaut, ces collectivités perdront le bénéfice de la perception de cette taxe.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE FUSION D'EPCI)**

- **[III.]** L'EPCI issu de la fusion en application de l'article L. 5211-41-3 du CGCT doit prendre les délibérations afférentes à la TEOM jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de la fusion.

**LA POSSIBILITE DE MAINTENIR LE(S) REGIME(S) ANTERIEUR(S) PENDANT 5 ANS AU MAXIMUM**

A défaut de délibération, le régime applicable en matière de TEOM sur le territoire des EPCI ayant fait l'objet de la fusion ou sur le territoire des communes incluses dans le périmètre de l'EPCI issu de la fusion, en application du 6<sup>ème</sup> alinéa du [I.] de l'article L. 5211-41-3 du CGCT, est maintenu pour une durée qui ne peut pas excéder 5 années suivant la fusion.

Pour l'application de ces dispositions, l'EPCI issu de la fusion perçoit la taxe au lieu et place des EPCI ayant fait l'objet de la fusion.

☞ Ainsi, le régime de TEOM applicable avant la fusion d'EPCI ou l'intégration d'une commune (exonérations, réductions, plafonnement de la base, zonage ou lissage de taux) peut être maintenu pendant une durée maximum de 5 ans

#### L'APPLICATION DE CES DISPOSITIONS AUX SYNDICATS MIXTES ET EN CAS D'INTEGRATION D'UNE COMMUNE DANS UN EPCI

▪ Les dispositions des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas (ci-dessus) sont également applicables aux syndicats mixtes issus d'une fusion en application de l'article L. 5711-2 du CGCT (relatif aux fusions de syndicats mixtes).

Elles sont également applicables en cas de modification de périmètre d'un EPCI suivant l'intégration d'une commune ou d'un EPCI.

☞ Cette disposition est issue d'un amendement déposé par le président de la commission des finances du Sénat, avec l'exposé des motifs suivant : « il tend à apporter de la souplesse au mécanisme d'unification des systèmes de tarification des services d'élimination des ordures ménagères pour ne pas perturber les regroupements intercommunaux. »

Lors des débats, il a précisé qu'il visait concrètement le cas où deux intercommunalités négocient leur regroupement, leur fusion, notamment dans le cadre d'un schéma départemental de coopération intercommunale.

« Imaginons une intercommunalité urbaine composée essentiellement d'habitat vertical. En l'état, il lui est très difficile de mettre en œuvre une redevance incitative, notamment pour des raisons psychologiques et sociologiques. Mais cette intercommunalité peut très bien être amenée à préparer son rapprochement avec une intercommunalité voisine plus rurale, essentiellement composée d'habitat pavillonnaire, où la redevance incitative constituera au contraire un thème important d'action pour les élus.

La loi permet actuellement de faire coexister les deux dispositifs pendant 2 ans. Ce délai me semble insuffisant et je souhaite à tout le moins qu'il soit porté à 5 ans.

Mais l'on pourrait envisager d'aller plus loin (c'est la solution qu'il préconisait à travers deux autres amendements retirés) en autorisant le maintien durable de 2 zones distinctes au sein d'une même intercommunalité :

- l'une restant assujettie à un dispositif du type TEOM,
- l'autre à un dispositif de type redevance incitative.

Il serait dommage de voir un processus de fusion trébucher sur cette dualité fiscale, tout comme il serait regrettable de désavouer les élus de communes de dimension modeste qui se sont déjà investis dans une démarche de redevance incitative. »

Le Gouvernement s'est dit favorable à ce délai de 5 ans, permettant de consolider la fusion, mais a estimé excessif de vouloir prolonger sans limitation de durée la coexistence de deux dispositifs différents.

#### LE DEVENIR DES DELIBERATIONS ANTERIEURES RELATIVES A LA CFE DANS UN EPCI A FPU OU A FPZ

##### [article 1639 A ter du CGI]

#### LE DEVENIR DES DELIBERATIONS PRISES PAR L'EPCI OU LES COMMUNES MEMBRES

▪ [I.] Les délibérations prises en matière de CFE par un EPCI antérieurement à la date de la décision le plaçant sous le régime fiscal de l'article 1609 nonies C demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées.

▪ Les délibérations prises en matière de CFE par les communes membres d'un EPCI soumis aux dispositions fiscales prévues à l'article 1609 nonies C ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant sont applicables aux opérations réalisées l'année de création de l'EPCI.

▪ Les dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa (ci-dessus) sont également applicables aux délibérations prises en matière de CFE pour l'application des dispositions de l'article 1609 nonies C ou du [II. 1.] de l'article 1609 quinquies C, par un EPCI dissous, lorsque les communes appartenant à ces EPCI deviennent membres d'un EPCI soumis aux dispositions de l'article 1609 nonies C ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant.

#### L'APPLICATION DES MEMES DISPOSITIONS DANS LES ZAE OU POUR LES EOLIENNES

▪ [II.] Les dispositions du [I.] sont applicables sur le territoire de la zone d'activités économiques des EPCI faisant application des dispositions du [I.] de l'article 1609 quinquies C.

Elles sont également applicables aux éoliennes soumises au régime prévu par le [II. 1.] du même article.

#### LA POSSIBILITE DE PRENDRE DES DELIBERATIONS DIFFERENTES

- Ces EPCI peuvent prendre, en matière de CFE, des délibérations propres :
  - à la zone d'activités économiques,
  - et aux éoliennes.

#### L'OPTION POUR UN REGIME DE DELIBERATIONS DANS UN EPCI A FPU ISSU D'UN EPCI A FPZ ET A FPZ EOLIENNES

- DEL
- Les EPCI faisant application du régime prévu au [I.] de l'article 1609 *quinquies* C qui optent pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C ou deviennent soumis à ce régime doivent, dans le cas où des délibérations différentes étaient appliquées hors de la zone d'activités économiques et dans la zone d'activités économiques, antérieurement à la décision les plaçant sous le régime de l'article 1609 *nonies* C, prendre une délibération précisant les délibérations applicables sur l'ensemble de leur territoire.

Cette délibération doit retenir le régime appliqué :

- soit dans la zone d'activités économiques,
- soit hors de la zone d'activités économiques.

Elle doit être prise lors de la décision de l'EPCI le plaçant sous le régime de l'article 1609 *nonies* C.

A défaut, les délibérations en vigueur hors de la zone d'activités sont applicables.

Ce dispositif est applicable dans les mêmes conditions lorsque l'EPCI faisant application du [II. 1] de l'article 1609 *quinquies* C :

- opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C,
- ou devient soumis à ce régime.

#### LE MAINTIEN DES REGIMES ISSUS DE DELIBERATIONS ANTERIEURES, JUSQU'A LEUR TERME, DANS UN EPCI A FPU OU A FPZ

- [III.] Les exonérations applicables antérieurement à la création d'un EPCI soumis aux dispositions fiscales prévues à l'article 1609 *nonies* C en exécution des délibérations des conseils des communes membres ou du groupement préexistant sont maintenues, pour la quotité et la durée initialement prévues, en proportion du taux d'imposition de la commune et du taux d'imposition du groupement l'année précédant l'application de l'article 1609 *nonies* C.

Ces dispositions sont applicables aux EPCI faisant application du [I.] et du [II.-1.] de l'article 1609 *quinquies* C.

- Lorsqu'un EPCI, faisant application du régime prévu au [I.] de l'article 1609 *quinquies* C, opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C ou devient soumis à ce régime :
  - [a.] les exonérations applicables antérieurement à la modification du régime hors de la zone d'activités économiques en exécution des délibérations des conseils des communes membres ou de l'EPCI sont applicables dans les conditions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa du [III.],
  - [b.] les exonérations applicables antérieurement à la modification du régime dans la zone d'activités économiques sont maintenues pour la quotité et la durée initialement prévues.

Les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa sont maintenues lorsqu'elles étaient appliquées antérieurement à la modification du régime fiscal de l'EPCI.

- Les dispositions des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéas (*ci-dessus*) sont applicables dans les mêmes conditions lorsque l'EPCI fait application du [II. 1.] de l'article 1609 *quinquies* C.

#### LA PRISE DE DELIBERATIONS AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DANS UN EPCI ISSU D'UNE FUSION

- DEL
- [IV.1.] Sous réserve des dispositions de l'article 1466, l'EPCI issu de la fusion, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT ou, lorsque le périmètre du nouvel EPCI a été fixé par arrêté du représentant de l'État, les conseils municipaux des communes membres ou l'organe délibérant du ou des EPCI doivent prendre avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année de la fusion les délibérations applicables à compter de l'année suivante en matière de CFE sur l'ensemble du territoire.

**L'APPLICATION DES DELIBERATIONS ANTERIEURES EN CAS D'ABSENCE DE DELIBERATIONS NOUVELLES  
AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DE L'ANNEE DE FUSION**

▪ **[IV.2.] A défaut de délibérations prises dans les conditions prévues au [IV.1.], les délibérations adoptées antérieurement par chaque EPCI préexistant :**

- **[a.] sont maintenues pour leur durée et leur quotité lorsque les dispositions prévues aux articles suivants sont en cours d'application ou sont applicables pour la 1<sup>ère</sup> fois l'année suivant celle de la fusion :**

- **article 1464 B** (*création de certaines entreprises et reprise d'entreprises en difficulté*),
- **article 1464 (?)**
- **article 1464 I** (*librairies indépendantes de référence*),
- **article 1465** (*extension ou création d'activités industrielles ou spécifiques dans les zones à finalité régionale*),
- **article 1465 A** (*zones de revitalisation rurale*),
- **article 1465 B** (*extension ou création d'activités dans les zones d'aide à l'investissement des PME*),
- **[I.] à l'article 1466 A** (*création et extension d'établissements dans les zones urbaines sensibles*),
- **article 1466 C** (*extension ou création d'activités industrielles, artisanales ou commerciales en Corse*),
- **article 1466 F** (*abattement de 150.000 euros sur les bases de certains établissements dans les EPCI d'Outre-mer*).

Lorsque le **nouvel EPCI est soumis aux dispositions du [I.] de l'article 1609 nonies C**, il en est **de même** pour les **délibérations** prises :

- d'une part, par les **communes** visées au **6<sup>ème</sup> alinéa** du **[I.] de l'article L. 5211-41-3** du CGCT (*inclusion de communes de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière nécessaire au développement du nouvel EPCI*),
- et, d'autre part, par les **communes membres** d'un **EPCI préexistant à fiscalité additionnelle** ou **sans fiscalité propre** ; toutefois, dans ce dernier cas, les **exonérations** sont **maintenues en proportion** du **taux d'imposition** de la **commune** et de l'**EPCI l'année de la fusion**,

- **[b.] sont maintenues pour la 1<sup>ère</sup> année suivant celle de la fusion, lorsqu'elles ont été prises en application des articles suivants :**

- **[3<sup>ème</sup>] de l'article 1459** (*loueurs de gîte rural ou de meublé, parties d'une habitation personnelle*),
- **article 1464** (*caisse de crédit municipal*),
- **article 1464 A** (*entreprises de spectacles*),
- **article 1464 H** (*activités des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche*),
- **article 1469 A quater** (*vente d'écrits périodiques en qualité de mandataires de presse*),
- **article 1518 A** (*réductions de la valeur locative de certains biens*),
- **article 1647 D** (*cotisation minimum de CFE*).

Il en est **de même** pour les **délibérations** prises par les **communes** visées au **6<sup>ème</sup> alinéa** du **[I.] de l'article L. 5211-41-3** du CGCT lorsque le **nouvel EPCI est soumis aux dispositions du [I.] de l'article 1609 nonies C**.

**LES DELIBERATIONS FISCALES RELATIVES AUX IMPOTS MENAGES DANS UN EPCI ISSU D'UNE FUSION**

**[article 1639 A quater du CGI]**

▪ **[I.] Abrogé.**

**LA PRISE DE DELIBERATIONS AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DE L'ANNEE DE FUSION**

**DEL** ▪ **[II.-1.] L'EPCI issu de la fusion en application de l'article L. 5211-41-3 du CGCT ou, lorsque le périmètre du nouvel EPCI a été fixé par arrêté du représentant de l'État, les conseils municipaux des communes membres ou l'organe délibérant du ou des EPCI doivent prendre avant le 1er octobre de l'année de la fusion les délibérations applicables à compter de l'année suivante en matière de taxe d'habitation et de taxes foncières sur l'ensemble du territoire.**

**L'APPLICATION DES DELIBERATIONS ANTERIEURES EN CAS D'ABSENCE DE DELIBERATIONS NOUVELLES  
AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DE L'ANNEE DE FUSION**

- **[II. 2.] A défaut de délibérations dans les conditions prévues au [II. 1.], les délibérations adoptées par chaque EPCI préexistant sont maintenues dans les conditions suivantes :**
- **[a.]** pour leur **durée** et leur **quotité** lorsqu'elles **sont prises en application** des **articles** suivants :
    - **article 1383** (*suppression de l'exonération, pendant 2 ans, de la TFB des constructions nouvelles*),
    - **article 1383 A** (*exonération de TFB pour les établissements créés ou repris à une entreprise en difficulté*),
    - **article 1383-0. B** (*réduction de 50 % ou exonération de TFB en faveur de logements qui ont fait l'objet de dépenses d'équipement*),
    - **article 1383 B bis** (*réduction de 50 % ou exonération de TFB en faveur de logements neufs à niveau élevé de performance énergétique globale*),
    - **article 1383 B** (*suppression de l'exonération de TFB en zone franche urbaine 1<sup>ère</sup> génération*),
    - **article 1383 C** (*suppression de l'exonération de TFB en zone franche urbaine 2<sup>ème</sup> génération*),
    - **article 1384 B** (*exonération temporaire de TFB en faveur des logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation*),
    - **article 1388 ter** (*abattement de 30 % applicable à TFB des logements à usage locatif faisant l'objet de travaux d'amélioration en Outre-mer*),
    - **article 1388 quinquies** (*suppression de l'abattement dégressif sur la TFB applicable dans les communes d'Outre-mer*),
    - **article 1395 A** (*exonération de TFNB des terrains plantés en noyers, des vergers, des cultures fruitières d'arbres et arbustes et des vergers*),
    - **article 1395 G** (*exonération de TFNB des parcelles exploitées selon un mode de production biologique*),
    - **article 1647-00. bis** (*dégrèvements de TFNB en faveur des jeunes agriculteurs*).(et si les **dispositions** prévues par ces articles sont **en cours d'application** ou sont **applicables** pour la **1<sup>ère</sup> fois l'année suivant** celle de la **fusion**).
  - **[b.]** pour la **1<sup>ère</sup> année suivant** celle de la **fusion**, lorsqu'elles sont **prises en application** des **articles** suivants :
    - **article 1382 B** (*exonération de TFB en faveur des bâtiments affectés à l'activité de déshydratation de fourrages*),
    - **article 1382 C** (*exonération de TFB en faveur des immeubles appartenant au service public hospitalier affectés aux activités médicales des groupements de coopération sanitaire*),
    - **article 1383 G** (*réduction de 15 % ou de 30 % des constructions affectées à l'habitation achevées antérieurement à la mise en place d'un plan de prévention des risques technologiques*),
    - **article 1395 C** (?),
    - **article 1396** (*majoration de 20 % de la valeur locative des terrains constructibles situés en zone urbaine*),
    - **article 1411** (*abattements sur la taxe d'habitation*),
    - **article 1518 A** (*exonération totale de TFB des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère*).